



# DÉFIS SUD

LES AGRICULTURES EN DÉBAT

## Revendiquer des opportunités locales, refuser **la concurrence déloyale**



**La lettre ouverte**  
de Million Belay  
au premier ministre  
éthiopien

**La pauvreté rurale**  
s'aggrave au Pérou



Pour vous abonner  
à la newsletter  
mensuelle  
de *Défis Sud*,  
envoyez un mail à :  
[info.be@sosfaim.org](mailto:info.be@sosfaim.org)

**Directeur de la publication :** François Graas

**Rédacteur en chef :** Pierre Coopman

**Ont collaboré :** Philippe Baret, Zoé Brusselmans, François Corbiau, Patrice Debry, Eloïse De Keyser, Yannick Fripiat, Claude Hugon, Marc Mees, Bérénice Petit, Clémentine Rasquin, Dominique Repapis, Merveille Saliboko, Sabine Schrader, Patrick Veillard, Naïs El Yousfi | **Réalisation - infographies :** Studio Marmelade | **Impression :** Van Ruys Printing.

**Photos :** SOS Faim.

**Illustrations :** Isabelle Busschaert, Yves Dewulf, Philippe de Kemmeter, Marmelade, Juan Mendez, Melissa Olieslaeger.

**Email :** [pco@sosfaim.org](mailto:pco@sosfaim.org) **Site web :** [www.sosfaim.be](http://www.sosfaim.be)

Tous droits de reproduction réservés | Imprimé sur papier recyclé.

**Editeur Responsable :** Olivier Hauglustaine, 4 rue aux Laines, 1000 Bruxelles.

Défis Sud bénéficie du soutien de la Direction générale de la coopération au développement (DGD).

# La vigilance est de mise



L'éditorial de Pierre Coopman  
Rédacteur en chef de *Défis Sud*

**P**lacer l'agriculture familiale et l'agroécologie au centre des combats contre le réchauffement climatique et pour la souveraineté alimentaire nécessite de maîtriser des savoirs pratiques et politiques. Comme l'explique le professeur Baret en introduction de cette édition 2019 de *Défis Sud* (page 4), l'urgence ne permet plus la fuite en avant ou le fatalisme. L'urgence impose d'investir doublement, à la fois dans les champs du savoir-faire et de la politique. « *Ce double agenda est celui de l'agroécologie et de l'agriculture familiale pour la prochaine décennie.* »

Des initiatives encourageantes voient le jour, telles que la Task-force pour l'Afrique rurale (page 13) lancée en mai 2018 par l'Union européenne, telles que la Déclaration des Droits des paysan.ne.s ainsi que la proclamation d'une Décennie 2019 – 2028 pour l'agriculture familiale par les Nations unies. Ces initiatives sont cependant confrontées aux exercices budgétaires, à la difficile concrétisation des processus et aux aléas des agendas politiques. En Belgique, après de vagues promesses, la politique de coopération au développement du

dernier gouvernement a tenté de faire passer l'agriculture familiale et l'agroécologie aux oubliettes (page 22). Il ne suffit donc pas d'obtenir des États qu'ils prennent des engagements sans lendemain. Il faut rappeler aux politiques leur devoir de concrétiser leurs engagements. La vigilance est de mise.

Par exemple : la recrudescence de la pauvreté rurale au Pérou (page 25), un pays que l'on nous présentait récemment encore comme « sorti d'affaire », démontre l'impasse à laquelle sont vouées des politiques qui tenteraient en catimini de se passer de l'agriculture familiale et de l'agroécologie. Cet exemple montre qu'on ne peut pas baisser la garde. D'autant que de plus en plus de paysans et de paysannes qui revendiquent des opportunités locales et refusent la concurrence déloyale ont besoin d'être appuyés politiquement. Notre dossier de cette année (page 30) est ainsi consacré aux acteurs de filières agricoles (laitières, maraîchères et céréalières) qui saisissent les occasions à prendre sur leurs marchés locaux. Leur réussite dépendra cependant de l'appui qui leur sera fourni par des politiques agricoles volontaristes.

L'agroécologie c'est maintenant (Agroecology Now !) explique l'expert éthiopien Million Belay dans une lettre au nouveau premier ministre de son pays, que nous avons traduite pour *Défis Sud* (page 71). Cette lettre conclut que les bonnes techniques existent, qu'elles ont besoin de politiques adéquates, de soutien à la recherche et de meilleurs accès aux marchés.

Pour clore cette édition, un article est consacré à l'école en milieu rural (page 83). En plus des formations de base, l'enseignement devrait aujourd'hui y apprendre à gérer l'eau, à créer un potager, à reverdir une région, etc. Les enfants, la jeunesse et les générations futures seront en effet au centre de l'enjeu discuté tout au long de nos articles : celui de la transition vers une société qui redonne du pouvoir au monde rural. Pour réussir cette transition, au Nord comme au Sud, nous avons tous un rôle à jouer.

## INTRODUCTION

ÉDITORIAL  
**La vigilance est de mise**  
page 1



GRAND ANGLE  
**Investir les champs de la politique et du savoir**

Les horizons semblent fertiles pour des agricultures nouvelles, nutritives et écologiques. Pourtant, les campagnes grognent ou pleurent encore.  
page 4



## ENJEUX

**La revanche de la ruralité**

La Task-force pour l'Afrique rurale réussira-t-elle à renforcer les partenariats agricoles entre l'Afrique et l'Europe ?  
page 13



**Une politique alimentaire commune pour l'Europe ?**

Le panel d'experts d'Ipes-Food prône un changement d'approche en publiant un rapport en faveur d'une Politique alimentaire commune.  
page 18



**La sécurité alimentaire et la citoyenneté mondiale aux oubliettes ?**

Le dernier gouvernement belge a tenté de réformer la coopération au développement dans un sens pas forcément favorable aux agricultures familiales.  
page 22



**La pauvreté rurale s'aggrave au Pérou et en Amérique latine**

La FAO constate un recul dans la lutte contre la pauvreté rurale en Amérique du Sud. Pourquoi ce revers ?  
page 25

## DOSSIER



**Revendiquer des opportunités locales, refuser la concurrence déloyale** page 30

**Faux lait, vraies conséquences**

Un étrange mélange prend une place de plus importante en Afrique de l'Ouest, au détriment des éleveurs locaux.  
page 33

**Ruée brassicole vers l'orge éthiopien**

L'Éthiopie est devenue le nouvel eldorado des multinationales de la bière. Tout le marché des céréales pourrait être impacté.  
page 39

## SUITE DU DOSSIER

**Encourager le  
consommer local en  
Afrique de l'Ouest**

Le boom démographique va-t-il amener un développement du consommateur local ?  
page 46

**Les maraîchers du Kivu  
presque pas encadrés**

Que font les organisations paysannes et l'État congolais pour professionnaliser les paysans de filières vivrières et maraîchères ?  
page 51

**Trois scénarios pour  
la filière céréalière**

Les céréales incarnent particulièrement bien les enjeux du développement agricole au Burkina Faso.  
page 56

**L'agroforesterie  
entre doutes et  
perspectives**

En Bolivie, l'agroforesterie permet à la fois de maintenir la filière du café et de diversifier ses sources de revenus.  
page 61

**Transformer  
l'aval des filières**

L'Afrique de l'Ouest se libère des importations alimentaires.  
page 65

## PAROLES AU SUD

**Agroecology Now !**

L'expert Million Belay a écrit une lettre ouverte au premier ministre éthiopien, comportant sept messages essentiels sur l'agroécologie. page 71

**Des paysannes  
souveraines**

En Équateur, les femmes sont actrices des circuits courts de commercialisation. page 78

## TRANSVERSALES

**Bâtir l'école rurale de demain**

Parler de l'école rurale en 2019 suppose d'abord de se pencher sur une réalité rurale en mutation.  
page 83

## LIVRES

**Le développement  
revisité**

Un ouvrage collectif paru aux Presses universitaires de Louvain dresse le bilan de plus d'un demi-siècle de développement. page 88

## LIVRES

**L'histoire d'un donateur  
au-dessus de tout soupçon**

« L'art de la fausse générosité », c'est le titre d'un opus percutant qui rappelle quelques vérités sur Bill Gates. page 91



## CHRONIQUE

**Demain  
l'agriculture  
familiale**

Le Scoop-It de SOS Faim de septembre 2018 à août 2019. page 93

# Investir les champs de la **politique** **et du savoir**

| Un article de Philippe Baret |

**BIO** Philippe Baret est président de SOS Faim et doyen à la Faculté de bioingénieurs de l'UCLouvain.

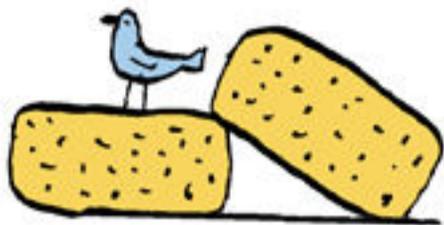


La promesse d'une agriculture nouvelle, belle et naturelle fait rêver les citoyens. Dans les livres et les revues, les émissions de télévision, à la radio et sur les réseaux sociaux, un foisonnement remet le vert du potager à l'agenda de nos villes. Les horizons semblent fertiles pour des agricultures nouvelles, nutritives et écologiques. En même temps, terrible paradoxe, les campagnes grognent ou pleurent.

| Voir page suivante >

> Sommaire





**P**our beaucoup d'agriculteurs et d'agricultrices, le ciel est noir. Les tensions sont économiques : prix trop bas et surtout fluctuants, endettements, impossible transmission de l'exploitation. Pour beaucoup d'agriculteurs et d'agricultrices, les années se succèdent sans un salaire décent. Les tensions sont aussi culturelles et sociales : le monde agricole traditionnel se sent subitement exclu de la société. Il pensait se construire sur un agenda de progrès, répondre à la demande d'une société toujours plus affamée d'une nourriture abon-

Les choix techniques sont cornéliens ; la tension sur la main-d'œuvre est énorme...

dante, diversifiée et à bas prix et ses acteurs se retrouvent au cœur des critiques. La relation des agriculteurs à la Nature est contestée : pollution, bien-être animal, contribution au changement climatique sur tous ces tableaux, l'agriculture est pointée du doigt.

Face à ce paradoxe, la tentation est grande de trouver l'un ou l'autre grand coupable, cause de tous les maux du monde actuel. Sans nier la responsabilité de la finance mondialisée et des grands groupes de l'agrochimie et du négoce des grains et des semences, ne faudrait-il pas nous interroger sur les trajectoires ? Celles que nous avons prises, et surtout celles que nous pouvons aujourd'hui choisir pour répondre aux enjeux de notre siècle.

## De la croisée des chemins à la confrontation des visions

« *L'agriculture à la croisée des chemins* », tel était le titre de l'imposant rapport IAASTD remis en 2009 par plus de 400 experts. Inspiré par les travaux du Giec sur le climat, l'objectif était bien de faire le point sur la situation de l'agriculture mondiale. Plusieurs milliers de pages, fruit de nombreuses heures de réunions, de rencontres, d'échanges. Le pavé était particulièrement indigeste mais la conclusion claire tenait en une proposition essentielle : la poursuite du modèle actuel n'est pas une option crédible car elle nous conduirait collectivement à nous écraser contre les limites planétaires. En conséquence, un nouveau modèle devait se construire basé sur un nouveau système de connaissance mêlant savoir techniques et savoirs traditionnels. La force de cette proposition tenait non seulement dans son contenu mais aussi dans sa nature. Par opposition aux logiques du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle, on proposait de construire de nouveaux modèles agricoles, non pas sur des propositions techniques, sur une conception industrielle du progrès, mais bien sur un système de connaissances, sur des savoirs. La portée de ce changement ne serait pas seulement conceptuelle. En mettant les connaissances, dans leurs diversités, au cœur du projet agricole, le choix serait de redonner du pouvoir aux détenteurs d'un savoir local, ancestral, aux paysans, et singulièrement aux petits paysans du Sud.

À la même époque, un mot nouveau bruissait dans les couloirs des universités et des ONG : l'agroécologie. Un concept qui avait déjà de profondes racines et sur lequel les Latino-Américains, sous la dynamique houlette de Miguel Altieri, avaient construit des réseaux mêlant chercheurs et praticiens, étudiants et paysans. Une approche nouvelle de la relation homme-nature qui renversait la table de la révolution verte. L'homme ne cherchait plus à maîtriser la Nature mais bien à s'appuyer sur des synergies avec le fonctionnement des écosystèmes naturels pour établir des systèmes agricoles et alimentaires résilients, durables et équitables. Ces nouveaux systèmes se bâtissent à l'échelle de la ferme et demandent à l'agriculteur et l'agricultrice de retrouver une autonomie de décision et donc une autonomie financière et technique. L'agriculteur redevient acteur de son système, il observe, décide, construit sur le long

terme pour cultiver la fertilité de son système, trouver de nouveaux équilibres avec les ravageurs, améliorer ses propres semences. À petite échelle, se multiplient les initiatives dans ce sens qui progressivement tissent un réseau.

Ce réseau, construit sur les principes de l'agroécologie, est encore peu présent dans les campagnes même si Olivier De Schutter, rapporteur des Nations unies pour le droit à l'alimentation, lui donne une résonance planétaire. Dans les campagnes du Nord et du Sud, l'inquiétude domine. Les récoltes deviennent erratiques. En France, depuis 1995, le rendement moyen des céréales, indicateur du succès du modèle de la révolution verte, stagne. L'inquiétude ronge en profondeur le monde agricole. Le taux de suicide y est double par rapport au reste de la société. Les faillites se succèdent au profit de quelques-uns qui s'agrandissent encore. Les choix techniques sont cornéliens: robot ou pas robot, digitalisation. La tension est énorme sur la main-d'œuvre agricole, sous-payée, sans statut et souvent exploitée car dans une situation de faiblesse. Le monde agricole va mal. Pourtant, dans les grands salons, les machines sont toujours plus grandes et plus brillantes. Pourtant, dans nos aéroports, BASF et Syngenta achètent des espaces pour nous dire leur foi dans des solutions techniques héritées d'un monde passé.

## Trois scénarios pour le futur

Face à ce paradoxe, trois scénarios se dessinent pour le futur. Aujourd'hui, ces scénarios sont souvent vus comme des exercices gratuits, des élucubrations. À cette approche prospective, on oppose l'impératif de l'action. Face à l'urgence climatique, sociale, environnementale, il nous faut agir, individuellement, collectivement. Nous retrousser les manches, «faire quelque chose». Nous agissons et nous nous étonnons ensuite du peu d'impact de notre action.

De fait, alors que beaucoup ont tiré le signal d'alarme et que certains construisent les solutions de demain, le train continue à nous emporter, sans même faire mine de ralentir. Notre action n'aura de sens que si nous pouvons l'intégrer à un scénario à moyen et à long terme et qui intègre les ensembles des acteurs, tous les passagers et passagères de notre train planétaire. On parlera de scénario «inclusif».

De façon simplifiée, trois trajectoires se dessinent face à nos sombres horizons: la fuite en avant, l'effondrement et la transition.



## 1 la fuite en avant

La fuite en avant n'aime pas qu'on l'appelle comme cela. Il s'agit non pas de fermer les yeux et de se jeter dans le vide mais d'aider le modèle actuel à se maintenir en choisissant une logique d'adaptation plutôt que de rupture. D'un point de vue économique, n'implique pas de remise en question du modèle capitaliste dominant. D'un point de vue technique, il reconnaît les enjeux du changement climatique mais y voit un nouveau défi pour le «génie humain». Aux problèmes systémiques qui émergent, il propose une panacée de solutions techniques existantes, à venir ou imaginaires, qui pourront progressivement nous aider à passer ce cap d'une planète sous pression. La foi en la science et la technologie, et un certain fatalisme par rapport à la nature humaine, se combinent dans cette vision incapable de changer ses comportements et de se construire un nouveau destin. Une espèce de rêve américain étendu au niveau planétaire laisse à penser qu'une société où la consommation est le moteur du bien-être est possible et souhaitable.



## 2 l'effondrement

Partant du même fatalisme sur la nature humaine et des mêmes prémisses sur l'état actuel du monde, un deuxième scénario se dessine autour d'un effondrement à moyen terme. Dans les années 1970 déjà, Daniel et Donatella Meadows<sup>1</sup> avaient construit un modèle de fonctionnement de notre système planétaire qui montrait qu'après la phase d'expansion économique et démographique du XX<sup>e</sup> siècle, nous entrerions dans une phase d'effondrement liée à la conjonction d'une population en croissance, d'une raréfaction des ressources non renouvelables et des effets de la pollution. La crise pétrolière, les indicateurs de dégradation environnementale et sociale, s'inscrivent de façon quasi parfaite le long des courbes qu'avaient prédites les Meadows. La perspective d'un effondrement se rapproche et, face à cette perspective, un mouvement se construit qui fait de cet effondrement la seule perspective possible.



## 3 la transition

Sans qu'elle soit explicitement définie en opposition à ces deux pôles de la fuite en avant et de l'effondrement, la théorie de la transition propose un troisième cadre. Le point de départ de cette approche est le constat que le fonctionnement de nos sociétés est déterminé par des réseaux d'acteurs

qui partagent des normes et des pratiques. Ces réseaux sont appelés « régimes ». Le système laitier mondial illustre très bien leur fonctionnement : les principaux acteurs, qu'ils soient économiques ou politiques, se satisfont de techniques de plus en plus industrielles pour la production d'un lait abondant, à bas prix et sans qualité spécifique, un produit standard de nos systèmes alimentaires mondialisés. Ils s'accordent aussi pour libéraliser les marchés et amplifier surproduction et volatilité des prix<sup>2</sup>. Ces acteurs du système laitier mondial, de la multinationale à l'éleveur, trouvent finalement naturel d'inonder de lait des marchés africains et asiatiques au mépris des producteurs locaux, des habitudes alimentaires et de l'environnement. Et s'il est nécessaire de détruire la forêt tropicale pour réengraisser de la poudre de lait destinée au marché africain au moyen d'huile de palme, ils ne se posent pas de questions et n'apprécient surtout pas que d'autres leur en posent<sup>3</sup>.

Cette situation illustre les verrouillages intellectuels, organisationnels et fonctionnels qui aujourd'hui dominent nos systèmes alimentaires. Le dysfonctionnement du système de la tomate en est un autre exemple, remarquablement décrit par Jean-Baptiste Malet<sup>4</sup>. Empêtrés dans ces verrouillages systémiques, les régimes qui dominent actuellement notre planète alimentaire sont *de facto* des adeptes de la fuite en avant qui nous conduisent à l'effondrement. La théorie de la transition a pour ambition de dépasser ces verrouillages qui font la puissance de ces régimes en conjuguant deux leviers : l'émergence de propositions alternatives et une modification en profondeur des attentes de nos sociétés. Il s'agit bien de construire un rapport de force entre deux visions du monde en le pensant dans le long terme et en s'appuyant sur une compréhension fine des mécanismes en œuvre aujourd'hui. Si David veut vaincre Goliath, on ne peut pas simplement compter sur le hasard d'une pierre habilement lancée, il est de notre devoir de sérieusement disséquer les mécanismes de nos sociétés actuelles et de nourrir des alternatives qui ont fait la preuve de leur pertinence, par-delà les belles images et les grandes naïvetés.

1 Les *Limites à la croissance (dans un monde fini)*, également connu sous le nom de « Rapport Meadows », est un rapport de chercheurs du Massachusetts Institute of Technology (MIT) publié en 1972.

2 Voir le film *Planète lait* d'Andreas Pichler.

3 Dénoncé dans la campagne « N'exportons pas nos problèmes ».

4 Jean-Baptiste Malet : *L'Empire de l'or rouge*.

## Menaces de récupération, excès de naïveté

Un double mouvement coordonné est au cœur d'une vision moderne de la transition : pointer les faiblesses des régimes dominants tout en amplifiant les niches d'innovation les plus pertinentes. Penser ces deux mouvements simultanément et en gardant à l'horizon la nécessité d'un changement radical est exigeant mais indispensable pour éviter deux écueils majeurs.

Le premier est l'absorption des niches d'innovation par le régime dominant. L'agriculture biologique est aujourd'hui sous la pression de cette menace. Construit sur la base d'une prise de conscience d'une nécessaire cohérence par rapport à la Nature par des consommateurs et des agriculteurs en étroite symbiose, le modèle de l'agriculture biologique est en train de se conventionnaliser en étant intégré dans les systèmes agroalimentaires modernes avec des risques d'industrialisation, d'opacité des filières, de délocalisation et d'une facture sociale et environnementale en contradiction avec la vision des fondateurs.

La naïveté est la seconde menace qui plane sur la dynamique de transition. Un foisonnement d'alternatives et de bonnes idées agitent aujourd'hui nos réseaux : permaculture, aquaponie, agriculture urbaine. Séduisantes techniquement, axées sur une autre vision de notre relation à la Nature et sur une prise de conscience des enjeux nouveaux, ces solutions séduisent de plus en plus de personnes. Elles ne sont pas en soi mauvaises mais attirent à elles beaucoup d'énergie et de ressources sans que ne soit pensée leur véritable contribution à une transition de nos systèmes agroalimentaires. Sont-elles vraiment les clés pour un changement en profondeur de nos sociétés ou simplement des propositions pour nous sentir mieux face aux noirs nuages qui planent sur nos vies ? Ne sont-elles pas d'inutiles gadgets qui nous apaisent pour ne pas penser à l'ampleur du nécessaire changement ?

Si l'impertinence des systèmes agricoles industriels fait aujourd'hui consensus, la pertinence des solutions alternatives est une exigence forte. L'agriculture et l'alimentation ont cette étrange propriété d'être facilement appropriables, tout le monde peut cultiver un jardin, chacun et chacune peut préparer

un repas. Cela donne la fausse impression que le métier d'agriculteur ou de cuisinier est facile. Or la différence entre une pratique professionnelle et un hobby est énorme. Les pratiques et surtout les contraintes sont d'une autre nature.

Même si pratiquer soi-même le jardinage permet de comprendre l'importance d'un respect de la nature et la difficulté d'un travail manuel, cela ne remplace pas l'importance

## L'agriculture urbaine est inconcevable sans un lien à la ruralité.

du métier d'agriculteur et d'agricultrice. C'est donc une complémentarité qu'il s'agit de construire et non une substitution. L'agriculture urbaine est inconcevable sans un lien à la ruralité car s'il s'agit de retrouver l'autonomie alimentaire, et cela ne se fera qu'à l'échelle d'un territoire où s'articulent ville et campagne, où s'allient agriculture et Nature.

## Redonner du sens et du pouvoir à l'agriculture

L'objectif de l'agroécologie n'est pas de proposer de nouvelles pratiques qui viendraient remplacer pesticides et engrais chimiques. Les pratiques sont tout au plus un moyen de l'agroécologie. L'objectif, c'est la justice sociale au sein des systèmes alimentaires. Une justice sociale qui redonne du bien-être aux agriculteurs et agricultrices du monde et qui assure une alimentation saine pour tous les citoyens et citoyennes. Un objectif ambitieux.

Un objectif qui a aussi une dimension environnementale car, comme l'a montré l'économiste français Eloi Laurent<sup>5</sup>, inégalités sociales et dérèglement climatique et écologique sont intimement liés. Les inégalités sont un facteur d'accélération des dérèglements écologiques. En agriculture notamment, il est possible de concilier équilibre

5 Eloi Laurent (avec Philippe Pochet) : *Pour une transition sociale-écologique. Quelle solidarité face aux défis environnementaux ?*, Les Petits Matins, 2015.

## Les chiffres et le sens

Penser l'avenir crée une tension entre les chiffres et le sens. Jusqu'ici les chiffres et les prévisions ont surtout été utilisés pour justifier la poursuite des trajectoires actuelles : « menace » démographique, nécessité d'une augmentation des rendements, revenus des agriculteurs. Les logiques de rupture basées sur l'agroécologie, l'agriculture paysanne et la souveraineté alimentaire, se sont quant à elles construites sur des questions de sens, sur la pertinence intrinsèque de nouveaux modèles sans que les performances de ces modèles, qu'elles soient économiques ou environnementales, ne soient vraiment quantifiées.

D'un côté, une logique techno-centrée forte de ses statistiques, de l'autre une utopie ancrée dans les pratiques et les savoirs paysans mais sans quantification à grande échelle. C'est tout récemment que sont apparues les premières études chiffrées montrant l'intérêt d'un déploiement de l'agroécologie à grande échelle en Europe.

Ces travaux restent préliminaires et devraient constituer une priorité pour les pays du Sud. Les premiers

résultats montrent qu'une transition des systèmes alimentaires implique non seulement une évolution des pratiques mais avant tout une révision des usages des productions agricoles. La grande majorité des terres et des productions végétales sont aujourd'hui mobilisées pour nourrir des animaux avec un taux de conversion calorie végétale-calorie animale qui ne dépasse pas les 33 %. Orienter les régimes alimentaires du Nord vers plus de protéines végétales tout en conservant le lien nécessaire entre l'élevage et l'agriculture donnerait de nouveaux degrés de liberté à une agriculture qui pourrait abandonner la course à la productivité pour trouver l'équilibre entre dimensions économiques et environnementales.

Cela implique aussi la reconnaissance des apports écologiques des formes d'agriculture paysannes et agroécologiques et, pourquoi pas, la rémunération de ces services écosystémiques par le consommateur mais aussi par le citoyen et la société.

écologique et productivité dans des modèles d'agriculture familiale, à échelle raisonnable et appliquant les principes de l'agroécologie.

Si une nouvelle trajectoire de transition est possible avec comme horizon moins d'inégalités, une qualité de vie meilleure au Nord comme au Sud et une réduction des déséquilibres environnementaux, cette trajectoire implique un engagement collectif.

Il est paradoxal de voir que l'enjeu commun et planétaire du changement climatique génère une logique de polarisation, là où l'importance des défis demanderait plutôt une union sacrée. La forme la plus médiatique de cette polarisation est celle qui oppose la majorité des scientifiques et les climatosceptiques. Une forme peut-être plus insidieuse est celle qui oppose les villes aux campagnes, le monde urbain au monde rural. Cette opposition frappe à la fois les pays du Nord et ceux du Sud avec notamment des visions de l'agriculture qui frôlent la caricature.

## Réconcilier l'urbain et le rural

S'engager dans une transition agroécologique suppose de réconcilier le monde agricole et l'ensemble de la société. Sans naïveté et sans renoncer à la transformation en profondeur des pratiques agricoles pour s'affranchir de la dépendance à la chimie et aux énergies fossiles, il est essentiel de reconnaître que ce sont les agriculteurs et agricultrices d'aujourd'hui qui possèdent les savoirs, le temps et le courage pour construire les agricultures de demain.

Ces agriculteurs et agricultrices ne sont plus au cœur de nos objectifs alimentaires. Au Nord, ils sont pointés du doigt comme pollueurs par les citoyens et dépossédés de leurs moyens de production par une pression foncière et économique toujours croissante. Au Sud, ils sont marginalisés au profit du développement de projets à grande échelle basés sur des modèles qui ont montré leurs limites au Nord mais que l'on présente comme modernes par opposition à une agriculture traditionnelle. Dépas-

ser ces clivages pour ouvrir un dialogue avec le monde agricole d'aujourd'hui, dans sa diversité et parfois ses incohérences, est une première étape pour penser une transition agroalimentaire inclusive et à grande échelle.

Pour dépasser les jugements simplistes et laisser le temps à une conversion en profondeur, ce dialogue pourrait se nouer autour des horizons de l'agriculture, des scénarios de transition.

## Au-delà des bonnes intentions

Comme on l'a fait avec un certain succès pour l'énergie, réfléchir collectivement à la part des différentes formes d'agricultures dans notre alimentation de demain est un potentiel enjeu citoyen. Quelle part d'agriculture biologique locale dans l'assiette des Européens en 2050? Quelle place pour le riz importé dans le système agricole sénégalais? Comment assurer l'équilibre alimentaire du Burkina Faso face à la pression du changement climatique? Ces enjeux à moyen terme sont les conditions d'une réflexion en profondeur sur les politiques agricoles et alimentaires qui dépasse les bonnes intentions. La somme des solutions technologiques, qu'elles soient orientées vers la productivité ou vers l'écologie, ne constitue pas une politique et ne peut répondre à l'enjeu de justice sociale, qui est majeur.

Le passage à l'échelle d'un système agricole et alimentaire régional ou national pour penser la transition agroécologique au niveau des pays et des continents fera de la question agricole et alimentaire un enjeu politique. Si la nourriture sera toujours le fruit du travail des champs et des paysans du Sud et du Nord, c'est bien au niveau politique qu'il nous faut mener le combat. Un combat qui suppose de reconnaître la difficulté de changer le régime en place et donc le nécessaire développement de capacités pour tenir sur le long terme un cap qui demandera du courage et de la détermination. La transition énergétique en cours a mis à jour la puissance des verrouillages et des lobbies pour maintenir des modèles qui ne font plus sens, si ce n'est pour les financiers sans vision de notre avenir commun.

Démonter et contrer ces verrouillages est un prérequis pour ouvrir l'espace public à de nouvelles trajectoires, construites ensemble

et dans le respect de la diversité. Si nous parvenons à libérer cet espace, il faudra rapidement y mettre en place des dynamiques pertinentes et cohérentes. La puissance des rêves est parfois tellement forte qu'elle nous fait oublier l'impératif du réel.

Les nouvelles semences d'une agriculture agroécologique et paysanne, il ne s'agit pas de les semer à tous vents, confiant dans la générosité de la Nature. Tous les paysans du monde savent que la pérennité d'un système agricole se construit sur le long terme, l'anticipation des incertitudes climatiques par la fertilité des sols, le développement de systèmes résilients, le partage d'expériences et de savoirs.

Il ne s'agit pas  
de semer des innovations  
à tous vents.

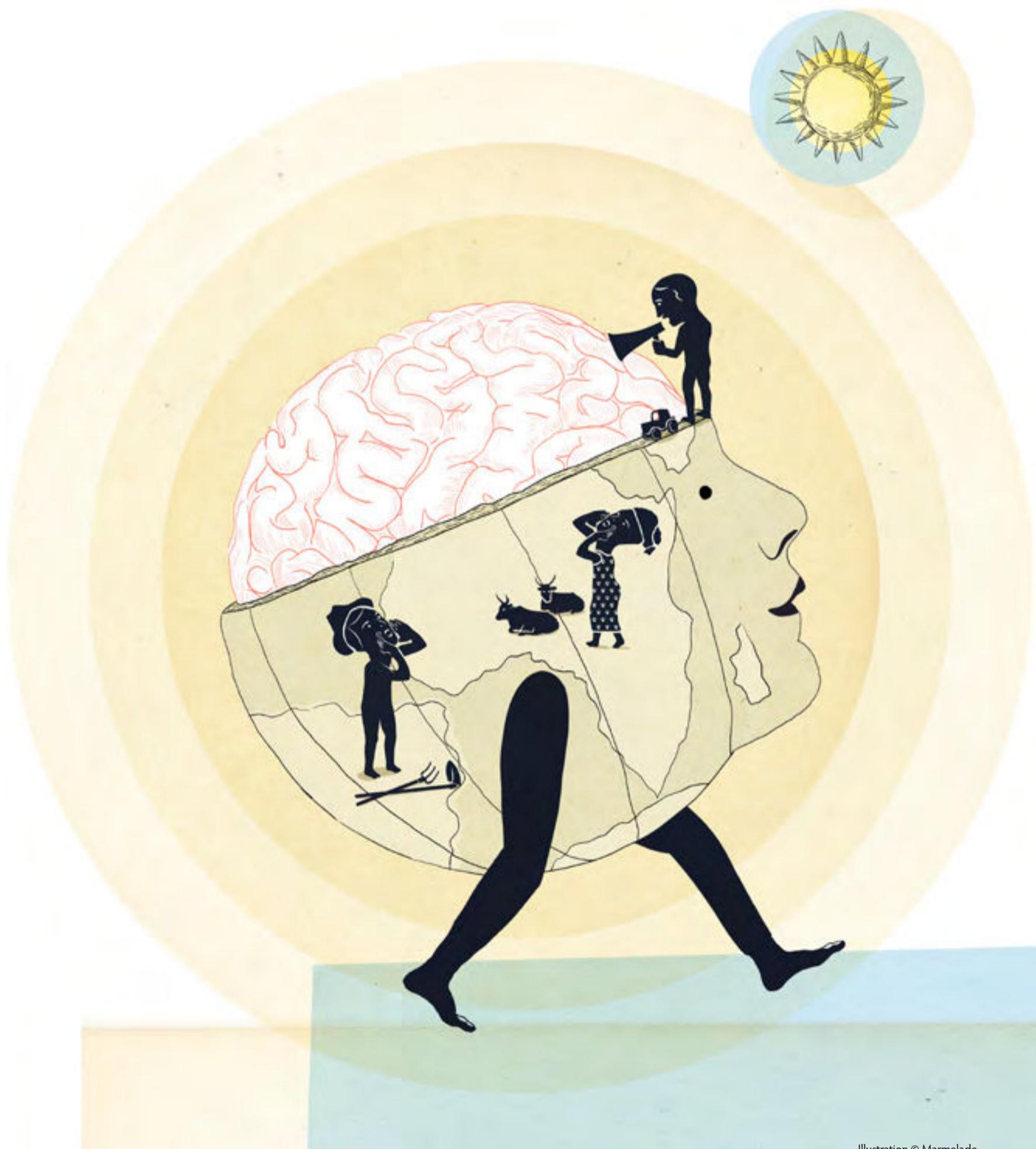
## Ne pas s'arrêter aux limites du champ

L'agriculture chimique s'est inventée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et a bénéficié d'investissements massifs pendant le XX<sup>e</sup> siècle. Son alternative agroécologique et biologique a quelques décennies d'expérience et a très peu bénéficié de soutiens financiers et intellectuels. Elle est prometteuse mais fragile. L'urgence aujourd'hui est de prendre le temps pour bâtir avec sérieux et engagement les fondations de ce modèle : accumuler les connaissances, construire de nouveaux savoirs, former, éduquer de nouvelles générations d'agronomes mais aussi de sociologues, d'économistes et de juristes, car les horizons de l'agroécologie ne s'arrêtent pas aux limites du champ.

Il faut investir les champs de la politique pour se confronter aux modèles dominants et dépassés, et investir les champs du savoir pour fédérer les intelligences autour de nouvelles trajectoires. Ce double agenda est celui de l'agroécologie et de l'agriculture familiale pour la prochaine décennie. ☰

### Article rédigé le 22 juillet 2019

Merci à Michèle Pétry, Louis Tessier et Julie Van Damme pour leurs commentaires et suggestions.



## ENJEUX

Créée en 2018, la Task-force pour l'Afrique rurale vise à renforcer les partenariats entre l'Europe et l'Afrique dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture. Un rapport reprenant les principales orientations de cette Task-force a été présenté en janvier 2019. Les partenaires africains et les observateurs européens regrettent le timing défavorable, avec l'avènement d'une nouvelle Commission dans laquelle ne siègeront pas forcément ceux qui ont porté le processus de la Task-force à bout de bras.

# Task-force pour l'Afrique rurale : la revanche de la ruralité

Un entretien avec Baudouin Michel et Karin Ulmer

BIO

**Baudouin Michel, expert de la Task-force, enseigne l'Économie du développement, les marchés tropicaux et l'évaluation de projets en Afrique de l'Ouest à AgroBiotech Gembloux. Il est également représentant de l'African Parks Network. Karin Ulmer est responsable des questions relatives à la sécurité alimentaire pour l'ONG Act Alliance EU.**

**A**près l'avoir abandonné pendant trente ans, on assiste à un véritable retour en force du concept de ruralité», se réjouit Baudouin Michel, expert en Économie du développement.

Ce Belge qui connaît l'Afrique comme sa poche fait partie du panel d'experts européens de la Task-force pour l'Afrique rurale. « Dans ce rapport, on explique qu'il est urgent de sortir d'une vision strictement agricole du développement et de revenir à du développement rural intégré avec des approches territoriales. » Il ajoute, sourire en coin : « Ce qui apparaît comme une évidence a pourtant été oublié pendant des années ! »

La Task-force pour l'Afrique rurale a été lancée en mai 2018 par l'Union européenne pour renforcer les partenariats et la coopération avec l'Union africaine (UA) dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture. L'objectif affiché est d'améliorer la cohérence entre la future politique agricole commune et la politique en faveur du développement. « La Task-force explore les possibilités de stimuler l'investissement public et privé, d'échanger les bonnes pratiques, de partager les connaissances et d'approfondir la coopération dans tous les domaines », a résumé le Commissaire européen en charge de l'Agriculture et du Développement rural, l'Irlandais Phil Hogan.

Cette Task-force regroupe onze experts qui ont pour mission de donner des conseils sur la manière d'accélérer les résultats, en s'appuyant sur une meilleure coordination des initiatives existantes, et en stimulant les investissements publics et privés dans le secteur de l'agriculture durable. Les experts doivent également examiner les meilleurs moyens de partager les connaissances et le savoir-faire pour générer des emplois et des activités génératrices de revenus dans les zones rurales en Afrique. Enfin, ils

doivent définir des stratégies pour soutenir la jeunesse africaine dans les domaines de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de l'agro-industrie.

## Attirer et stimuler les investissements

La vision de ce partenariat UE-UA consiste en premier lieu à attirer les investissements privés et publics dans le secteur agricole. Mais attirer les investissements privés dans ce secteur est un réel défi puisqu'il bénéficie généralement de rendements peu importants. « Il y a donc un paradoxe à vouloir attirer des capitaux privés dans un marché africain d'habitude délaissé par les entreprises », constate Baudouin Michel. « On

## Les coûts des transactions entre pays africains les empêchent de commercer librement.

*n'a pas du tout les mêmes rentabilités que celles qu'on peut avoir dans la téléphonie, la banque ou les services, où le secteur privé a l'habitude d'investir dans les pays en développement. »*

Dans l'agriculture, les rendements atteignent rarement 10%, trop peu pour des investisseurs dont les marges avoisinent habituellement les 20%. « D'où l'idée d'attirer les investissements privés grâce à une intervention du public. C'est ce qu'on appelle le "blending", c'est-à-dire la nécessité de mixer les capitaux privés et publics pour rehausser la rentabilité financière des capitaux privés à un niveau qui permette de les attirer dans les pays en développement. »

## Partenariats public-privés

La réflexion initiée dans le cadre de cette Task-force et qui se retrouve coulée dans le rapport permet, selon cet expert, de revenir aux fondamentaux. « On dit que faire des partenariats public-privés, c'est très bien, que favoriser l'investissement privé, c'est essentiel, mais qu'il faut également penser à investir dans les structures de base dans les zones rurales, insiste-t-il. Pour que les agriculteurs qui vivent dans ces zones puissent avoir accès aux éléments qui font la "vie normale" d'un ménage et s'y projeter dans l'avenir. »

L'idée est de soutenir les producteurs africains afin qu'ils puissent bénéficier de bonnes conditions d'infrastructures, d'accès à la terre, à l'eau, à l'éducation, à la santé, à la sécurité foncière et en même temps, insiste Baudouin Michel, « récupérer une part optimale de la valeur ajoutée dans les filières de production. C'est la vision qui sous-tend le processus de la Task-force sachant que si on ne s'occupe que d'un de ces aspects, on ne règlera pas l'ensemble du problème, avertit l'expert. Il faut agir sur tous ces éléments de manière coordonnée comme le souligne le rapport. »

À certains égards, ce rapport répète des éléments connus comme la nécessité d'améliorer les échanges intrarégionaux en Afrique en diminuant les barrières douanières notamment. Mais pour Baudouin Michel, ces éléments méritent d'être rappelés. « C'est sûr qu'on enfonce parfois des portes ouvertes. C'est primordial tant les coûts des transactions d'importations et d'exportations entre pays africains sont impressionnants. Ils empêchent les pays de commercer librement et d'utiliser leurs avantages comparatifs. Même si c'est connu, c'est essentiel de le répéter. »

## Une énième « grand-messe »

Après la sortie de ce rapport et pendant le processus de consultations, les critiques se sont multipliées. Certains se demandent même si cette Task-force ne serait pas une énième « grand-messe » comme l'Union européenne en a déjà produit tant par le passé. La montagne ne risque-t-elle pas d'accoucher d'une souris ? Quand on lui pose la question, Baudouin Michel s'inscrit en faux. « Depuis le début, on s'est dit qu'on ne voulait pas être un rapport de plus qui prendra la poussière sur les étagères. » Il estime



Illustration © Philippe de Kemmeter

que les experts ont essayé de formuler des éléments concrets afin que les partenaires puissent se les approprier. « C'était l'objectif initial, maintenant je ne dis pas qu'il a été atteint sur tous les points, concède-t-il. Cela reste parfois un peu théorique quand on lit le rapport, même si la volonté d'être le plus concret possible était pourtant bien présente. »

Et de fait, difficile à la lecture de ce document de 72 pages de ne pas le trouver théorique et très généraliste. Baudouin Michel rappelle que c'est la difficulté de ce type d'exercice. « Pas facile de rédiger un rap-

port qui soit suffisamment large pour couvrir l'ensemble de l'Afrique subsaharienne et en même temps tenir compte des réalités multiples et complexes de ce continent, explique-t-il. Ce rapport doit pouvoir couvrir l'ensemble des situations, du Tchad à la Zambie en passant par la Centrafrique et le Rwanda. »

Certains remettent dès lors en question la démarche. Plusieurs ONG s'interrogent sur l'impact que pourra avoir un tel rapport et sur la manière dont le processus a été mené. « Cela fait quinze ans qu'on fait des consultations de ce type, constate Karin Ulmer qui

traite des questions de sécurité alimentaire pour l'ONG Act Alliance EU. Est-ce que cela va changer les choses ? J'en doute. Pour moi, on continue à appliquer les vieilles recettes en mettant une couche de vernis sur des choses qui existent déjà. Mettre de la cohérence, c'est déjà ça, mais il n'y a pas grand-chose de neuf ! »

## L'Afrique est un partenaire à part entière.

En revanche, s'il y a bien une nouveauté à souligner dans cette Task-force, ce sont les différents partenaires européens autour de la table. « Pour la première fois, la DG Agriculture a été directement associée aux discussions, souligne Karin Ulmer. Symboliquement, c'est fort : cela signifie que les enjeux de l'Afrique sont centraux pour l'Europe. Le continent africain n'est plus à la marge mais devient prioritaire. »

« C'est vrai que c'est nouveau et très innovant comme façon de faire », s'enthousiasme Baudouin Michel en rappelant que les politiques agricoles ou commerciales ont déjà été à de nombreuses reprises en contradiction avec les politiques de développement. « C'est essentiel de mettre d'emblée tous les acteurs autour de la table pour avoir une meilleure cohérence dans les mesures proposées. Et éviter de reprendre de la main droite ce qu'on donne de la main gauche. »

### Le début, pas la fin du processus

Les grandes lignes de ce rapport doivent maintenant être discutées avec les pays africains. Pour Baudouin Michel, le processus reste encore très ouvert. « Il ne faut pas prendre ce rapport comme un produit fini, abouti, comme si on disait "c'est à prendre ou à laisser", insiste l'expert belge. Il faut vraiment le voir comme un commencement. » Des séances de travail ont été organisées avec les partenaires africains et d'autres sont encore programmées. « Le document doit maintenant être débattu avec les pays africains. À ce niveau-là, il y a clairement du

travail à faire en termes de communication », insiste-t-il. Avant d'ajouter : « Ce sera un peu le challenge des prochains mois. »

On sent bien que, côté européen, le mot d'ordre est de dire que l'Afrique est un partenaire à part entière de ce processus. Mais est-ce véritablement le cas ? À ce stade, force est de constater que le processus apparaît plutôt asymétrique. Pour les observateurs européens, il aurait fallu s'y prendre autrement si l'idée était vraiment d'avoir un partenariat équilibré. « Ce processus de consultations effectuées après la sortie du rapport ne changera pas fondamentalement les choses ni les enjeux, regrette Karin Ulmer de Act Alliance EU. Certes, on consulte l'Afrique... mais après, au moment où tout est déjà dit. »

Pour cette experte en sécurité alimentaire, le risque est réel d'avoir un catalogue de recommandations que les partenaires ne s'approprient pas. « Il ne faudra pas s'étonner si, côté africain, on fait de la résistance. » Elle regrette également le manque de transparence dans le processus de sélection des experts de la Task-force. « Plusieurs candidats ont été écartés sans qu'on en connaisse véritablement les raisons. Cela pose question. »

### « Occasion manquée »

Les ONG ne sont pas les seules à se montrer critiques vis-à-vis de la Task-force. Du côté des partenaires africains aussi, les réactions ne sont pas tendres. L'Afsa (Alliance for Food Sovereignty in Africa), par exemple, n'hésite pas à parler d'une « occasion manquée de s'attaquer aux véritables problèmes auxquels l'Afrique est confrontée ». Elle estime également que le rapport de la Task-force mentionne « une foule de technologies dangereuses et controversées auxquelles la société civile africaine a résisté pendant de nombreuses années. »



La société civile africaine va même plus loin: « Certaines solutions proposées apparaissent comme des tentatives de la part d'acteurs du secteur des multinationales de s'assurer et légitimer leur contrôle sur les systèmes alimentaires en Afrique. » L'Afsa dénonce encore avec force « l'incapacité du rapport à reconnaître la valeur de l'agroécologie qui apparaît pourtant comme le meilleur futur pour l'agriculture du continent ».

Baudouin Michel comprend la critique. « Nous avons eu des réflexions très intéressantes en ce qui concerne l'agroécologie et l'agroforesterie notamment. Mais malheureusement celles-ci ne se retrouvent pas dans la version finale du rapport. On ne pouvait pas faire un rapport de 1000 pages, il a fallu faire des choix et des arbitrages. » Mais, là encore, Baudouin Michel rappelle que les choses ne sont pas figées et peuvent encore bouger. « Je crois beaucoup aux contacts directs, aller sur le terrain, débattre avec les paysans, les syndicats agricoles, les associations. »

Selon lui, le rapport fixerait un cadre mais les propositions concrètes, elles, devraient certainement évoluer au gré des rencontres et des échanges avec les partenaires africains. « Dans le rapport, on retrouve la philosophie générale et le cadre, avec les incontournables comme l'approche territoriale, l'approche par filières de production, le fait que le secteur privé exprime son potentiel ou encore la nécessité d'avoir des politiques agricoles robustes. »

Mais l'agenda et la feuille de route doivent être négociés pays par pays avec les délégations de l'UE.

## Mauvais timing

Le dialogue est programmé précisément au moment où la Commission européenne va être totalement renouvelée. Les Commissaires qui ont porté la Task-force et qui se sont investis sont sur le départ. « Est-ce que le Commissaire en charge de l'Agriculture et du Développement rural, Phil Hogan, aura le temps avant son départ de mettre en place un groupe de haut niveau avec un mandat clair composé d'experts qui auront pour mission de mener à bien ce processus ?, s'interroge Karin Ulmer. Rien n'est moins sûr. »

Baudouin Michel ne tourne pas autour du pot. Il reconnaît que le timing n'est pas op-

timal. « C'est sûr que Phil Hogan s'est beaucoup investi dans la Task-force et qu'il y a de fortes chances qu'il ne soit plus là dans la deuxième phase. Mais il ne faudrait pas non plus faire de l'euro-africano pessimisme », lance l'expert. Pour lui, on peut très bien avoir dans la nouvelle Commission des personnes qui seront tout autant impliqués dans l'exercice et la vision. « La prochaine Commission ne va certainement pas opérer un virage à 180° par rapport à ce qui a été décidé dans le cadre de la Task-force. »

Reste la question des budgets à consacrer à la concrétisation de ce processus. Là aussi, le suspense demeure. S'il n'y a pas de véritables

## La première migration, c'est celle qui mène des zones rurales aux villes.

chiffres avancés à ce stade, l'expert belge est formel. « La première migration avant d'aller vers l'Europe c'est celle des zones rurales vers les villes. La ruralité est liée à la question de la migration, qui se trouve elle-même au cœur des priorités européennes. Tout le monde s'accorde à dire que migrations et développement sont liés. Des budgets conséquents vont être débloqués, c'est certain. »

Le retour en force de la ruralité que prédit Baudouin Michel s'expliquerait donc aussi par le fait que celle-ci apparaît de plus en plus comme un moyen de lutter contre les défis auxquels l'Europe est confrontée. « C'est souvent comme cela, conclut-il. Tant que cela ne nous revient pas en pleine figure, avec les migrations et la montée du terrorisme, on oublie les ruraux pendant vingt ans. Mais aujourd'hui, on perçoit l'urgence et on mettra très certainement la main au portefeuille pour agir dans toutes ces zones, comme au Sahel notamment où on assiste à un véritable effondrement étatique. »

Rédaction : François Corbiau

En 2019, alors que l'attention de l'Union européenne s'est focalisée sur la Politique agricole commune (PAC) post 2020, le panel d'experts d'Ipes Food a prôné un changement d'approche en publiant un rapport en faveur d'une Politique alimentaire commune.

# Une **politique alimentaire** commune pour l'Europe

| Présentation d'un rapport d'Ipes Food |

Le panel Ipes Food ([ipes-food.org](http://ipes-food.org)) réunit plus de vingt experts des systèmes alimentaires durables et est coprésidé par le belge Olivier De Schutter. Le rapport en anglais, intitulé « Towards a common food policy for the European Union », a été réalisé collectivement avec des agriculteurs, des entrepreneurs du secteur agroalimentaire, des acteurs de la société civile, des chercheurs et des décideurs politiques.

**A**ujourd'hui, environ 30% des émissions de gaz à effet de serre émanent des systèmes alimentaires et agricoles mondiaux. L'UE externalise de plus en plus l'empreinte environnementale de ses systèmes alimentaires et 31% des terres utilisées pour répondre à la demande alimentaire de l'UE se trouvent en dehors de l'Europe ; 3% des exploitations possèdent 52% des terres agricoles et 20% des fermes reçoivent 80% des aides de la PAC dans l'UE. Au sein des chaînes d'approvisionnement alimentaire les acteurs dominants ne cessent de s'enrichir alors que de l'autre côté de la chaîne, la valeur revenant aux agriculteurs est passée de 31% en 1995 à 21% en 2018. Dans les pays de l'UE, les maladies cardiovasculaires seraient dans 49% des cas la conséquence de mauvais régimes alimentaires.

Pour faire face aux défis environnementaux, socio-économiques et sanitaires, Ipes Food propose à l'UE de modifier profondément ses systèmes alimentaires et agricoles au travers d'une Politique alimentaire commune. Une politique qui concerne l'ensemble du système alimentaire, qui regroupe les différentes politiques sectorielles qui influencent la production, la distribution et la consommation des produits alimentaires et qui replace au cœur de toute action la transition vers la durabilité. Cela implique de réformer toutes les politiques qui sont en lien avec les systèmes alimentaires afin de permettre la lutte contre le réchauffement climatique, la perte de biodiversité, l'obésité et d'assurer la durabilité de l'agriculture.

## Quels avantages à développer une Politique alimentaire commune ?

Les différentes politiques de l'UE, adoptées dans des perspectives sectorielles et divisées, entraînent une certaine inefficacité à cause de leurs incohérences et contradictions. L'UE s'est par exemple engagée à lutter contre le changement climatique au travers des Accords de Paris mais continue à encourager l'exportation pour les secteurs de production de viande et de produits laitiers au travers de ses accords commerciaux, alors que ces secteurs participent fortement aux émissions de gaz à effet de serre.



Illustrations © Juan Mendez

||| L'UE s'engage à lutter  
 ||| contre le changement climatique  
 ||| mais encourage l'exportation  
 ||| dans des secteurs fortement polluants.



Politique agricole commune ou politique alimentaire commune ?

Partout en Europe, au niveau local, apparaît une volonté de restaurer la démocratie dans les systèmes alimentaires.

La productivité et la compétitivité ont tendance à dominer le débat au sein de l'UE au détriment des questions de santé publique ou de durabilité. Or ces variables, qui ne sont pas prises en compte dans l'équation politique de l'UE, « entraînent des externalités dont les coûts humains, environnementaux et économiques sont colossaux ».

Une Politique alimentaire commune assurerait une plus grande cohérence des politiques et donc une diminution des coûts liés aux externalités. De nombreuses alternatives aux systèmes alimentaires conventionnels émergent partout en Europe au niveau local, avec la volonté de promouvoir la durabilité et « restaurer la démocratie, la redevabilité et la confiance dans les systèmes alimentaires ».

Bien que ces initiatives se développent de plus en plus, elles ne bénéficient que d'un faible soutien de l'UE, qui préfère



« se concentrer [...] sur la réglementation des marchés et le soutien aux agriculteurs, par le biais d'instruments politiques européens normalisés ». Une Politique alimentaire commune permettrait de soutenir les initiatives alimentaires alternatives aux marchés et chaînes d'approvisionnement conventionnels, que souhaitent les citoyens européens.

## Remédier au déficit démocratique

Notre système alimentaire actuel est dominé par une offre abondante et bon marché que permet la production de masse. Pourtant, bien que ce modèle entraîne des externalités de plus en plus coûteuses « les incitants économiques, les choix technologiques, les investissements dans les infrastructures, les cadres réglementaires et les modes de vie frénétiques [...] ainsi que les lobbys puissants » rendent le changement de système extrêmement difficile.

Productivité et compétitivité  
dominent le débat  
au sein de l'UE,  
au détriment de la santé  
publique et de la durabilité.

Il faut ajouter à cela la vision politique à court terme qui induit des décisions et solutions politiques qui ne tiennent pas compte des générations futures. Ce que propose la Politique alimentaire commune serait de développer « une politique intégrée, assortie d'une vision à long terme » réformant l'ensemble du système alimentaire.

Cette transition de système alimentaire ne sera pas possible sans prise de décision démocratique, expliquent les experts d'Ipes Food. La réforme des politiques de l'UE doit empêcher les lobbys de peser sur la prise de décision politique et le choix des

réglementations de l'UE. Le poids des lobbys dans la prise de décision politique, le manque de participation de la société civile à la prise de décision, la priorité donnée aux intérêts économiques de court terme et le manque de transparence dans les processus de décision européens causent l'euroscpticisme qu'on connaît aujourd'hui.

Une Politique alimentaire intégrée pourrait remédier au déficit démocratique des systèmes alimentaires européens. En se concentrant sur les systèmes alimentaires et pas uniquement sur l'agriculture, un plus grand nombre d'acteurs participerait à l'élaboration de cette politique.

## Quelles pistes pour y parvenir ?

Pour développer une Politique alimentaire commune, le panel d'experts identifie les lacunes de l'UE et propose un ensemble de réformes à court, moyen et long termes autour de 5 grands objectifs qui sont :

- | Garantir l'accès à la terre, à l'eau et à des sols en bonne condition.
- | Reconstruire des agroécosystèmes sains et résistants au changement climatique.
- | Promouvoir une alimentation suffisante, saine et durable pour tous.
- | Mettre en place des chaînes d'approvisionnement plus équitables, plus courtes et plus propres.
- | Mettre le commerce au service du développement durable.

Ce rapport d'Ipes Food appelle l'UE à entreprendre ces réformes profondes. L'UE ne peut pas prétendre à des objectifs de développement durable sans réformer nos systèmes alimentaires. D'autre part, dans un contexte où la société civile demande à l'UE des changements fondamentaux en termes de prise de décision et de priorités d'agenda politique, la Politique alimentaire commune constitue justement « un moyen de réintroduire des politiques publiques au service du bien commun et de restaurer la confiance du public dans le projet européen ». ☰

Rédaction : Eloïse de Keyser

En février 2019, ne disposant plus de la majorité nécessaire après le départ des nationalistes flamands de la N-VA, le gouvernement belge en affaires courantes a renoncé à l'examen de son projet de réforme de la loi sur de la coopération au développement. Ce gouvernement aura cependant marqué le secteur belge de la coopération par sa volonté de le reconfigurer.

# Belgique : la sécurité alimentaire et la citoyenneté mondiale **aux oubliettes ?**

Présentation du récent dossier de la *Revue Nouvelle* consacré à la Coopération au développement belge

En 2010, l'évaluation de la Belgique par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE constatait que la complexité institutionnelle belge freine la mise en place d'une stratégie de coopération au développement cohérente. Si ce constat du CAD aurait pu amener des propositions intéressantes, les auteurs d'un récent dossier de la *Revue Nouvelle*, intitulé « Ausculter une réforme », ont montré qu'il a surtout servi de prétexte à détricoter ce que la coopération au développement belge faisait de bien, notamment en abrogeant le Fonds belge pour la sécurité alimentaire (FBSA). Selon la rhétorique officielle, « consacrer un fonds spécifique et séparé à la sécurité alimentaire allait à l'encontre d'une politique intégrée ».

Marie Deridder, chercheuse à l'UCL, explique pourtant que « de façon originale, le FBSA développait une approche multisectorielle dans les régions à taux d'insécurité alimentaire critique, comme le Bénin, le Burundi, le Mali, le Mozambique et la Tanzanie. Pour chaque pays, ce fonds définissait une stratégie de lutte contre l'insécurité alimentaire en rassemblant différents acteurs aux

expertises complémentaires, ONG du Nord et du Sud, groupements paysans, institutions locales, etc. (...) Le FBSA était particulièrement soucieux de son alignement sur les stratégies nationales, de l'appropriation nationale et locale (...) et de maintenir un focus sur une agriculture durable (...) »<sup>1</sup>

## Les migrations instrumentalisées

L'introduction du dossier de la *Revue Nouvelle*<sup>2</sup> précise d'emblée que « la réalité des choix opérés est révélatrice d'un tournant néolibéral engagé dès les années 2000, qui s'est accentué radicalement à partir de 2014, s'est prolongé en 2018, jusqu'à un projet de loi qui est resté en suspens... ».

Lors de la première réforme initiée par le secrétaire d'État Réginald Moreels en 1997, la volonté était « d'éviter un fonctionnement sans cohérence avec les besoins des pays en voie de développement ». Ce qui était

1 Marie Deridder, *La Revue Nouvelle* numéro 3, 2019, Dossier Coopération au développement, p.74.

2 Pierre Grega, *La Revue Nouvelle*, op. cit., p. 30 – 31.



Illustration © Philippe de Kemmeter

voulu était « une coopération plus issue des demandes des pays partenaires ». Ce qui est obtenu en 2019, à la fin du mandat du gouvernement dirigé par le libéral Charles Michel, est un projet d'instrumentalisation de l'aide au profit de la politique étrangère et des intérêts politiques, économiques et géostratégiques belges... Les migrations sont ainsi perçues comme un instrument. Alors que les incidences positives et/ou négatives des migrants sur la lutte contre la pauvreté dans les pays d'origine font l'objet de débats loin d'être clos, un certain nombre d'États donateurs, dont la Belgique, veulent sélectionner leurs pays partenaires de la coopération au développement en fonction de leur potentiel à restreindre les flux migratoires. La sécurité et l'anti-migration ayant été un des axes forts de la politique du gouvernement de Charles Michel, la coopération au développement en est apparemment devenu l'accessoire ou la variable d'ajustement.

### Saccage de la solidarité

En plus du FBSA, dont les bénéficiaires étaient des populations du Sud, l'information, la sensibilisation et la formation des publics du Nord aux réalités des pays en voie de développement sont passées sous les fourches caudines de « la simplification » des dispositifs, fortement encouragée par les restrictions budgétaires.

La *Revue Nouvelle* s'interroge sur les raisons de l'arrêt de trois programmes d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire (ECMS): l'Infocycle, Annoncer la couleur/Kleur bekennen et Trade for Development Center. Selon Paul Gérardin, professeur émérite en sciences sociales, « ces trois décisions sont symptomatiques du glissement vers un saccage de l'ECMS. Elles concernent des réalisations à visées éducatives et citoyennes orientées Sud qui ont plusieurs points communs. D'abord, elles étaient axées sur la meilleure compréhension des enjeux mondiaux actuels stimulants pour l'engagement. Ensuite, elles se situaient au croisement de l'initiative publique et de la mobilisation d'organisations de la société civile, tant néer-

landophone que francophone. Last but not least, elles étaient uniques en leur genre et (...) leur intérêt avait contribué à la bonne réputation du volet Nord de la coopération belge en Europe.»<sup>3</sup>

Est-ce à dire que la conscientisation des publics des pays développés aux nécessités de solidarité avec les populations des pays les moins nantis est considérée comme acquise et que l'ECMS peut baisser les volets ? Ou le problème se situe-t-il dans le fait que l'ECMS ne réussit pas à prouver son incidence directe sur la lutte contre la pauvreté dans les pays en développement, que ses résultats ne sont pas rapidement perceptibles ?

## Partenariats publics-privés

La coopération au développement belge, suivant les tendances internationales, est en effet engagée dans une reconfiguration à caractère managérial. Dans cette optique, la légitimité tient à des résultats rapidement quantifiables. Le besoin d'évaluation est permanent. Au moment de l'échéance fixée sur le court terme, seuls les résultats rationnels justifient la continuation de l'action, éventuellement réorientée.

Les protagonistes des coopérations au développement dites « classiques » – les États donateurs membres de l'OCDE, les États partenaires des coopérations bilatérales et les Acteurs (institutionnels ou de la société civile) de la Coopération non gouvernementale (ACNG) – sont soumis à des normes de performance et de reddition des comptes de plus en plus pointilleuses. Ces demandes de justification se déroulent de concert avec une implication croissante des entreprises privées. Dans la foulée de la crise financière de 2008, les dépenses publiques ont été réduites, y compris les Aides publiques au développement (APD). Comme les Objectifs de développement durable (ODD) exigent des moyens que les APD ne couvrent pas, les États donateurs s'orientent vers les partenariats publics-privés.

## L'agriculture familiale oubliée

Concernant la Belgique, Marie Deridder explique que, « si les programmes en cours du FBSA seront financés jusqu'à leur terme, les

nouveaux programmes de coopération dans le secteur agricole ont été délibérément réorientés vers l'appui à l'entrepreneuriat agricole commercial émergent. La nouvelle note stratégique de la Coopération belge sur l'agriculture et la sécurité alimentaire intitulée De la subsistance à l'entrepreneuriat ne mentionne plus le terme "agriculture familiale" qui, pourtant, devait faire l'objet d'une attention particulière selon une résolution du Parlement (...)»<sup>4</sup>

Les protagonistes des coopérations au développement classiques sont soumis à des normes, de plus en plus pointilleuses.

Les ACNG sont invités à insérer leurs programmes dans la logique des chaînes de valeur des entreprises multinationales investissant dans la coopération au développement. Dans ce contexte, submergés par les exigences managériales à court terme, ont-ils alors encore le temps d'évaluer le cœur de leurs missions, de formuler leurs réflexions de façon à impulser des évolutions réellement pérennes ?

Selon les auteurs de ce dossier de la Revue Nouvelle, « ces réflexions doivent être menées par l'ensemble des acteurs s'ils veulent rester une alternative et un complément crédibles aux actions gouvernementales. Ainsi les réformes deviendraient légitimes. Loin d'être cantonnées dans l'anonymat d'un secteur en crise, elles pourraient être largement débattues au sein de la société ».<sup>5</sup>

**Rédaction : Pierre Coopman**

<sup>4</sup> Marie Deridder, op. cit., p.75.

<sup>5</sup> Laurent Atsou et Emmanuel Klimis, op. cit., p.64.

<sup>3</sup> Paul Gérardin, op. cit., p.69.

## ENJEUX

Un récent rapport de la FAO<sup>1</sup> consacré à la pauvreté rurale en Amérique latine et dans les Caraïbes constate que ces régions subissent un revers historique dans la lutte contre la pauvreté dans les zones rurales. Qu'en est-il au Pérou, dans un pays qui a connu une forte croissance économique depuis le début des années 2000 ?

# La pauvreté rurale s'aggrave au Pérou et en Amérique latine

! Témoignages de producteurs péruviens et analyse par trois témoins !

**BIO** Eduardo Zegarra (chercheur au Grade, Grupo de Análisis para el Desarrollo Grade), Fernando Eguren (président du Centro Peruano de Estudios Sociales Cepes) et Clímaco Cardenas (producteur agricole et président de la Convención Nacional del Agro Peruano Conveagro)

**J**osé est un agriculteur d'une cinquantaine d'années du village de Luya (district et Province du même nom, dans la région Amazonas située au nord du Pérou). Il possède principalement des champs de pomme de terre, et dans une moindre proportion d'autres tubercules, du blé et des arbres fruitiers. « Dans mon village, il est devenu quasiment impossible de vivre uniquement avec les revenus de l'agriculture. Nous cultivons principalement quelques variétés de pommes de terre, mais les prix sont tellement bas que souvent nous n'avons même pas la motivation de tout récolter. Nous vendons toute notre production à des intermédiaires qui viennent chercher les produits

au village et les amènent en camion sur les marchés des villes les plus proches. On ne décide pas des prix, et il est difficile de les augmenter en se libérant de certains intermédiaires car on se sait pas comment le marché fonctionne. Nous sommes obligés de chercher d'autres activités pour augmenter nos revenus et survivre. »

Jorge est un agriculteur d'une quarantaine d'années du village de Leymebamba (district du même nom, province de Chachapoyas, dans la région Amazonas au nord du Pérou). Il vit dans le village mais ses terres se trouvent à une heure de marche de chez lui, où il entretient des prairies pour élevage bovin et des champs de maïs et de pomme de terre. « Notre principal problème, pour les agriculteurs de Leymebamba, c'est que nous semons au hasard : on ne sait pas comment évolueront les prix du maïs et de la pomme de terre, et souvent notre activité n'est pas rentable. Nos coûts de production sont supérieurs à nos revenus, et on s'endette. On ne reçoit pas d'aide du gouvernement local, qui ne s'intéresse pas vraiment à notre secteur. »

Selon Eduardo Zegarra, chercheur au Grupo de Análisis para el Desarrollo, « au cours des quinze dernières années, le Pérou a connu

<sup>1</sup> Panorama de la Pobreza Rural en América Latina y el Caribe 2018, FAO 2018.



## Il n'y a pas eu d'intervention politique directe dans le secteur rural depuis 27 ans, l'État péruvien restant centré sur les villes.

une croissance étroitement liée au boom des matières premières. Sa croissance économique a été forte au cours de la période 2004-2012, puis s'est ralentie. C'est la tendance générale en Amérique latine, et le Pérou la suit.

Comme l'indique le rapport, 70% de la réduction de la pauvreté rurale s'explique par la croissance économique. Ce n'est pas parce que les États de nos pays ont élaboré des stratégies cohérentes, ciblées et massives pour réduire la pauvreté rurale : 40% de la population rurale est pauvre et 40% supplémentaires se trouvent dans une situation vulnérable. À tout moment, n'importe quel choc économique ou catastrophe naturelle peut faire vaciller les paysans. »

### Les zones rurales oubliées

D'après Clímaco Cardenas, président de la Convención Nacional del Agro Peruano, cette augmentation de la pauvreté s'explique par le manque de prévoyance de l'État dans la mise en œuvre de services en zones rurales. Ces zones du Pérou sont très pauvres et oubliées, et le pays a une dette sociale et économique très importante envers elles. Les économies rurales n'ont pas été dynamisées. Il n'y a plus de politique directe dans le secteur rural depuis 27 ans, parce que l'État est centré principalement sur les villes.

« C'est une particularité de tous les pays d'Amérique latine », précise Eduardo Zegarra. « Le secteur rural a moins de productivité et moins de capital que le secteur urbain. Il s'agit de secteurs plus dispersés, avec des coûts de transport élevés, dépendants des ressources naturelles et exposés à

des risques naturels, de sorte qu'ils attirent peu de capitaux. Au Pérou, 70 % des investissements dans le pays se font à Lima. Dans une société capitaliste en développement, ce qui stimule la croissance, c'est la destination du capital d'investissement. La plupart des investissements sont dirigés vers les secteurs urbains et très peu vers les secteurs ruraux. »

Fernando Eguren, président du Centro Peruano de Estudios Sociales, s'interroge sur la réelle diminution de la « pauvreté » rurale au cours des dernières années.

« Il est important de nuancer ce type de déclaration. Que signifie exactement le terme "pauvreté" ? Selon moi, c'est un terme appauvri pour justifier un modèle rentier de concentration de la propriété qui, pour fonctionner, doit embaucher et formaliser le travail. Mais la pauvreté englobe des choses beaucoup plus vastes et complexes que ce que les chiffres nous disent : le type de société qui se construit avec ce modèle, ou les critères environnementaux et sociaux, par exemple, ne sont pas pris en compte. On observe depuis quelques années que les inégalités se creusent au Pérou. » Clímaco Cardenas est également prudent quant à cette affirmation générale sur l'évolution de la pauvreté au Pérou. Selon lui, la question doit également être analysée en fonction de l'origine de l'information utilisée pour tirer ces conclusions. Le Pérou est l'un des rares pays qui ne disposent pas d'informations en temps réel sur les activités agricoles et d'élevage.

### Tensions et conflits

Premier constat de Clímaco Cardenas : près de 48 % des cas d'anémie recensés au niveau national le sont dans les zones rurales. Les enfants sont une énorme préoccupation parce qu'ils ne peuvent pas recevoir de services adaptés : il n'y a pas d'économie familiale, ils ne peuvent donc forcément pas être bien alimentés.

Le développement du territoire de la part de l'État n'a pas permis de réduire cette grande fracture sociale. On observe également un dépeuplement des zones rurales : les paysans, ne disposant pas des services nécessaires à la campagne, émigrent vers la ville.

## Dérèglement climatique et pertes économiques

Le climat dans différentes régions du Pérou a radicalement changé ces dernières années et a généré de nombreuses pertes économiques. « Le changement climatique va avoir un énorme impact au Pérou », insiste Fernando Eguren, le président du Centro Peruano de Estudios Sociales. « Il aura un impact sur les zones rurales, mais aussi sur les zones urbaines qui ne peuvent pas vivre sans elles. Il aura une grande influence et même si nous prenons davantage conscience des risques climatiques, cela me semble insuffisant. Il me semble que ce qui se passe dans la pratique aggrave la situation, comme la déforestation et la pollution de l'environnement par exemple. »

## Pour intervenir dans les politiques publiques, il faut aller à l'encontre du marché.

« Cela génère de nombreuses tensions et conflits dans la société. Ces niveaux d'inégalité sont dangereux pour la stabilité politique et sociale de notre pays » explique Eduardo Zegarra. « D'autre part, l'absence de développement rural limite les possibilités de développement de l'ensemble du territoire, car seuls quelques pôles urbains sont développés et l'ensemble du territoire est en retard. Ces déséquilibres territoriaux finissent par engendrer de graves problèmes dans le développement du pays, qui ne se développe pas de manière équitable. »

D'après le chercheur du Grade, ces deux éléments doivent faire partie intégrante de la politique publique. Le marché ne va pas résoudre le problème à lui seul, parce



qu'il dirige les ressources là où il y a plus de rentabilité, c'est-à-dire vers les villes. Pour intervenir dans les politiques publiques, il faut aller à l'encontre du marché, en orientant volontairement les ressources vers les zones rurales qui reçoivent beaucoup moins de ressources et de services. Cela revêt une importance stratégique pour la stabilité et la croissance à long terme de la société.

## Il faut changer de politiques publiques

Selon les trois témoins, le gouvernement doit changer sa politique publique actuelle afin de réduire les niveaux de pauvreté rurale. « Les politiques sociales publiques ne suffisent pas à elles seules à résoudre le problème », affirme Eduardo Zegarra. « Beaucoup plus d'investissements productifs sont nécessaires. Une stratégie visant à attirer les investissements dans les zones rurales doit être élaborée dans les villes intermédiaires, dans les pôles de développement ayant une interaction étendue avec les zones rurales. Il faut alors un État avec un projet de développement qui ne sépare pas la ville de la campagne. Pour un développement efficace, il faut des villes intermédiaires fortes, qui génèrent une demande d'intrants ruraux et génèrent une dynamique permettant à la croissance future d'être beaucoup plus ciblée sur l'étendue du pays. Si nous voulons faire face au problème de la pauvreté rurale, il est inévitable de faire des politiques de développement territorial rural, qui jouent un grand rôle dans l'attraction publique et privée des espaces intermédiaires. »

« Le rôle de l'État est absolument central », signale Fernando Eguren. « Le Pérou compte 2,3 millions d'unités de production agricole, dont 2,2 millions sont des petites exploitations. Un gouvernement qui veut réduire ce niveau de pauvreté devrait procéder à une réallocation budgétaire majeure pour promouvoir le développement rural, c'est une évidence. Mais le gouvernement actuel continue d'investir des milliards de dollars dans l'exportation. Ce qui reste pour le développement rural, ce ne sont que des poussières par rapport aux montants affectés à l'exportation et aux besoins réels des zones rurales. »

« Il faut rechercher une politique intersectorielle pour renforcer l'autonomie du secteur agricole, qui représente largement

*l'ensemble de cette population paysanne rurale dont l'agriculture familiale est l'activité principale» soutient Clímaco Cardenas. « Il faut investir davantage dans le secteur agricole, afin qu'il soit plus étroitement lié à l'économie, à l'éducation et qu'il soit capable de mener des politiques de développement rural qui n'existent pas. »*

## La coopération au développement peut-elle quitter le Pérou ?

Le Pérou étant considéré comme un pays émergent avec une bonne croissance économique, la coopération internationale est en train de se retirer progressivement du pays. Pourtant, le rapport de la FAO montre que la pauvreté rurale est encore massive dans le pays et que le problème est encore loin d'être résolu.

Selon Clímaco Cardenas, « la première chose à faire est de comprendre qui établit les indicateurs de développement du pays et selon quel modèle d'information. Si nous avons 7 millions de pauvres, et près de 400 000 de plus que l'année précédente, nous ne pouvons pas nous considérer comme un pays émergent, car nous n'avons pas une économie durable (...) Le retrait de la coopération internationale aura un impact parce que les fonds internationaux se trouvent aujourd'hui dans différentes régions du pays, dans lesquelles ils génèrent au moins un soutien social et technique, générant certaines activités stratégiques. » D'après Cardenas, en cas de retrait des fonds internationaux, le problème dans les campagnes s'aggraverait considérablement.

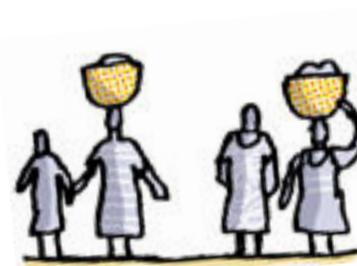
« C'est un paradoxe auquel de nombreux pays sont confrontés. Je comprends que, dans un contexte où le continent africain connaît de très graves niveaux de pauvreté, l'essentiel de la coopération internationale y soit concentré », admet Eduardo Zegarra. « Plusieurs personnes disent qu'en réalité, l'aide extérieure n'aide pas beaucoup et génère plutôt une relation de dépendance. Je pense au contraire qu'une coopération internationale bien dirigée et bien ciblée peut servir de catalyseur à certains processus. Ce qu'ils devraient faire, c'est se regrouper et adopter une nouvelle approche conceptuelle pour répondre aux besoins de nos pays. Nous avons besoin

*d'avoir accès à la technologie, à la connaissance, à tout ce qui permet de transformer le monde rural. »*

Fernando Eguren, lui, est beaucoup plus critique quant au réel impact de la coopération internationale sur le développement du pays. « Je ne dis pas que c'est inutile, mais la coopération internationale n'a pour moi jamais eu beaucoup d'impact au niveau national. Il n'y a plus de tentative d'intervention visant à soutenir politiquement le renforce-

## Au Pérou, la coopération internationale n'a jamais eu beaucoup d'impact au niveau national...

*ment institutionnel, tout se résume à un soutien minimum. Dans le passé, la coopération internationale a apporté beaucoup plus de soutien aux organisations syndicales afin de changer des aspects structurels. » « Le rôle des ONG a été particulièrement important pour introduire certaines thématiques telles que la question du genre et de l'environnement », ajoute-t-il cependant. « Là, les ONG ont joué un rôle très important: elles ont réussi à faire en sorte que ces questions fassent partie de l'agenda public du gouvernement. Mais en termes de développement, la contribution n'a pas été significative pour le pays. Les budgets sont trop petits, locaux et ne visent jamais que le court terme. »*



Rédaction : Yannick Frippiat

# Revendiquer des opportunités locales, **refuser la concurrence déloyale**

**Pour faire des agricultures familiales un moteur de la lutte contre la faim, il importe de connaître les filières agricoles, les chaînes de valeur alimentaires et les acteurs qui les structurent.**

**P**our réussir, les agricultures familiales doivent répondre à des exigences. Elles doivent approvisionner les marchés en proposant des produits de qualité dans un souci de respect de l'environnement et en répondant aux changements des modes de consommation. Les agricultures familiales doivent créer des emplois qui ont un sens et qui assurent de meilleurs revenus à tous. Elles doivent répartir équitablement la valeur ajoutée entre tous les acteurs et rechercher de nouveaux débouchés.

Les agricultures familiales doivent pouvoir répondre à une demande en produits alimentaires locaux par une production en quantité et en qualité.

Ce dossier de *Défis Sud* se concentre sur quelques filières agricoles (notamment les filières laitières, maraîchères et céréalières) qui ont des opportunités de développement locales ou régionales. Mais la réussite de ces opportunités dépendra de politiques agricoles volontaristes.

Le dossier s'ouvre par un regard sur deux filières, le lait et la bière, qui subissent de

forts problèmes de concurrences déloyales induits par le système commercial international.

Les grandes entreprises multinationales se positionnent en effet sur des marchés de masse qui valorisent peu la production locale. La filière lait, par exemple, se caractérise par l'implantation ou le rachat d'usines de transformation par des grands groupes internationaux. Leur méthode consiste à fabriquer des produits à partir de poudre de lait réengraissée importée et parfois à partir d'une petite part de lait local.

La production est de plus en plus atomisée et s'oriente vers le plus offrant. Notre article sur l'Éthiopie montre que le succès qu'y rencontre le secteur brassicole est un risque pour la sécurité alimentaire si tous les paysans éthiopiens orientent leurs ventes d'orge vers les brasseries.

Ceux qui valorisent la production locale rencontrent des difficultés à répondre à toutes les exigences. En Afrique de l'Ouest, face aux produits importés, les produits locaux ont toujours du mal à gagner la préférence



© SOS Faim

des consommateurs. Un soutien systématique des autorités et des bailleurs manque encore cruellement.

L'article de ce dossier sur l'absence d'encadrement des filières maraichères au Kivu, en RDC, illustre le besoin criant de mieux valoriser les productions et d'investir dans la transformation alimentaire. L'encadrement doit entre autres être réalisé par les organisations collectives d'agriculteurs pour garantir une répartition équitable de la création de valeur.

Et ceux qui choisissent la diversification attendent que celle-ci fasse ses preuves. En Bolivie, le devenir de l'agroforesterie est ainsi conditionné à son intérêt économique, nerf de la guerre pour les producteurs de café comme pour ceux de bien d'autres filières.

Au Burkina Faso, les possibilités de développement de l'agriculture céréalière ne manquent pas. Mais la politique nationale pourrait être améliorée. Une meilleure coordination avec l'ensemble des acteurs permettrait un encadrement structuré et un soutien financier stable autour d'une vision commune du développement de la filière céréalière.

## Les multinationales se positionnent sur des marchés de masse qui valorisent peu la production locale.

*In fine*, comme l'a récemment conclu une édition de la revue *Grain de sel* résumée à la fin de notre dossier, ce sont les premiers investisseurs du secteur agricole, les organisations paysannes, qui doivent se saisir de l'aval. Elles doivent mobiliser leurs savoir-faire en assurant l'accompagnement technique des agriculteurs, mais aussi la structuration des filières et la valorisation de la production agricole.

À ces conditions, l'approvisionnement alimentaire pourrait devenir moins dépendant des aléas internationaux et mieux accompagner l'augmentation des revenus des paysannes et des paysans. ≡



→ Sommaire

## DOSSIER

« Fake news », c'est ainsi que Phil Hogan, Commissaire européen à l'Agriculture, qualifiait en avril 2019 la campagne « N'exportons pas nos problèmes ». Cette campagne entend dénoncer les exportations de lait européen à bas prix en Afrique de l'Ouest sous un nouveau jour, puisqu'un « étrange mélange » y prend une place de plus en plus importante.

# Faux lait, vraies conséquences

Une chronique de la campagne « N'exportons pas nos problèmes » menée en partenariat avec des organisations africaines, l'European Milk Board et les associations belges SOS Faim, Oxfam et Vétérinaires Sans Frontières.

**L**e Commissaire Hogan s'est appuyé sur une série de données pour contredire les ONG et les actrices et acteurs de la filière laitière : « [L'Europe a] exporté 1,15 milliard de tonnes de poudre de lait écrémé vers l'Afrique l'année dernière. Seules 90 000 [tonnes] sont allées vers l'Afrique de l'Ouest ». Une quantité qu'on ne peut qualifier d'envahissante selon lui. En réalité, ses propos ne sont pas faux, simplement incomplets : l'Europe a bien exporté 92.620 tonnes de poudre de lait vers l'Afrique de l'Ouest en 2018. Sauf qu'un mélange composé de poudre de lait écrémé et de matières grasses végétales (MGV), le plus souvent de palme, n'est pas comptabilisé dans ces chiffres, et qu'il représente plus de 276 000 tonnes. Comme l'a dit Philippe Collin, d'Agronomes et Vétérinaires sans frontières, « arrêtons d'appeler un chat un chien ». Il ne s'agit en effet pas de lait, mais

d'un succédané résultant de processus industriels qui appauvrissent le lait. Un produit au cœur des échanges lors des 72 Heures du lait qui se sont tenues à Bruxelles du 8 au 12 avril 2019, pour lesquelles des éleveuses et éleveurs ouest-africains, des experts, des ONG et des politiques avaient fait le déplacement.

## « Perspectives commerciales à saisir »

Mardi 9 avril, deuxième table ronde de la semaine sur la cohérence des politiques européennes en faveur du développement de la filière laitière ouest-africaine. Les interventions et les questions s'enchaînent ; souvent de manière cordiale, parfois de façon plus musclée. Un jeu de joute verbale, qui révèle finalement des différences idéologiques. « Lorsque qu'il y a une opportunité commerciale, il faut y aller », soutient un représentant de la Commission, tandis qu'Erwin Schöpges, président de l'EMB, rappelle la souffrance vécue par les éleveurs en situation de détresse économique. Un aspect essentiel pour humaniser les débats, généralement centrés sur des considérations économiques pures. Toujours est-il que le problème de la surproduction laitière européenne et de ses effets néfastes à des milliers de kilomètres de Bruxelles ne sont plus contestables, même par les plus pro-business des libéraux. Les données

scientifiques, les témoignages des experts ou des acteurs directs sont autant d'éléments qui mettent en lumière les problèmes engendrés par le système économique et commercial actuel.

L'Europe a toujours exporté une part de sa production laitière vers le continent africain, mais depuis la fin des quotas laitiers en 2015, en accord avec le renforcement de sa politique exportatrice, le phénomène s'amplifie. Dans le même temps, le beurre, produit à haute valeur ajoutée fait à partir de la matière grasse laitière, suscite un nouvel engouement mondial. L'explosion de la demande a donné aux industriels de nouvelles perspectives commerciales: ils extraient la matière grasse laitière pour en faire du beurre, l'exportent vers les marchés deman-

Entre 2016 et 2018, les quantités de faux lait entrant sur le territoire ouest-africain ont augmenté de 234%.

deurs, et se retrouvent avec du lait écrémé qu'il faut écouler. Une fois celui-ci réduit en poudre pour des raisons de conservation, les industriels remplacent la matière grasse d'origine animale par de l'huile végétale, le plus souvent de palme, douze fois moins chère que le beurre. Arrivé sur les marchés locaux en Afrique de l'Ouest, ce faux lait est vendu jusqu'à 30% moins cher que le lait local. Entre 2016 et 2018, les quantités de faux lait entrant sur le territoire ouest-africain ont augmenté de 234%. La plupart du temps, mal étiqueté ou couvert d'images trompeuses de prairies et de vaches, le mélange MGV passe pour du lait en poudre classique auprès des consommateurs.

### Une concurrence déloyale

Ibrahima Aliou, secrétaire général de l'Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en Savane (Apess), dénonce une concurrence déloyale. « Nous sommes aussi venus pour entendre la Direction générale Agriculture, et celle de la Coopération [de la Commission européenne]. Mais il ne faut

pas se tromper de débat: nous, producteurs en Afrique de l'Ouest nous avons des problèmes pour grimper l'échelle, pour nous structurer, pour vivre. Ces problèmes-là, c'est d'abord qu'on ne peut pas couvrir nos coûts de production à cause de cette compétition déloyale. »

Un des arguments de la Direction générale du Commerce de la Commission lors des discussions étaient que les exportations vers l'Afrique de l'Ouest ne représentaient que 5% des exportations totales de l'UE. Argument rapidement déconstruit par Ibrahima Aliou, qui précise que les pourcentages ne traduisent pas l'ampleur d'un phénomène et que la réflexion doit se faire en chiffres absolus. Par ailleurs, comme il l'a fait remarquer aux représentants de la Commission, « si ce n'est que 5% des exportations, alors ça ne vous fera rien d'arrêter! Et pour nous la différence sera énorme ».

### Au-delà de la dimension commerciale

Les données empiriques ne sont pas les seuls marqueurs de ce problème croissant. L'intégralité des acteurs, européens et africains, rencontrés à Bruxelles témoignent des difficultés auxquelles ils doivent faire face.

Le lait constitue une source de revenus essentielle en Afrique de l'Ouest, tout particulièrement pour les femmes. Mariam Dicko, présidente d'une Unité de transformation laitière au Burkina Faso qui a fait le pari de n'utiliser que du lait local, explique que les revenus du lait permettent aux femmes de conserver une indépendance économique. Cet argent envoie également les enfants à l'école et diversifie l'alimentation des familles en leur permettant d'acheter ce qu'elles ne peuvent produire elles-mêmes. De plus, le rapport au lait et aux animaux qui le produisent revêt une dimension plus que commerciale pour une majorité de la population, car la vache n'est pas uniquement un moyen de production, c'est souvent l'épargne d'une vie et un marqueur d'identité. Pour Dodo Boureima, éleveur nigérien et secrétaire général du Réseau Bilital Marobé, au lieu d'être une finalité, la vente de lait devient un moyen « de sauver les animaux » en leur achetant du foin. D'où « les cris du cœur » lorsque leur futur est mis en péril.

Les voix des éleveuses et éleveurs africains et européens se font écho. Ils réalisent, peut-être pour la première fois, que leurs luttes s'entrelacent. Korotoumou Gariko, productrice et transformatrice de lait au Burkina Faso, avoue que lorsque le lait européen a inondé les marchés locaux, les producteurs africains ont d'abord pointé du doigt leurs homologues européens. Mais en Belgique, comme partout ailleurs au sein de l'Union européenne, les producteurs peinent à garder la tête hors de l'eau. Les institutions européennes avaient balayé les inquiétudes lors de la fin progressive des quotas laitiers en faisant miroiter un eldorado, la promesse d'une production compétitive tournée vers l'exportation qui leur permettrait d'augmenter leurs revenus. Force est de constater, quatre ans plus tard, que le prix payé aux producteurs laitiers ne couvre pas leurs coûts de production: en Belgique en 2017, produire un litre coûtait 42,53 centimes. Le vendre en rapportait 35,05. Et à l'autre bout de la chaîne, les éleveuses et éleveurs du Sud se déclarent aussi perdants. Aujourd'hui, les producteurs africains et européens accusent de concert les politiques commerciales et appellent à la solidarité entre le Nord et le Sud.

## L'Afrique peut-elle protéger son lait ?

L'Union européenne n'est pas la seule responsable des conditions de vie des éleveuses et éleveurs ouest-africains. En effet, la Cedeao<sup>1</sup> a fixé un tarif extérieur commun (TEC) sur les importations de mélange MGTV de 5%, alors que certains pays d'Afrique de l'Est comme le Kenya ont fait le choix d'un TEC de 60%. Malgré une volonté d'assurer le développement des filières locales, notamment à travers l'offensive « Lait local 2025 », la Cedeao peine à être cohérente dans la mise en œuvre de mesures pour ses producteurs, notamment en termes de politique douanière, de soutien public au secteur agricole et de développement d'infrastructures adéquates.

Par ailleurs, le cadre commercial des prochaines années s'avère déterminant. D'une part, le nouvel accord de partenariat économique (APE), en cours de négociation,



Selon Nestlé, la matière grasse végétale est « fortifiante ».

visé à poursuivre la libéralisation du commerce entre les pays de la zone ACP<sup>2</sup> et l'UE, un processus inégal et très critiqué par la société civile, puisque les économies africaines peinent à être compétitives face à celles de l'UE. D'autre part, la totalité des pays d'Afrique excepté l'Érythrée, ont, en juillet 2019, signé le projet de Zone de libre échange continentale

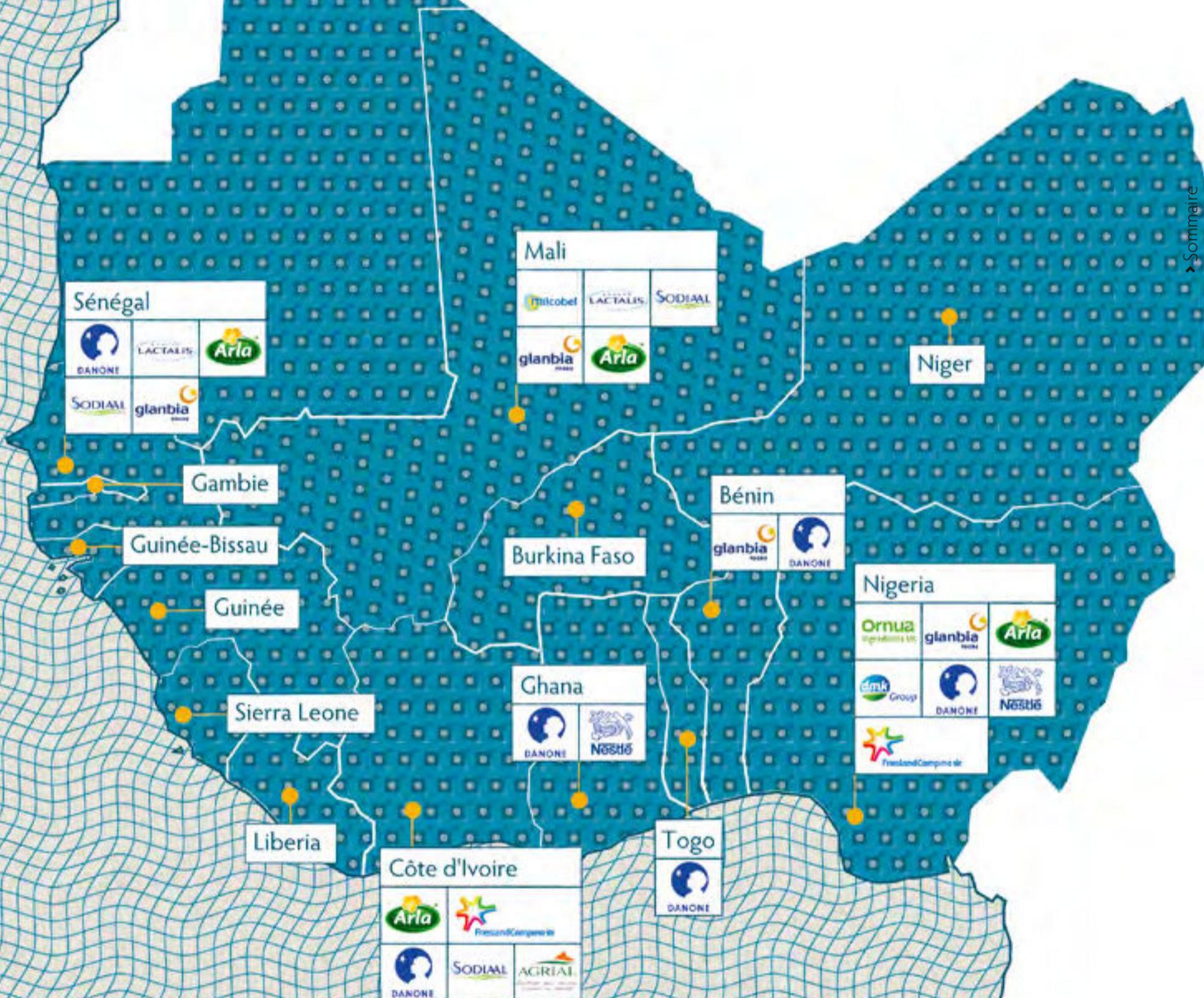
Les revenus du lait permettent aux femmes de conserver une indépendance économique.

qui donnera naissance à un immense marché de libre-échange africain. Une philosophie néolibérale dont les effets néfastes pour les petits producteurs sont avérés. L'Union africaine marche donc dans les pas de l'Europe, de son plein gré si l'on en croit les dirigeants européens. Car face aux critiques concernant la politique exporta-

<sup>1</sup> Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest: Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Togo et Cap-Vert.

<sup>2</sup> Afrique, Caraïbes, Pacifique: 79 États, dont 48 en Afrique subsaharienne.

## Positionnement des multinationales laitières européennes en Afrique de l'Ouest\*



Dans leurs usines africaines, les plus grandes multinationales, telles que Nestlé, Arla, Milcobel, ou encore Danone utilisent toutes de la poudre réengraissée.

\*d'après Corniaux, Duteurtre, 2018

trice et libérale de l'UE, ils s'empres- sent d'affirmer que les États africains peuvent faire le choix de protéger leurs marchés s'ils le souhaitent en instaurant des barrières douanières plus importantes. Dans les coulisses des négociations, rien n'est moins sûr. Car ceux qui ont pu s'y glisser attestent que les dirigeants européens font pression sur les gouvernements de la Cedeao pour signer les APE. « *Nous sommes des organisations qui faisons du plaidoyer dans nos régions, et nous savons que ça se passe comme ça* », affirme Ibrahima Aliou.

Une pression renforcée par la présence des firmes européennes laitières sur place, qui ont compris l'opportunité que représente un marché ouest-africain qui atteindra les 800 millions de consommateurs en 2050. Dans leurs usines africaines, les plus

« On voit écrémé, demi-écrémé, mais on ne voit jamais engrais- sé à l'huile de palme sur les sachets de poudre. »

grandes multinationales, telles que Nestlé, Arla, Milcobel, ou encore Danone utilisent toutes de la poudre réengraissée, renforçant ainsi le canal d'importation. Certaines d'entre elles collectent et transforment du lait local, mais en quantités infimes : elles n'y ont aucun intérêt économique, et la législation africaine ne les y contraint pas. Considérant la place grandissante de la « responsabilité sociétale des entreprises », peut-on espérer une prise de conscience de la part des multinationales sur le rôle qu'elles peuvent jouer dans le développement de la filière locale ? Sans un cadre légal et une réelle implication politique des pouvoirs publics, il semble plus plausible que les intérêts commerciaux continuent à façonner leurs pratiques.

## La non-transparence

Outre le fait que le développement de la filière locale est enrayé par la concurrence du faux lait européen, les consommateurs africains n'ont pour la plupart aucune idée du produit qu'ils achètent. Le mélange MGV arrive en sacs par les ports africains, encore étiqueté correctement, mais tout au long de la chaîne de transformation et de consommation, l'information se perd. « *On voit écrémé, demi-écrémé, mais on ne voit jamais engrais- sé à l'huile de palme sur les petits sachets* », confirme Korotoumou Gariko.

Le produit est reconditionné en petits sachets transparents sans étiquette, ou utilisé par des unités de transformation qui l'intègrent dans des yaourts par exemple, où la liste des ingrédients n'apparaît pas. « *Le commerçant, analphabète, tout ce qu'il voit c'est du lait en poudre.* » Un manque d'information et de sensibilisation qui empêche des choix éclairés. « *Il faut que le consommateur sache que le produit a été engrais- sé à l'huile de palme. Après, c'est son choix de l'acheter ou non.* »

## Quid de la qualité nutritionnelle ?

Car si la population savait ce qu'elle achète, choisirait-elle encore le produit le moins cher ? Pour ses productrices et producteurs, mais également pour sa santé ? Aujourd'hui, aucune étude complète n'a été réalisée concernant les impacts sur la santé du lait réengraissé à l'huile de palme. Dès lors, au cours de sa campagne, SOS Faim n'a pas placé cet aspect au cœur de sa stratégie. Pourtant, l'huile de palme dérange et interroge. Yvan Larondelle, professeur de biochimie à la faculté des Bioingénieurs de l'UCLouvain et spécialiste des questions de nutrition lipidique, parle d'une perte de qualité du produit suite à la substitution de la matière grasse laitière par l'huile de palme. De plus, le processus de raffinage de cette huile lui fait perdre une partie de ses attributs. Bien que les acides gras laitiers ne doivent pas être consommés en excès, leur combinaison telle que présente dans le lait de vache, avec plus de 300 acides gras différents identifiés, possède certaines qualités nutritionnelles qui disparaissent avec la substitution. Affirmer que le réengraissage à l'huile de palme ne change rien au niveau de la santé des consom- ma-

## Pour l'eurodéputé PS Marc Tarabella, il faut réguler les marchés pour éviter la surproduction, qui ne profite qu'à la grande industrie.

teurs sur base du simple fait que les teneurs en acides gras saturés sont comparables dans le produit de base et dans le produit réengraissé constitue donc un raccourci choquant pour le professeur Larondelle.

### Quelles perspectives ?

Pour Marc Tarabella, député européen du Parti socialiste belge, « à chaque fois qu'on dérégule, c'est la catastrophe et les prix chutent. » Les marchés doivent donc être régulés pour éviter la surproduction, qui ne profite qu'à l'industrie agroalimentaire. Une position qu'il ne cesse de défendre depuis son arrivée au Parlement en 2004, puisqu'il a voté contre les APE avec une petite poignée d'autres députés. « Les choses changent » selon lui, car le nombre de députés votant contre les règlements ultralibéraux augmente d'année en année, bien que leurs motivations idéologiques soient parfois douteuses et situées à l'extrême droite du spectre politique.

Les experts aussi s'accordent sur la nécessité de revoir la politique productiviste européenne et de gérer les quantités de lait produites. Car l'Union européenne continue de subventionner les agriculteurs via la Politique agricole commune, qui contribue à maintenir un tel niveau de production et donc des prix aussi bas. Un marché complètement distordu, qui favorise le dumping<sup>3</sup> « déguisé » vers les pays du Sud, où les agriculteurs et agricultrices ne perçoivent quant à eux aucune aide publique.

Et si la Cedeao décidait d'augmenter son TEC ? « C'est une solution intermédiaire. Mais il faut que l'Europe accepte d'édulcorer sa vision libérale du commerce mondial et de soutenir concrètement les filières porteuses », déclare Korotoumou Gariko. Pour la productrice, la communauté internationale doit même aller plus loin et « se battre pour écarter l'agriculture et l'alimentation de l'Organisation mondiale du commerce ». Un changement total de paradigme en somme, dont l'avènement semble incertain. Pour l'instant, elle s'efforce de mener des actions de plaidoyer, d'abord au niveau de son pays, en faisant « un grand travail de sensibilisation pour faire adhérer les acteurs directs de l'activité, pour qu'ensemble on fasse une proposition aux États ». Mais elle reconnaît que la majorité des citoyens peinent à exercer leur droit de revendication, car « pour proposer, il faut une analyse, connaître les contours de la politique, mieux la comprendre ». En attendant, les plus radicaux réclament un arrêt total des exportations de faux lait vers l'Afrique de l'Ouest. Une solution qui, selon Jukka Likitalo, secrétaire général du lobby Ecolait, mettrait en péril la sécurité alimentaire de la zone. Cependant, considérant que la consommation de lait annuelle par habitant est faible, à 23 kilos par an et par habitant, et qu'elle représente une petite part du budget des ménages, l'argument de la sécurité alimentaire pour défendre des produits à bas coût ne tient pas la route. Il est vrai qu'aujourd'hui la production locale ouest-africaine ne couvre que 50% de la demande. Mais il est tout aussi vrai qu'il est impossible pour les éleveuses et éleveurs d'accroître la production s'ils sont agressés par une concurrence venue d'ailleurs.

Finalement, la problématique du lait réengraissé illustre un enjeu qui dépasse ce seul exemple. Elle permet surtout de réaffirmer la nécessité d'un changement profond du rapport entre agriculture, alimentation et économie, afin de faire émerger de réels systèmes alimentaires durables, au service des femmes et des hommes qui sont à leur base. Il est temps que ceux qui produisent bénéficient réellement du fruit de leur travail dans un cadre favorable à des systèmes alimentaires durables. ☰

3 Lorsque le prix d'un produit à l'export est inférieur au coût total moyen national de production sans subventions.

## DOSSIER

L'Éthiopie est devenue le nouvel eldorado des multinationales de la bière. En quelques années, la demande en orge a explosé. Les grands brasseurs continuent à en importer une grande partie, mais certains comme Heineken tentent de développer la filière locale à travers des partenariats publics-privés. Du « win-win » qui entraîne de profondes mutations dans la chaîne de production de l'orge. À terme, c'est tout le marché des céréales qui pourrait être impacté, avec un risque pour la sécurité alimentaire.

# Ruée brassicole vers l'orge éthiopien

Un entretien avec Olivier Van Beemen

**BIO** Olivier Van Beemen, journaliste néerlandais qui a consacré un livre aux pratiques d'Heineken ; Roxane Lemercier, stagiaire de SOS Faim en Éthiopie dans le cadre du European Microfinance Programme et Niels Hanssens, directeur adjoint du réseau Eurocord.

**L**à où le brasseur passe, le boulanger ne va pas », a-t-on coutume de dire dans le langage populaire pour expliquer un manque d'appétit. Un dicton qui prête à sourire mais qui soulève dans le contexte qui nous occupe une véritable question quand on sait que les grands brasseurs ont investi massivement le continent africain. En quelques années, il est devenu « the place to be » pour ces multinationales. Et avec un marché de la bière en plein essor, la demande en céréales explose.

« L'Afrique est devenue le nouvel eldorado pour les brasseurs, explique Olivier Van Beemen, journaliste néerlandais qui a



De la bière pour l'Afrique. Le secret le mieux gardé de Heineken.

**L'AFRIQUE**  
**EST DEVENUE**  
**LE NOUVEL ELDORADO**  
**POUR LES BRASSEURS**



consacré un livre aux pratiques d'Heineken<sup>1</sup> en Afrique. *D'abord parce que le marché potentiel est énorme. La population est immense et en termes de consommation de bière par habitant, on est encore à des taux très bas par rapport à l'Europe notamment. Le potentiel de croissance y est donc très important.* »

Sans compter l'absence relative de concurrence sur les marchés africains. Résultat : les prix restent très élevés, ce qui laisse entrevoir des marges très confortables pour ces brasseurs. *« Si on prend Heineken par exemple, l'entreprise réalise 15 % de son volume d'affaires en Afrique alors que cela correspond en réalité à 20 % de son chiffre d'affaires, souligne Olivier van Beemen. Un chiffre qui illustre les marges importantes réalisées par le brasseur sur ce continent. »*

## Un marché incontournable

Parmi les pays africains, l'Éthiopie occupe une place de plus en plus centrale. On ne compte plus les grands groupes brassicoles qui s'y sont implantés ces dernières années. Il faut dire que le marché est porteur. Dans cette économie réputée comme l'une des plus dynamiques du continent, la demande en bière ne cesse d'augmenter. *« C'est un marché en pleine croissance avec des marges qui avoisinent les 15 % »,* explique encore Olivier Van Beemen.

En quelques années, le PIB de ce pays a plus que doublé, passant de 32 milliards USD en 2011 à 80,5 milliards en 2017<sup>2</sup>. Autre atout de ce pays : sa population très importante. Avec près de 110 millions d'habitants, l'Éthiopie est le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique, derrière le Nigeria et devant l'Égypte. Des atouts majeurs qui n'ont pas échappé à l'industrie brassicole attirée par *« la croissance économique, l'urbanisation rapide et le changement dans la consommation des boissons traditionnelles au profit de la bière auxquels viennent s'ajouter les effets de la mondialisation en Afrique de l'Est. »*<sup>3</sup>

1 Olivier Van Beemen a enquêté pendant cinq ans sur les pratiques du deuxième brasseur mondial en Afrique. Il en ressort un livre passionnant *Heineken en Afrique : une multinationale décomplexée*, Rue de l'échiquier, 304 p, 2018.

2 <https://www.populationdata.net/pays/ethiopie/>

3 *Smallholder integration into modern agrifood value chains: A case study of the Ethiopian malt barley industry*, 2016, p.3.

La plupart des « grands » de la bière comme Heineken, Diageo et Bavaria s'y sont installés récemment. Au total, huit brasseries opèrent en capacité complète depuis 2015. Une nouvelle donne qui entraîne une augmentation importante des investissements directs étrangers et des changements structurels dans l'industrie de la bière *« tant quant au nombre de brasseries et au volume de bière produit que dans la façon dont elle est consommée. »* Désormais, la production de bière en Éthiopie s'élève à 8,6 millions d'hectolitres alors qu'elle était de 854 000 litres en 1994.

Il y a un risque pour la sécurité alimentaire si tous les paysans se tournent vers l'orge brassicole et abandonnent la production de nourriture.

## Explosion de la demande en orge

L'Éthiopie offre des conditions idéales pour la culture de l'orge. Avec une récolte de plus de deux millions de tonnes, ce pays est le plus important producteur d'orge d'Afrique de l'est. Entre 2009 et 2014, la culture de l'orge a augmenté de 5 % par an en moyenne, plus que n'importe quelle autre céréale dans ce pays. Entre 2015 et 2017, ce taux atteint presque 8 %. Et selon l'Autorité centrale éthiopienne des statistiques, la part nette de terres et de champs consacrée à la culture d'orge a augmenté de 9 % en 2016 et 2017.

Cette céréale se subdivise en deux catégories : l'orge alimentaire et l'orge brassicole, ce dernier disposant de moins de qualités nutritives que le premier. L'orge alimentaire est généralement cultivé par des petits producteurs. Il fait partie de l'alimentation de base, notamment pour la confection des crêpes traditionnelles « injera » qui accompagnent les repas. *« L'orge contribue à environ 6 % des calories de base per capita. Environ 4,2 millions de petits producteurs*

consacrent 960 000 hectares à la culture d'orge. Ce qui correspond à 10% environ de la surface consacrée à la culture des céréales en Éthiopie.»<sup>4</sup>

L'orge de brasserie, lui, est utilisé comme source de revenus. Il est revendu aux brasseurs qui l'utilisent pour la fabrication de boissons alcoolisées. C'est ce marché-là qui est en pleine croissance depuis quelques années. Mais la présence de plus en plus importante des brasseurs internationaux et une demande d'orge brassicole qui explose ne font-elles pas courir un risque pour la sécurité alimentaire dans ce pays ? Rappelons que l'Éthiopie a connu de nombreuses famines dans un passé récent. Tout le monde a encore en tête celle de 1985 qui a touché 8 millions de personnes et fait près d'un million de victimes.

Les petits producteurs d'orge peinent à répondre à la demande croissante des malteries étrangères, et ce sont une fois de plus les importations qui augmentent.

Roxane Lemercier a effectué un stage pour SOS Faim en Éthiopie. Elle s'est penchée sur l'analyse de la chaîne de valeur de l'orge brassicole. Pendant trois mois, elle est allée sur place à la rencontre des agriculteurs et des associations actives dans cette filière. Pour elle, il y a bien un risque pour la sécurité alimentaire si tous les paysans se tournent vers l'orge brassicole destiné aux brasseries et malteurs et abandonnent la production de nourriture. «*Même si l'orge brassicole peut aussi être utilisé pour la consommation personnelle et pour nourrir les animaux, cela reste plus intéressant de le vendre aux brasseries. Sans compter les propriétés nutritives plus pauvres de l'orge de brasserie.*»

<sup>4</sup> Assessment of the Malting Barley Market System in Ethiopia, 2018, p. 6

## Un marché en pleine mutation

Si le territoire consacré à la culture de l'orge augmente, le rendement, lui, reste à la traîne. Plusieurs facteurs expliquent cette situation. Il y a d'abord le fait que les petits producteurs éthiopiens n'ont pas encore adopté les techniques dites «*modernes*» de culture impliquant l'utilisation d'engrais et de variétés améliorées de plants. Résultat : malgré les accélérations récentes dans la culture de l'orge, les petits producteurs peinent à intensifier suffisamment leur production pour faire face à la demande.

La demande toujours plus importante en orge de brasserie se traduit donc par une augmentation des importations de type d'orge. «*En 2016, la consommation totale de malt était de 120 000 tonnes et devrait atteindre 200 000 tonnes en 2020 (...) Les brasseurs importent du malt ou de l'orge malté de brasserie, un phénomène qui ne cessera d'augmenter avec les plans des brasseurs visant à accroître leur production de bière dans ce pays.*»

Un autre élément vient également handicaper la chaîne de production d'orge de brasserie en Éthiopie : le nombre limité de malteries. Traditionnellement, la production reposait sur deux malteries historiques qui suffisaient à couvrir les besoins : l'Asela Malt Factory (AMF) et la Gondar Malt Factory (GMF). À elles seules, elles produisent environ 50 000 tonnes d'orge malté, une quantité insuffisante au regard des besoins actuels. «*Elles garantissent à peine 40 % de demande domestique de malt tandis que 60 % sont importés.*»

C'est une des raisons qui a poussé Boortmalt (malteur belge appartenant au groupe français Axérial) à entamer en 2018 la construction d'une nouvelle malterie d'une capacité de 60 000 tonnes. Un autre géant français du secteur, le groupe Soufflet, est lui aussi en train de construire une malterie près d'Addis-Abeba d'une capacité de 60 000 tonnes destinée à terme à être doublée.

## Développer la production locale

Pour améliorer la production d'orge local, certains grands groupes brassicoles en collaboration avec des partenaires internatio-



naux et locaux développent des projets. C'est notamment le cas du projet « Create Ethiopia » développé depuis 2010 par le réseau European Cooperative for Rural Development (Eucord) basé à Bruxelles, réalisé en partenariat avec Heineken en Éthiopie et soutenu par le ministère néerlandais des Affaires étrangères. Le budget de ce projet avoisinerait les 4 millions d'euros pour la période 2013- 2017, dont plus de 2,3 millions en argent frais et 1,6 million en matières premières, matériel, semences, etc.

Développé sous la forme de partenariat public-privé (PPP), Eucord parle d'un programme « win-win » pour le brasseur néerlandais et pour les producteurs locaux. « Heineken dispose de céréales moins chères, la productivité de l'agriculture dans les pays hôtes augmente et le gouvernement néerlandais dispose d'une politique de développement efficace », résume Niels Hanssens, le directeur-adjoint du réseau. Mais le challenge reste important car l'orge brassicole local coûte encore en moyenne 25% plus cher que celui qui est importé. « Ce qui n'est pas commercialement viable à terme pour l'industrie brassicole, insiste Niels Hanssens. Notre projet vise à améliorer la production locale en soutenant les petits producteurs, à élargir la zone géographique de production de cette céréale mais aussi augmenter la capacité et l'efficacité des malteries en encourageant les investissements notamment. »

Selon Eucord, le partenariat avec Heineken permet non seulement de réduire la pauvreté en renforçant la production agricole mais aussi de garantir la sécurité alimentaire en améliorant la capacité agricole des mé-

« Le but, au final, est d'augmenter les revenus des petits exploitants. »

nages ruraux et en limitant la dépendance à l'égard des produits importés. « En Éthiopie, l'objectif est d'accroître la productivité de l'orge de malt pour répondre à la demande croissante de l'industrie des boissons et du marché des produits alimentaires. Le but étant, au final, d'augmenter de manière significative les revenus des petits exploitants agricoles », précise Niels Hanssens.

## Modifier les techniques agricoles

Un des moyens pour y parvenir est d'encourager les petits producteurs à utiliser de nouvelles semences réputées plus performantes. « Nous avons enregistré des résultats encourageants grâce à l'introduction de deux nouvelles variétés d'orge à haut rendement, qui ont permis de doubler au moins le rendement en orge malté dans la zone du projet », souligne Niels Hanssens. Il estime que 80 000 tonnes d'orges supplémentaires ont pu être produites « dont 50% pour les brasseurs et 50% pour le marché local de nourriture, ce qui permet également de renforcer la sécurité alimentaire ».

## Le secteur brassicole et les « prix de transfert »

Heineken  
obligerait  
ses filiales  
africaines  
à commander  
des matières  
premières en  
Belgique.

Le « prix de transfert » est le prix facturé entre des sociétés d'un même groupe implantées dans différents pays. Cette technique d'optimisation est utilisée depuis longtemps par les multinationales de manière à délocaliser leurs bénéfices où cela s'avère le plus intéressant fiscalement.

La pratique est bien connue et particulièrement virulente dans le secteur agricole. C'est ce que dénonce notamment Olivier Van Beemen avec *Heineken en Afrique*. Selon ce journaliste, pour augmenter ses revenus, Heineken obligerait ses filiales africaines à commander des matières premières en Belgique via sa filiale Ibecor (International Beverages Corporation) dont le siège se situe à Bruxelles. En tant que client de gros, Ibecor est censé négocier des réductions substantielles pour les filiales africaines du groupe sur les matières premières, les pièces et les machines fournies. Mais selon Olivier Van Beemen, ce serait surtout l'occasion de surfacturer certains services. « *Heineken ferait payer aux brasseries africaines des montants bien supérieurs au prix du marché. Comme c'est également le cas pour l'orge malté importé auprès d'une autre filiale belge de Heineken, Mouterij Albert.* »

Et Eucord estime que les résultats sont au rendez-vous: « *Les bénéfices par hectare pour les petits producteurs ont augmenté de 633 % en 4 ans entre 2013 et 2017, passant de 171 USD à 1253 USD.* » Niels Hanssens ajoute encore que ces résultats encourageants profitent à tous. « *Près de 20 000 agriculteurs ont reçu un soutien direct grâce à ce projet tandis que plusieurs milliers d'autres ont également bénéficié indirectement de ces semences améliorées grâce à leurs voisins qui les utilisent.* » Des résultats qu'Heineken n'hésite pas à mettre en avant sur son site internet et dans son rapport annuel comme signe positif de son implication dans ce pays.

Le brasseur néerlandais n'est pas le seul à s'être engagé dans ce type de projet en Éthiopie. D'autres comme Diageo ont mis en place des programmes similaires à partir de 2018. Pareil pour l'entreprise Boortmalt qui a introduit trois nouvelles sortes d'orge (Polar, Rina, Fatuma). Et si l'on en croit le PDG de cette entreprise, Yvan Schaeppman,

l'opération serait un véritable succès pour les petits producteurs locaux. « *Nous diffusons des connaissances auprès des autorités locales afin de stimuler la production d'orge, ce qui entraîne également une amélioration des rendements d'autres espèces cultivées par les agriculteurs, telles que le froment ou le sorgho* », affirme le PDG. « *Boortmalt collabore avec des associations locales et des coopératives d'agriculteurs, ce qui nous permet d'atteindre jusqu'à 40 000 familles éthiopiennes* », ajoute, enthousiaste, Yvan Schaeppman. Là encore on met en avant un bilan très prometteur. Peu importe si les chiffres sont difficilement vérifiables.



## Image de marque

Les partenariats tels que ceux développés par Heineken et Boortmalt se multiplient, en Éthiopie comme ailleurs. S'ils permettent certes des avancées, les résultats affichés par ces grandes entreprises sont tout de même sujets à caution. Par exemple, Heineken s'était fixé depuis plusieurs années comme objectif en Éthiopie de s'approvisionner d'ici 2020 à 60% en orge de brasserie local. Mais contrairement à ce qui a été répété depuis plusieurs années par le géant néerlandais, cet objectif ne pourra pas être atteint. « C'est même tout l'inverse, précise Olivier Van Beemen qui s'appuie sur les derniers chiffres publiés par Heineken dans son dernier rapport annuel. L'entreprise était à 48% en 2009, les années suivantes Heineken a même atteint 53% d'orge local. Mais en 2018, ce chiffre s'est effondré pour n'atteindre plus que 37%. »

Pour le journaliste néerlandais, ces partenariats permettent avant tout aux entreprises de soigner leur image de marque. « Pour moi, c'est davantage du marketing. Le gouvernement néerlandais va même jusqu'à vanter le partenariat mis en place par Heineken dans le cadre de sa coopération au développement. » Olivier Van Beemen insiste: « Il faut rester très prudent avec les résultats de ce type de programme. » Il estime qu'Heineken avance des résultats positifs de ses projets sans avoir réalisé de véritables études d'impact. « Les brasseurs partent du principe qu'améliorer la chaîne de production de l'orge aura des avantages pour les brasseurs et pour les paysans. Et que, in fine, cela profitera à tout le monde. »

Mais pour le journaliste, ce genre de partenariat profiterait surtout à l'entreprise. « La volonté est de montrer que ce type de partenariat fonctionne. Mais est-ce véritablement le cas, s'interroge-t-il? C'est difficile à dire. En revanche, ils permettent à l'entreprise de bénéficier d'une image positive auprès des partenaires locaux et internationaux. Et de s'afficher comme une entreprise "responsable". »

## (Mono)culture et dépendance

Roxane Lemerrier précise que, pour le moment, les retours des agriculteurs sur ces partenariats sont plutôt bons. « Tous s'accordent à dire que leurs revenus ont aug-

Spécialisation céréalière, recours aux semences améliorées et absence de rotation des cultures entraînent un appauvrissement des sols et même une baisse des rendements.

menté », constate-t-elle. Mais pour cette spécialiste, c'est à plus long terme que se situe le véritable challenge. « Les producteurs consacrent une part toujours plus grande de leurs terres à la culture de l'orge brassicole, en raison notamment des prix élevés et des rendements qu'ils laissent espérer. Ils se spécialisent de plus en plus dans la culture de cette céréale et ont tendance à ne plus effectuer de rotation des cultures. » Avec toutes les conséquences que cela entraîne notamment en matière d'appauvrissement des sols. Certains auraient même déjà constaté une baisse de rendements de ces semences améliorées.

D'après les agriculteurs, ces nouvelles semences mises sur le marché ne seraient pas adaptées aux conditions locales. « Elles sont moins résistantes que les semences utilisées traditionnellement, résume Roxane Lemerrier. De plus, la culture de ces semences améliorées demande énormément de soins et l'utilisation de plus d'engrais et de pesticides pour atteindre des rendements importants. » Des produits difficiles à trouver sur le marché et que les agriculteurs manipulent parfois avec difficultés. « Cela pose un gros risque environnemental, s'inquiète cette spécialiste. Il y a un besoin réel de recherche et développement dans ce secteur afin de développer des semences mieux adaptées. »

Enfin, ce modèle implique une dépendance accrue des producteurs vis-à-vis des brasseurs et des malteurs. « Le danger est qu'ils soient à terme totalement tributaires du prix de l'orge brassicole et de ses fluctuations. Pour le moment, ils sont gagnants parce que les prix sont élevés. Mais si la production augmente comme le souhaitent les géants de la bière, les prix vont forcément diminuer. Et là le marché ne sera plus du tout profitable aux agriculteurs. » ☰

Rédaction : François Corbiau

Le boom démographique que connaissent actuellement de nombreuses villes d'Afrique de l'Ouest va-t-il amener à un développement du consommateur local? Y retrouve-t-on également une tendance au bio, à l'agroécologie et à la permaculture?

# Encourager le **consommer local** en Afrique de l'Ouest

Interviews avec Isabelle Duquesne, Julie Hermesse et Karfa Diallo

**BIO** Isabelle Duquesne, responsable du programme Agriculture et Alimentation au Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI), Julie Hermesse, chercheuse au FNRS et à l'UCL et Karfa Diallo, chargé de valorisation et commercialisation chez Enda-Pronat (Sénégal).

**E**n toile de fond se dressent les enjeux globaux de réduction de la dépendance alimentaire et la structuration de systèmes alimentaires durables<sup>1</sup>. À première vue, les contextes en Europe et en Afrique sont très différents. Cette dernière importe une part importante et croissante de son alimentation (20% en moyenne, contrairement à l'Europe, largement excédentaire), tandis que la part du budget des ménages consacrée à l'alimentation y avoisine les 50% (contre moins de 15% en Europe). Du côté des producteurs agricoles, leur proportion est devenue extrêmement faible dans la plupart des pays européens, alors qu'en Afrique ils constituent toujours une part majoritaire des populations. Malgré tout, l'Afrique de l'Ouest a connu ces cinquante dernières années la croissance ur-

baine la plus rapide de l'histoire du monde. Un tel boom, en particulier l'émergence d'une imposante classe moyenne, ne constitue-t-il pas une opportunité de (re)développer les filières de production locales?

Selon Isabelle Duquesne, responsable programme Agriculture et Alimentation au Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI), c'est de fait une nécessité « car les importations alimentaires, à un niveau déjà élevé, vont constituer un fardeau budgétaire croissant et vite insupportable pour le continent ». De ce point de vue, « le maraîchage laisse davantage de possibilités de développer l'offre locale, comparé à des filières telles que les céréales ou le lait, largement dominées par les importations à bas prix. Notre programme Pafao (voir encadré) vise, entre autres, à soutenir de tels projets de "consommer local" en maraîchage, notamment sur les questions d'accès aux marchés, de concertation entre les métiers des filières et de sensibilisation des consommateurs ».

Dans ce cadre, « les systèmes alimentaires territorialisés, qui visent la relocalisation de l'alimentation à l'échelle d'un territoire (voir encadré p.50), essaient un peu partout dans le monde. Ils constituent un moyen privilégié pour rétablir les liens entre production et consommation locales. De plus en plus de collectivités mettent en place de tels plans territoriaux. Exemple : celui du département de Rufisque au Sénégal, qui inclut

<sup>1</sup> Consommer local : l'avenir de l'alimentation en Afrique de l'Ouest? Séminaire international, 26-28/02/2019, AgroParisTech.



*l'approvisionnement des cantines scolaires en produits locaux. Plus globalement, le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (Roppa) a fait du consommer local une priorité de ses actions, à la fois en termes de soutien aux producteurs et en termes de plaidoyer. Leur approche est surtout basée sur la résistance aux produits importés, ce qui se traduit par un caractère local relatif: il couvre les produits nationaux et ceux de l'ensemble de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest».*

## Un consommer local agroécologique ?

*Qu'en est-il de la durabilité des modes de production? Pour Isabelle Duquesne, «il existe en Afrique de l'Ouest des circuits maraîchers basés sur des systèmes agroécologiques diversifiés. Les approches sont variables mais se basent souvent sur les pratiques et savoirs paysans traditionnels, auxquels se rajoutent des techniques innovantes, notamment pour faire face aux aléas climatiques croissant. Ces systèmes restent malgré tout peu développés, du fait notamment d'un manque d'appui politique, lui-même lié à des conflits d'intérêt et un attrait pour le modèle productiviste chez les décideurs»<sup>2</sup>.*

**Les systèmes agroécologiques restent peu développés du fait d'un manque d'appui politique, lié à des conflits d'intérêt.**

Même discours chez Julie Hermesse, chercheuse au FNRS et à l'UCL, qui souligne que «s'ils sont globaux, ces modes de production restent très minoritaires. Le temps nécessaire pour reconverter les terres et des problèmes de liquidité monétaire font qu'ils sont le plus souvent dépendants de soutiens d'ONG ou de bailleurs.

<sup>2</sup> Voir notamment sur ce point l'initiative 3AO, mise en place en collaboration avec IPES Food : [http://www.ipes-food.org/\\_img/upload/files/3AO%20brochure\\_FR.pdf](http://www.ipes-food.org/_img/upload/files/3AO%20brochure_FR.pdf).

*Sur ce point, il ne faut d'ailleurs pas négliger le problème de "colonisation des idées", en imposant des modèles du Nord sans tenir compte de l'historique et des spécificités culturelles de chaque région. Dans tous les cas, on constate que la majorité de la production agricole en milieu (péri)urbain reste conventionnelle, souvent dopée aux phytosanitaires».*

Un exemple intéressant dans ce domaine est celui d'Enda Pronat, dans la zone périurbaine des Niayes au Sénégal. L'ONG accompagne une centaine d'organisations paysannes en maraîchage agroécologique et vente en circuit court, notamment via un label dénommé Agriculture saine et durable (ASD) inspiré du bio. Karfa Diallo, chargé de valorisation et commercialisation, explique que «ce label, qui garantit l'absence d'intrants chimiques, permet de valoriser des fruits et légumes de qualité supérieure, sur un marché de niche pour clients aisés. En moyenne 30% des fruits et légumes y sont écoulés, le reste est vendu aux intermédiaires habituels à un prix identique à celui des produits conventionnels».

## Avec quelle viabilité économique ?

La part relativement faible des produits valorisés sur les marchés les plus rémunérateurs illustre les difficultés pour installer des modèles de production viables économiquement. «Les producteurs maraîchers que nous accompagnons ont des revenus souvent très faibles», indique ainsi Karfa Diallo. «Mais c'est tout l'intérêt de ce combat: il faut maintenir une cohésion sociale et éviter que les petits producteurs ne gonflent les bidonvilles ou n'atterrissent dans des petits métiers encore plus précaires».

Sur cette question, «le Sud n'est pas nécessairement très différent de l'Europe» remarque Julie Hermesse. «Plusieurs travaux académiques récents ont démontré combien il était difficile de vivre du maraîchage sur petites surfaces, notamment en Belgique et en France<sup>3</sup>.»

<sup>3</sup> Voir notamment les travaux suivants:

Dumont A. 2017. *Analyse systémique des conditions de travail et d'emploi dans la production de légumes pour le marché du frais en Région wallonne (Belgique), dans une perspective de transition agroécologique*. Thèse de doctorat, UCL.

Morel K. 2018. *Viabilité des microfermes maraîchères biologiques*. Diffusion des principaux résultats de thèse. Rapport de recherche Inra, AgroParisTech, Université Paris-Saclay.

## Le programme de Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao)



Le CFSI et la Fondation de France ont lancé en 2009 le programme de Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao). Son objectif est d'identifier et de soutenir des projets innovants centrés sur l'accès de l'agriculture familiale aux marchés; sur le « consommer local » en favorisant les circuits courts ou l'accès au « bien manger »; sur le partage des expériences pour la viabilité de l'agriculture familiale à travers le monde et sur le changement d'échelle afin d'augmenter les parts de marché des produits et d'améliorer la rémunération des petits acteurs locaux.

« Une différence importante réside sans doute dans le profil sociologique des maraîchers européens. Ce sont souvent des néo-agriculteurs (nouveaux agriculteurs non-issus du monde agricole) au capital culturel élevé et qui se reconvertissent par choix idéologique en faveur de la transition des modèles agricoles ».

Dans les faits, « des statistiques sur la viabilité économique sont très difficiles à obtenir en Afrique de l'Ouest », indique Isabelle Duquesne. « Cela est dû à l'absence, le plus souvent, de système de comptabilité permettant de calculer un revenu. Quoiqu'il en soit, le maraîchage périurbain a l'avantage d'avoir un marché à portée de main, ce qui permet d'éviter les intermédiaires, de multiplier les débouchés et donc d'améliorer les revenus. »

### Comment améliorer l'accès aux marchés et les revenus des producteurs ?

C'est sur cette question de changement d'échelle que réside le principal enjeu selon K. Diallo : « Passer des marchés de niche aux marchés de masse, afin de mieux rémunérer les producteurs ». Son organisation a pour cela identifié plusieurs pistes, dont « la

### Le maraîchage périurbain permet d'éviter les intermédiaires de multiplier les débouchés – et donc d'améliorer les revenus.

démultiplication des marchés de niche, par exemple via des partenariats avec les communes urbaines, qui disposent de plus en plus de prérogatives en matière de gestion de l'espace public. Nous souhaiterions le faire aussi dans les quartiers moins nantis, au travers par exemple d'un projet de micro-jardinage. Une autre piste est de valoriser la qualité de nos produits labellisés ASD sur les marchés conventionnels. Nous comptons utiliser pour cela un système d'identification des sacs ou encore regrouper les produits dans un "parc agroécologique", au sein même des marchés. Afin de soutenir toutes ces activités de marketing et de recherche de marchés, nous avons mis en place en 2016 une coopérative de services, la Sell Sellal. »

Selon Isabelle Duquesne, ce type d'approche mixte niche vs. masse est assez fréquente chez les partenaires du programme

## Les systèmes alimentaires territorialisés

Les systèmes alimentaires territorialisés (SAT) sont des initiatives locales innovantes, notamment en termes de gouvernance et de gestion collective des ressources. Ils privilégient une agriculture familiale et des réseaux de petites entreprises agroalimentaires; valorisent les produits dans des filières de proximité et dans des circuits alternatifs de commercialisation; partagent la valeur ajoutée créée; inventent de nouveaux modèles de production respectueux de l'environnement et de la santé. Ils proviennent généralement d'initiatives de producteurs, de consommateurs et de mouvements associatifs, accompagnés par des démarches de politiques publiques territoriales (villes ou régions).

Pafao. « La logique niche permet de valoriser la qualité nutritionnelle, sanitaire, environnementale, ainsi que la plus grande quantité de travail derrière les produits agroécologiques. L'approche de masse, avec le maintien de prix relativement bas, les rend plus accessibles, sachant que moins d'intrants ont été utilisés et qu'ils se conservent souvent mieux que dans le conventionnel. »

### L'Afrique innove dans les démarches du consommer local.

Elle ajoute que « ce principe de segmentation de marchés, puis de modalités d'accès différenciées à ces marchés, peut se faire en propre par l'organisation ou via des intermédiaires ou en alliance avec d'autres acteurs. On observe par exemple des partenariats avec des petites entreprises de transformation (ex. purée de piments, tomates séchées), qui ont un accès privilégié à la clientèle urbaine, ou bien avec des revendeuses agréées, formées pour valoriser ces productions alternatives. Les marchés

institutionnels, du type cantines scolaires, sont une autre voie souvent explorée. Dans tous les cas, il existe un besoin croissant de mieux connaître les différentes catégories de consommateurs, et d'adapter en fonction les canaux de distribution, les gammes de produits et les formats de conditionnement. Au final, cette combinaison d'approches fait que la valeur ajoutée récupérée par les producteurs tend à augmenter ».

### Nécessité d'un meilleur soutien des autorités publiques

Même si elles sont moins répandues qu'en Europe, on observe donc en Afrique de l'Ouest toute une série d'innovations parmi ces démarches de « consommer local »: politiques marketing, de prix, d'accès aux marchés (ex. paniers paysans), d'identification des consommateurs, de sensibilisation et de certification. Ces innovations permettent aux paysans et à leurs organisations de mieux valoriser leurs produits, d'augmenter la satisfaction de leurs clients et *in fine* d'améliorer leurs conditions de vie.

Malgré tout, la situation de la majorité d'entre eux reste précaire, et les produits locaux ont toujours du mal à gagner la préférence des consommateurs et des parts de marché face aux produits importés. En dépit des programmes et politiques mentionnés plus haut, un soutien plus systématique des bailleurs et autorités publiques manque encore cruellement.

Sur ce point, K. Diallo mentionne tout une série de politiques encore à développer au Sénégal, telles que des « subventions aux intrants biologiques », « un encadrement technique et des formations en agroécologie », ou encore « la normalisation et la reconnaissance du biologique ». Il souligne plus particulièrement le besoin de « mieux réguler le foncier, notamment l'installation de la grande distribution », donnant l'exemple de « l'arrivée de plus d'une trentaine de supermarchés Auchan en trois ans, l'essentiel de leur offre étant importée ». Il ne fait guère de doute que la plupart de ces pistes de soutien public sont applicables aux autres pays d'Afrique de l'Ouest. ≡

Rédaction : Patrick Veillard

Que font les organisations paysannes et l'État congolais pour que les paysans se professionnalisent dans les filières vivrières et maraîchères ? Pas grand-chose, si pas rien du tout. Reportage en territoire de Lubero, au Nord-Kivu.

# Kivu : les maraîchers presque pas encadrés

Un reportage de Merveille Kakule Saliboko, journaliste au Kivu

Lubero, chef-lieu du territoire du même nom, province du Nord-Kivu, dans l'Est de la République démocratique du Congo. À la sortie de la cité, sur la route de Goma, une pancarte indique l'inspection de l'Agripel (agriculture, pêche et élevage). Au milieu de la vaste concession, une ancienne bâtisse, datant de l'époque coloniale, sert de bureau à l'inspecteur. Nous avons rendez-vous avec l'ingénieur Kaseraka Bakwanamaha Daniel, inspecteur de l'agriculture à Lubero.

« Dans chaque chefferie et secteur, on a des agronomes et vétérinaires pour accompagner et encadrer les paysans. On leur montre les nouvelles techniques culturales », explique Daniel. L'accompagnement n'est pas facturé, sauf exception comme des attributions de titres immobiliers ou des délimitations de champs.



Kaseraka Bakwanamaha Daniel  
Illustrations © Philippe de Kemmeter

## Statistiques peu fiables

L'une des activités de l'inspection territoriale de l'agriculture, pêche et élevage est d'établir les statistiques de la production, de la commercialisation et des prix. Les chiffres ne sont pas mis à la disposition du public. Après plusieurs tractations, l'inspecteur me permettra de prendre des photos des pages concernant les cultures maraîchères. Ainsi, pour le chou, il y aurait 37 734 planteurs avec une moyenne de 3 ares par planteur. D'après ce rapport, le rendement moyen est de 5 tonnes et demie par hectare. En 2018, 318 tonnes ont été commercialisées pour un prix moyen de 371 francs congolais par kilogramme.

Ça saute aux yeux : le tableau est parsemé de traits, signifiant que les données de telle ou telle autre chefferie manquent. Les 9 tableaux (ail, amarante, oignon, chou, chou-fleur, carotte, aubergine, tomate, poireau) que nous avons pu consulter sont ainsi remplis de traits dans plusieurs sections. L'inspecteur se défend : « Parfois, les statistiques ne sont pas correctes car c'est difficile de passer champ par champ. Aussi, nos agents ne sont pas payés. L'insécurité est grandissante dans de nombreuses campagnes. On écrit ce qu'on trouve et on essaye d'adapter ça aux réalités du moment. »

Surtout, cette extrapolation est ancienne, trop ancienne même. Mby Nlemvo Elysée est étudiant en sciences agronomiques et vétérinaires à l'Institut supérieur Sainte-

**FAIM ZÉRO  
EN RDC**





Mby Nlemvo Elysée

Croix de Mulo, non loin du chef-lieu du territoire de Lubero. Il a fait son stage académique à l'inspection de l'agriculture: «J'ai pu consulter tous les documents, notamment les rapports produits annuellement pour en faire une comparaison. Les chiffres ne changent pas depuis plus de 20 ans. Sur la couverture, on marque juste l'année et on imprime le rapport pour l'envoyer aux autorités hiérarchiques.»

## La recherche patine

Sur les hautes terres densément peuplées du territoire de Lubero, au Nord-Kivu, zone pourtant propice à des fortes productions maraîchères, également une zone à forte concentration humaine, la terre s'amenuise. Et les choux et autres cultures sont attaqués par des insectes. C'est pour répondre à ces défis que Mby Nlemvo Elysée, notre étudiant stagiaire de 24 ans, a décidé de mener des recherches sur la mise au point d'un produit biologique qui servira à la fois comme engrais, pesticide et fongicide. En attendant que ce produit quitte le stade de prototype, Bakwanamaha Daniel ironise: «L'État est là pour soutenir les paysans à produire en quantité en qualité. C'est ça la politique du gouvernement. L'objectif, c'est Faim Zéro en RDC.»

L'État dispose d'un Institut de recherche en agronomie, l'Institut national pour l'Étude et la Recherche agronomiques (Inera). La station de l'Inera au Nord-Kivu se trouve à Bikara, en territoire de Lubero mais «elle est foutue», d'après Charles Kitengera, ingénieur agronome et directeur du Centre d'adaptation et de production des semences améliorées (Capsa), un service public créé durant la période coloniale, en 1942, dont l'objectif est de «mettre à la

disposition des paysans des semences qui contribuent à l'amélioration de la production et au revenu des paysans».

Charles Kitengera affirme que son institution vendait des semences maraîchères... Oignons, poireaux, ails, choux sont encore visibles dans le domaine de Capsa, «mais c'est à titre personnel, pas dans le cadre de l'adaptation et production des semences». On est loin des années d'apogée, entre 1985 et 1990, avec la fameuse coopération Zaïre-Canada au cours de laquelle le Centre a renforcé la production des semences, a introduit de nouvelles variétés et a vu ses bâtiments réhabilités et électrifiés. Charles Kitengera confie: «Depuis 1990, nous œuvrons sans financement. Ce n'est pas facile car l'État ne paye que les salaires des agents.»



Charles Kitengera

## Lofepaco et les femmes vulnérables

Il faut donc enquêter ailleurs qu'auprès des services de l'État pour trouver quelques exemples qui fonctionnent. La Ligue des organisations des femmes paysannes du Congo, Lofepaco, appuie les femmes productrices de maïs, pomme de terre et légumes (oignon et poireau) depuis 2017. Avec l'appui d'Oxfam, ce projet vise à atteindre 1200 personnes en 2021, principalement dans les villages environnant Kipese, Kitsombiro en territoire de Lubero et Kyondo en territoire de Beni. Actuellement, il concerne 840 bénéficiaires. Selon l'ingénieur agronome Patient Mapendo, chargé des programmes de cette Ligue, ce projet porte sur plusieurs volets: appui aux organisations de base dans la gestion, appui dans l'organisation des assemblées générales,



Patient Mapendo

La commercialisation est organisée localement grâce aux organisations paysannes des villages, qui partagent l'information.

structuration des filières agricoles, cadre de concertation des acteurs, renforcement des productions, dotation en semences. « On vise à atteindre le bien-être des bénéficiaires », explique Patient. « Il n'est pas prévu de structuration en coopératives. »

Les questions de vente se font directement avec les organisations à la base. « La commercialisation est organisée localement. Les organisations paysannes sont situées au niveau des villages mais interconnectées pour avoir l'information », renseigne Patient Mapendo. La vente est groupée, insiste-t-il. Dans le cadre dudit projet, Lofepaco distribue gratuitement des intrants, comme les semences. « Pour être sélectionnée parmi nos bénéficiaires, il faut remplir le critère de vulnérabilité. Les premières semences sont données gratuitement. À la récolte, la femme bénéficiaire rembourse la semence à son organisation paysanne de base qui se chargera, à son tour, d'aller acheter les semences pour les redistribuer aux bénéficiaires ». Patient estime que le projet tel que conçu est durable. « Même après le projet, ceux qui auront amélioré leurs revenus peuvent s'acheter des semences », espère-t-il.

## Vendre mais à quel prix ?

Des projets comme celui de Lofepaco se veulent durables. Mais, après avoir été soutenues par le projet, de nombreuses bénéficiaires

ne sont toujours pas capables de voler de leurs propres ailes. C'est surtout vrai pour les projets dans lesquels s'opèrent des « distributions gratuites » des semences et autres matériels. Ce qui fait dire à un analyste que les organisations qui procèdent de la sorte créent en réalité de la dépendance chez les bénéficiaires. Kambale Kipasula, habitant de Lukanga, en territoire de Lubero, a été retenu dans un projet du Syndicat de défense des intérêts des paysans (Sydip) qui a pris fin en mai 2019. Avant cela, Kipasula



Kambale Kipasula

cultivait la canne à sucre. Pendant trois ans, il a tour à tour reçu des semences de poireau, oignon, chou, soja, carotte, chou-fleur, maïs et pomme de terre. « J'ai vraiment eu des bons résultats avec le chou et la pomme de terre. Comme les distributions de semences se faisaient au même moment, on produisait tous au même moment. Le grand problème est que les produits n'avaient pas de marché. Les prix chutaient. Et quand on posait la question relative au marché, on nous rétorquait qu'il faut d'abord manger sa production avant de penser à vendre car le projet a été conçu pour combattre la malnutrition dans la zone ». Kipasula, père de 7 enfants, confie que « les bénéficiaires ont encore besoin d'appuis ».

Kahambu Katovya Gisèle est vendeuse depuis huit mois dans la cantine d'intrants du Sydip à Lukanga. On y vend des produits agricoles et vétérinaires comme les semences, pesticides et fongicides autant que les engrais chimiques. « Les paysans prennent souvent des produits à crédit. Certains payent après récolte, d'autres non. Depuis la fin du projet, les paysans ne viennent



Kahambu Katovya Gisèle



Kavugho Concetta

plus s'approvisionner ici. Je peux dire que je n'ai plus de clientèle», dit la vendeuse avant de pointer: « Beaucoup de marchandises périssent à la cantine. Les commerçants locaux ont déjà envahi le marché. Ils vont s'approvisionner eux-mêmes à Kampala et leur prix est bas, comparé au nôtre. Et quand je veux vendre au même prix que les commerçants, mes supérieurs me disent que je vais faire des pertes. »

## Absence de vision commerciale

La même situation est vécue à la cantine du Sydip à Luotu. Kavugho Concetta s'occupe de la vente depuis 2013. Elle affirme que les produits ne sont plus vendus. Pas de clientèle, pas d'avantages particuliers pour les membres du Sydip si ce n'est d'avoir les produits à proximité. « Les membres ne viennent pas parce qu'ils pensent que la cantine leur appartient et que, de ce fait, ils doivent avoir gratuitement les produits. Et les rares fois où ils viennent ici, c'est pour le crédit et là, difficile de rembourser. Dix-sept membres ont des dettes ici », concède Kavugho. Pour elle aussi, la concurrence est rude et vendre relève de la chance. 49 ans, mère de huit enfants et membre du Sydip, Masika Koghere affirme qu'elle ne s'approvisionne pas à la cantine de son organisation car elle trouve la marchandise à bon prix dans la cité. « Là-bas, au moins, on a droit au rabais et autres avantages », dit-elle clairement. Pourtant, Balitenge Wangahemuka, président du Sydip, affirme-lui que le prix à la cantine est bas par rapport aux commerçants: « Supposons qu'un article coûte 0,6 USD, nous on le vend à 0,5 USD. »



Masika Koghere



Balitenge Wangahemuka

« Quand je veux vendre au même prix que les commerçants, on me dit que je vais faire des pertes ».

Kahambu Katovya Gisèle, vendeuse

À Luotu, Sydip a lancé une coopérative. Créée le 16 septembre 2013, la Coopérative des agriculteurs des vivres et légumes de Luotu, COO.A.V.L.Lu, devait avoir pour spécialité la commercialisation du haricot, du maïs et des légumes. Elle n'a jamais vraiment décollé. « Elle a fait la vente des légumes une seule fois et elle a connu des pertes », renseigne la vendeuse de la cantine. La cantine est attenante à l'entrepôt construit par l'ONG française Agrisud. Présentement, dans ce CCMI (centre de collecte et magasin d'intrants), il y a des cossettes de manioc. Sage Masinda, secrétaire général du Sydip reconnaît des défis énormes, notamment en termes de conservation des légumes et de recherche de marché. Selon lui, les producteurs de Luotu sont délaissés sur le plan coopératif. Ils sont peu accompagnés techniquement. Et là encore, les fréquences des visites des agronomes sont réduites. « La coopérative de Luotu patine. Elle n'affiche pas le dynamisme qu'on attend d'elle. Je pense que le problème nous revient aussi. Notre organisation, sans fonds internes, s'appuie sur les projets et s'y focalise, délaissant les membres qui ne sont pas concernés par les projets ». ☰

Les céréales incarnent particulièrement bien les enjeux de développement agricole au Burkina Faso. Comme la plupart de ses voisins de l'Afrique de l'Ouest, le Burkina connaît des crises alimentaires et nutritionnelles récurrentes et profondes. Ces crises mettent en évidence le paradoxe d'une économie essentiellement basée sur l'agriculture associée à une consommation importante de produits alimentaires importés.

# Trois scénarios pour la **filière céréalière**

Présentation par Zoé Brusselmans de son mémoire de fin d'études, intitulé « Analyse prospective de l'agriculture céréalière au Burkina Faso à l'horizon 2050 » (UCL).

**D**ans le cadre de mon mémoire, présenté à l'Université catholique de Louvain, j'ai choisi d'aborder le futur de l'agriculture burkinabè à travers la problématique des céréales. Le Burkina Faso est l'un des principaux bassins de production céréalière d'Afrique de l'Ouest. Sorgho, mil et maïs représentent les céréales qui y sont principalement cultivées. En moyenne sur les dix dernières années, le Burkina Faso couvre les besoins céréaliers de sa population à raison de 109%. Paradoxalement, la sécurité alimentaire n'est pas assurée chaque année.

L'agriculture céréalière burkinabè est par ailleurs essentiellement basée sur la traction animale. L'accès aux animaux de traction et aux équipements mécanisés est pourtant mal réparti. Peu de ménages agricoles possèdent le train complet d'équipements mécanisés tractés, et une fraction encore moindre possède un tracteur.

<sup>1</sup> La démarche adoptée par l'étude de Zoé Brusselmans se base sur celle mise au point par Solagro (France) pour la réalisation de son étude Afterres2050, mais a bien entendu été adaptée au contexte burkinabè.

## Les agropoles ou les filières de l'agriculture familiale ?

En Afrique subsaharienne, les gouvernements adoptent depuis quelques années des politiques nationales qui encouragent la création de pôles de croissance. Ces derniers, aussi appelés agropoles, présentent de nombreuses conditions avantageuses visant à attirer les investisseurs privés, dont notamment des infrastructures de soutien à la production, à la transformation et à la commercialisation des matières premières agricoles et des facilités réglementaires, législatives, douanières et/ou fiscales.

La logique de partenariat public-privé place les gros investisseurs privés en position de force au niveau de la gouvernance, de la définition des objectifs et de la mise en œuvre de ces projets. Les acteurs de l'agriculture familiale n'ont que peu de poids face à eux et le développement des agropoles ne nourrit que rarement leurs intérêts.

La capacité des agropoles à répondre aux enjeux actuels de sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations urbaines et rurales, de lutter contre la pauvreté et de créer des emplois dans le milieu rural est régulièrement remise en cause par certains acteurs du monde agricole de l'Afrique subsaharienne.



Le Burkina Faso est régulièrement pris comme cas d'étude au sujet des agropoles parce qu'il est engagé depuis quelques années dans plusieurs projets qui affirment cette orientation stratégique prise par le gouvernement. En 2019, le modèle d'agriculture qu'ils incarnent ne représente toutefois qu'environ 1% des surfaces agricoles burkinabè.

Le développement de l'agriculture céréalière au Burkina Faso pourrait s'orienter soit vers un soutien à l'agriculture familiale, soit vers un appui croissant au développement des agropoles et de l'agriculture patronale, dans des exploitations qui se distinguent par un recours structurel au travail salarié permanent. Des acteurs variés s'attellent à définir quelle voie serait la plus adaptée pour

## Quel type d'agriculture céréalière pour alimenter à la fois urbains et ruraux, quantitativement et qualitativement ?

atteindre les objectifs de sécurité alimentaire et de développement durable des décennies à venir, proposant autant d'initiatives concrètes de développement que de visions de celui-ci.

Reconnecter ces acteurs et projets de différentes échelles et leur permettre de communiquer autour d'une vision commune contribuerait à un développement coordonné de la filière céréalière burkinabè.

### Le scénario habituel ou des alternatives ?

L'échelle d'étude choisie dans le mémoire est celle des modes de production des céréales au Burkina Faso. Un mode de production est un ensemble de choix techniques qui orientent la manière de produire d'un exploitant et les résultats qu'il obtient. Le mode de production est une porte d'entrée qui ne s'attarde pas sur les pratiques individuelles mises en place à l'échelle d'une parcelle ou

d'une exploitation tout en permettant de ne pas se perdre dans des politiques nationales ou des flux internationaux qui tendent souvent à homogénéiser l'agriculture.

L'originalité de l'étude réside dans son caractère prospectif. Le principe d'un exercice prospectif consiste en une modélisation de scénarios pour le futur à partir d'un état des lieux actuel du secteur. Ici, l'horizon de prospection choisi est 2050.

À travers trois scénarios, différentes visions sont fournies.

- | Le premier scénario est tendanciel ; il prolonge l'évolution du secteur suivant la tendance actuelle.
- | Le second scénario introduit un facteur de soutien marqué à l'agriculture familiale.
- | À l'inverse, le troisième scénario encourage le développement de l'agriculture patronale à travers les agropoles qui se multiplient et s'étendent.
- | L'analyse de ces trois scénarios a permis de mettre en évidence les principaux défis que les politiques de développement seront amenées à relever.

### Les défis ruraux, urbains, climatiques et démographiques

Les projections socio-économiques fournies par les Nations unies et la Banque mondiale suggèrent une augmentation démographique et une urbanisation croissante pour les trente prochaines années au Burkina Faso. Quel type d'agriculture sera capable de produire des céréales en quantités suffisantes pour alimenter à la fois les populations urbaines et rurales ?

Les quantités de céréales consommées chaque jour dans les grandes villes ouest-africaines augmentant à vive allure, il y a là un marché en pleine expansion à saisir. Les céréales, aliments de base des populations urbaines burkinabè, ne peuvent être produites en quantités suffisantes par l'agriculture urbaine et périurbaine et sont inévitablement (en partie du moins) produites par l'agriculture rurale.

Certaines céréales, en particulier le riz et le blé, sont produites en quantités largement insuffisantes pour répondre à la demande croissante qu'elles rencontrent.

## L'importation commerciale de céréales représente encore une rude concurrence pour la production nationale.

Mais l'agriculture familiale et l'agriculture urbaine et périurbaine ne sont pas seules sur le marché de l'approvisionnement des villes en céréales. L'importation commerciale de céréales représente une part croissante des ressources céréalières disponibles. Elle représente une sérieuse concurrence pour la production céréalière nationale. La question est de savoir quel mode de production sera suffisamment performant pour pouvoir proposer des céréales burkinabè à un prix compétitif sur le marché.

Il faut également s'attendre à une hausse des événements climatiques extrêmes au cours des prochaines décennies. Inévitablement, les incertitudes agricoles augmenteront, rendant la sécurité alimentaire des populations plus incertaine dans les régions particulièrement touchées. À cela s'ajoute une lente mais constante dégradation des terres agricoles.

Enfin, la répartition des terres entre agriculture vivrière et agriculture de rente restera un enjeu de taille. Un équilibre entre ces deux types d'agriculture devra être trouvé pour atteindre un état dynamique de sécurité alimentaire. Or, les agropoles allouent une part de leurs superficies à des cultures de rente qui sont destinées à l'export et dont les populations locales ne voient ni les bénéfices économiques ni les bénéfices alimentaires.

### L'allocation des ressources céréalières au centre des enjeux

Des acteurs aux origines et aux moyens contrastés se font face pour saisir leur part dans la croissance du marché. Qui parviendra, de l'agriculture familiale et de l'agriculture patronale, à rencontrer les exigences imposées aux céréales en termes de quantités, de nature, de disponibilité et de prix peu élevé ?



Ensuite, les céréales stockées, produites et importées dans le pays représentent un total de ressources limitées à partager entre des utilisations variées : consommation humaine et animale, exportation, transformation non alimentaire, etc. Décider de l'allocation des ressources céréalières limitées est un enjeu central de la sécurité alimentaire de la population burkinabè pour les décennies à venir.

Car produire de grandes quantités de céréales n'assure pas la sécurité alimentaire d'une population. Encore faut-il qu'une part suffisante des volumes produits soit destinée à l'alimentation humaine. L'augmentation actuelle de la part de céréales destinées à l'alimentation animale et aux industries de transformation brassicole et d'agrocarburants fait craindre une redistribution inadéquate des céréales entre leurs différentes utilisations.

## Culture de rente ou vivrière ?

Le modèle de l'agriculture moderne et intensive porté par le troisième scénario favorisant le développement des agropoles s'accompagne d'une simplification des systèmes agricoles : la rotation coton-maïs occupe l'écrasante majorité des terres, au détriment des autres cultures céréalières (mil et sorgho essentiellement). En cas de crise phytosanitaire touchant la culture de maïs, comment ces systèmes de production simplifiés pourront-ils faire preuve de résilience ? La question du maintien de la fertilité des terres se pose également, avec le maïs, culture à haut potentiel, dans un contexte de sols déjà dégradés.

Les rendements  
de l'intensif sont élevés.  
Mais son prix environnemental  
et social l'est tout autant.

Les rendements du maïs et du coton en agriculture intensive sont élevés. Mais le prix environnemental et social de telles productions l'est également. En effet, les personnes employées par les exploitations patronales des agropoles font généralement face à des conditions de travail pour le moins douteuses. Le risque sanitaire que les ouvriers encourent dans des exploitations faisant un usage récurrent des pesticides, la faiblesse des clauses de protection de leurs contrats, ou encore le salaire très bas qu'ils perçoivent en sont quelques illustrations. En fait, les populations rurales engagées comme ouvriers agricoles dans les agropoles sont une main-d'œuvre à bas coût qui représente une véritable opportunité d'exploitation pour le modèle patronal.

## Une accélération du cours des événements

Un changement est en marche. Celui-ci n'est pas nouveau. Mais la rapidité des échanges au niveau mondial, les enjeux financiers et fonciers que représente l'approvisionnement en aliments de base des grandes villes

ouest-africaines ainsi que la perception de plus en plus forte des conséquences du changement climatique pourraient bien accélérer le cours des événements.

Les céréales au Burkina Faso incarnent un véritable levier d'évolution pour l'agriculture burkinabè et, même au-delà, pour la société burkinabè. En choisissant d'appuyer l'un ou l'autre des modèles d'agriculture, l'État burkinabè et les bailleurs de fonds publics et privés, nationaux et étrangers orienteront l'organisation des systèmes agricoles burkinabè vers l'une ou l'autre des pistes envisagées dans les scénarios présentés.

Dans tous les cas, il semble que l'agriculture familiale, plus présente dans le second scénario, jouera un rôle clef pour relever les défis futurs. La combinaison des enjeux sociaux, écologiques et économiques auxquels elle pourrait répondre est un encouragement à mieux la valoriser. Elle ne pourra en effet déployer toutes ses capacités et ses impacts positifs que si elle est reconnue et largement soutenue par les politiques de développement agricole des prochaines décennies.

## Quelle coopération internationale ?

En marge des considérations agricoles étudiées au cours de ce travail, une réflexion autour de la place des universités et de la recherche dans des contextes de crises a été abordée. Quelle forme la coopération universitaire internationale peut-elle adopter lorsqu'un pays se retrouve soudainement en situation de conflit ? Autour du cas du Burkina Faso, la dimension éthique de ce mémoire a été maintes fois discutée. Il nous a semblé juste d'affirmer que le rôle de la recherche et des universités devrait dépasser les situations de crises que traversent les sociétés humaines. Dans ce sens, la collaboration et le maintien de relations humaines par-delà les frontières sont apparus comme des valeurs portées par l'Université, et le sujet de ce mémoire a été maintenu. ≡

Rédaction : Zoé Brusselmans

## DOSSIER

L'agroforesterie permet à la fois de maintenir une filière menacée (le café) et de diversifier ses sources de revenus. Mais le devenir de l'agroforesterie est conditionné par son intérêt économique. Depuis 2011, l'Association des organisations de producteurs écologiques de Bolivie (Aopeb) promeut et met en place ce système qui mise sur la cohabitation des plantations ligneuses (arbres, arbustes), des cultures agricoles et des animaux.

# Bolivie : L'agroforesterie entre doutes et perspectives

**L**es producteurs de café ont la vie dure en Bolivie. Il y a cinq ans, la rouille ravageait 70% des plants de café de la région de Caranavi. Perchée dans les Yungas à une altitude qui oscille entre 1300 et 2000 mètres, cette région concentre 80% de la production nationale de café. L'épidémie a occasionné de nombreuses reconversions

L'agroforesterie propose un défrichage manuel, un travail intense mais qui préserve la vie du sol.

du café vers la coca. C'est dans ce contexte que l'Aopeb propose la mise en place de systèmes agroforestiers afin d'ouvrir d'autres perspectives aux producteurs de café. Ces perspectives se dessinent mais sont encore liées à certains enjeux tels que la sélection et l'amélioration génétique de variétés résistantes ou la démonstration de l'impact

positif en matières sociale, économique et environnementale de l'agroforesterie. Dans un cas comme dans l'autre, la science et la recherche ont un rôle crucial à jouer.

## Pourquoi l'agroforesterie ?

Dans les Yungas, la saison des pluies bat son plein de janvier à mars. Les précipitations y sont violentes et intenses et les terrains très accidentés en proie à une érosion terrible. Dans ce contexte, les méthodes agricoles elles-mêmes ont aussi leur conséquences. Ainsi, la pratique traditionnelle qui consiste à brûler un champ pour le défricher n'est pas étrangère au problème d'érosion. Le fait de brûler tue tout, y compris la vie microbienne du sol pourtant déjà très pauvre dans la zone. L'agroforesterie quant à elle propose un défrichage manuel, certes intense en main-d'œuvre, mais qui préserve la vie du sol. Un avantage écologique essentiel pour la pérennité des activités agricoles.

La diversification est d'autant plus cruciale que le café est une culture annuelle qui ne donne une première récolte qu'après trois ans. Sur une parcelle, l'agroforesterie permet d'ajouter aux plants de café des cultures court-terme comme le haricot ou le maïs et donc de dégager d'autres sources

de revenus les deux premières années. Lorsque les plants de café grandissent, les arbres tel que les bananiers, cèdres et mandariniers peuvent y être associés. Au-delà des perspectives financières, la biodiversité permet de lutter contre l'érosion des sols en absorbant efficacement l'eau des crues, en captant du carbone et en offrant de l'ombre au café.

## Plus d'autonomie

L'agroforesterie (englobée dans le concept plus large d'agroécologie) offre également aux producteurs une plus grande autonomie en matière d'accès aux intrants. L'Aoepb accompagne ainsi les producteurs depuis la sélection de semences endogènes résistantes jusqu'à la production d'engrais ou de biopesticides. Les producteurs de café apprennent à faire de l'engrais à base de fientes de poules pour enrichir le sol. À l'école de l'Aoepb, on apprend à fabriquer des micro-organismes de montagne, comme l'explique Janhet: «*J'ai appris à fabriquer mes propres intrants biologiques. Je laisse fermenter dans une grande bassine fermée et opaque, à l'abri de la lumière, de l'humus avec du sucre. Puis, j'y ajoute de l'eau. Je pulvérise ensuite mes plants avec ce liquide. Cela permet d'activer les micro-organismes du sol et ainsi améliorer sa vie microbienne.*»

Maritza Quintanilla, une des participantes de l'école de l'Aoepb, témoigne de l'intérêt de l'approche: «*Ce que j'ai aimé surtout, c'est l'approche très pratique. Préparer son terrain sans le brûler, apprendre à faire sa pépinière, mettre en place des barrières vives pour lutter contre l'érosion...*»

Une équipe d'ingénieurs agronomes assure le suivi sur les parcelles des producteurs. Cette approche *in situ* est très appréciée des producteurs. Car si les enseignements sont précieux, une fois dans la parcelle, les défis sont nombreux.

Démétrio, Ingénieur agronome de l'Aoepb s'exprime sur l'enjeu de sélection génétique: «*Les analyses de sol effectuées montrent que le sol est très acide dans la zone, nous devons travailler à rendre le sol plus neutre. Il faut l'amender avec de la chaux pour le rééquilibrer. Au-delà de cette solution technique, nous devons corriger le problème en amont, sélectionner des variétés résistantes et obtenir des variétés pures. Autre enjeu*



Angelica Palero  
Illustration © Philippe de Kemmeter

## L'agroécologie offre une grande autonomie en matière d'intrants.

*crucial, doser le niveau d'ombrage au sein de chaque parcelle. Pour s'épanouir dans les meilleures conditions, le plant de café doit avoir un niveau d'ombrage entre 20 et 40 %.*»

Angelica Palero est membre de la coopérative la Pachamama: «*Je cultive le café depuis peu sur une petite parcelle de 25 ares. Rien que pour préparer mon terrain cela a représenté un lourd travail de désherbage que je n'ai pu réaliser seule car j'ai un bébé de quelques mois. J'ai donc contracté de la main-d'œuvre pour m'appuyer dans la préparation du terrain. Mon mari travaille dans la construction et c'est grâce à son revenu que nous avons pu acheter la parcelle*



Ana Vera et son mari Victor Quispe  
Illustration © Philippe de Kemmeter

et payer la main-d'œuvre. J'ai récolté beaucoup de café étant enfant et j'ai eu envie de continuer cette culture. Ce qui est important pour moi c'est l'accompagnement sur le terrain. Car j'ai besoin de conseils que ce soit pour identifier les arbres à garder, le niveau d'ombrage idéal, vérifier la santé de mes plants. Je dois renforcer mes capacités pour reconnaître les maladies et identifier les variétés résistantes aux maladies. »

En plus de l'activité agricole, Ana Vera tient un petit commerce pour compléter les revenus du couple, qui a huit enfants.

Quelles filières choisir, pour vendre à quel prix ?

Malgré les différents avantages proposés par l'agroforesterie et les premiers résultats encourageants, ce n'est pas pour autant la panacée. Les cultures de café sont implan-



tées sur des terrains très accidentés, difficiles d'accès, parfois fort morcelés et éloignés les uns des autres. Le temps de travail pour le désherbage est énorme. Et la rouille a porté le coup de grâce. Ces dernières années, les producteurs abandonnent la filière au profit d'autres plus rentables comme la coca.

Les parcelles d'Ana Vera et son mari Victor à Coroico sont situées à deux heures de route de Caranavi. Ils possèdent quatre parcelles et sont occupés à désherber l'une d'elles. Les trois autres sont à une demi-heure de marche. En plus de l'activité agricole, Ana Vera tient un petit commerce ambulancier pour compléter les revenus de la famille, qui compte huit enfants. Son mari est déçu : « Nos parcelles sont petites. La vente de notre production, c'est comme un pourboire. Le café ne donne qu'une récolte par an. On ne produit que 240 kg par an. On ne peut pas vivre de cela. Je dois travailler dans la construction pour avoir un reve-

*nu suffisant. Je ne peux pas miser tout sur le café. J'ai envie de me lancer dans la coca, elle donne 3 à 4 récoltes par an et est bien plus rentable. La livre est à 65 bolivianos (8.49€) pour la coca contre 5 bolivianos pour le café (0.65€)».*

Victor n'est pas seul à penser ainsi, les membres de la coopérative confirment la tendance. Dans la région de Coroïco, trois producteurs sur quatre ont cessé le café après l'attaque de la rouille et se sont tournés vers la coca, beaucoup plus rentable. Mais la coca, c'est à nouveau une agriculture sur brûlis, l'utilisation de produits chimiques... Bref, un tout autre modèle.

Et l'argument financier pèse lourd dans la balance. L'agroforesterie doit encore faire ses preuves et démontrer l'intérêt économique qu'elle revêt comme l'atteste Edgar, ingénieur agronome à l'Aopeb en charge du suivi des producteurs de café: *« Il manque des parcelles d'expérimentation qui démontrent aux producteurs la rentabilité et l'intérêt de ce système, des ateliers de renforcement de capacités en gestion financière afin que les producteurs maîtrisent mieux leurs coûts de production et réalisent des plans financiers annuels. Le producteur vit de la vente de sa production: si on lui démontre que grâce à la diversification proposée par l'agroforesterie, il améliore sa rentabilité, alors c'est gagné. »*

## Documenter et objectiver

Le devenir de l'agroforesterie est donc conditionné par son intérêt économique, nerf de la guerre pour les producteurs de café comme pour bien d'autres filières. Malgré les bienfaits environnementaux avérés, cela ne suffit pas pour un producteur de café. Il faut pouvoir démontrer également l'intérêt financier de l'approche.

L'approche a justement comme spécificité d'être au carrefour des savoirs paysans et de la science. Cette dernière a un rôle crucial à jouer quant aux défis qui se dessinent. Elle peut objectiver et documenter l'intérêt de l'agroécologie. Cette attente est bien prise en compte par les acteurs qui promotionnent l'agroécologie. C'est ainsi qu'une étude de terrain collaborative entre l'UCL et l'Umsa (Université de La Paz) est réalisée auprès des producteurs de café en vue d'évaluer les impacts sociaux, économiques et environnementaux des systèmes agroforestiers. D'ici à

la fin 2019, trois cents exploitations seront passées au crible et réparties entre trois modèles: un conventionnel qui recourt aux produits chimiques, un modèle traditionnel qui pratique le brûlis et un modèle agroécologique avec l'approche agroforestière.

Plus concrètement, il s'agit pour le volet environnemental de se pencher sur la fertilité des sols. Au niveau social, l'étude s'intéressera aux perspectives d'emploi agricole dans la région, à la répartition des rôles dans

## Le devenir de l'agroforesterie est conditionné par son intérêt économique, nerf de la guerre.

le travail agricole, à la migration très liée à la question de l'emploi. Sur le plan économique, la rentabilité sera questionnée pour évaluer les dépenses et rentrées financières des exploitations.

La question de la rentabilité du modèle agroécologique est cruciale mais doit être perçue plus largement que dans sa dimension purement économique, la rentabilité peut et doit aussi être comprise dans ses dimensions sociales et environnementales. La difficulté est que la rentabilité économique prime au niveau des unités familiales. C'est donc dans ces différentes dimensions que l'intérêt de l'approche agroforestière sera interrogé. D'autres collaborations avec les milieux académiques pourront s'avérer utiles pour identifier les variétés les plus résistantes voire les améliorer par un processus de sélection. C'est à ce prix que les producteurs de café se maintiendront dans la filière et résisteront aux sirènes de la coca... ☰

Rédaction : Clémentine Rasquin

## DOSSIER

L'agriculture ouest-africaine a été longtemps marquée par les cultures de rente, présentées comme « moteur de développement ». Après les grandes sécheresses des années 1970, l'emprise des produits de rente s'est quelque peu estompée en faveur des cultures vivrières. Des actions ont été menées localement pour se libérer des importations alimentaires. Mais les progrès sont restés insuffisants face à la « puissance de frappe » du secteur agro-industriel.

# Transformer l'aval des filières vivrières ouest-africaines

Cet article résume quelques contributions du n° 75 de la revue « Grain de sel »\* consacré aux enjeux liés à la transformation de l'économie alimentaire dans les États d'Afrique de l'Ouest, en donnant la parole aux acteurs et en présentant diverses initiatives privilégiant une agriculture familiale.

\* Grain de Sel N°75 - L'aval des filières vivrières, une opportunité pour les agricultures familiales en Afrique de l'Ouest ? paru le 11 août 2018, 17 articles : <http://www.inter-reseaux.org/publications/revue-grain-de-sel/no75-l-aval-des-filières-vivrières/>

Les entreprises étrangères, multinationales, lobbys et autres fondations philanthropiques se mêlent d'influencer en amont la production locale à leur plus grand avantage. Les agriculteurs et les Organisations paysannes (OP) doivent donc, face aux nouvelles exigences caractérisant le marché régional, opérer les transformations internes nécessaires dans leur secteur et s'investir dans la transformation des circuits situés en aval de leur filière, y prendre une plus grande responsabilité, pour y garantir une juste répartition des valeurs.

L'agriculture familiale est confrontée à la transformation de l'économie alimentaire: l'accélération de l'urbanisation a créé de nouveaux défis à relever. L'Afrique de l'Ouest connaît des

changements profonds de sa demande en produits alimentaires et de ses modes de consommation. L'aval des filières doit être en mesure de répondre aux nouvelles demandes en produits alimentaires. Les filières vivrières agricoles (notamment laitière, maraîchère et céréalière) ont des opportunités de développement.

Les jeunes ont de fortes difficultés à trouver de l'emploi. Ce contexte interroge la capacité des filières agricoles à fournir des emplois décents. Alain Sy Traoré<sup>1</sup>, directeur de l'Agriculture et du développement rural au sein de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), souligne à ce propos le rôle des pouvoirs publics. L'agriculture « est le secteur le plus pourvoyeur d'emplois, mais il nécessite que les chambres de commerce et d'industrie mettent en place des formations professionnelles en technologies alimentaires de niveau intermédiaire. »

## Les micro-entreprises au cœur de la valeur ajoutée

Développer des entreprises agroalimentaires permettrait de répondre au double défi d'approvisionnement des marchés urbains et de création de revenus et d'em-

<sup>1</sup> Egalement directeur de l'Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA)

plais<sup>2</sup>. Mais quelles sont les caractéristiques et contraintes de ces entreprises ? Peuvent-elles jouer un rôle moteur pour l'agriculture familiale en lui offrant un meilleur accès au marché et en assurant une hausse de la valeur ajoutée locale ?

Selon Alain Sy Traoré, cet aval « est très faiblement structuré du fait de la nature des entreprises qui composent le tissu industriel du secteur agricole. Ce sont en majorité des micros ou petites entreprises du secteur informel (...) » Ces micro-entreprises jouent un rôle central dans l'approvisionnement

## Les micro-entreprises sont une source de revenus et d'auto-emplois pour les familles.

des villes en visant des marchés de masse. Elles se caractérisent par leur petite taille et leurs activités individuelles ou familiales occupant 1 à 2 personnes, par la mise en œuvre de procédés simples issus d'un savoir-faire culinaire souvent transmis de mère à fille. La vente se fait directement, en vrac, dans la rue et sur les marchés de produits secs et humides (prêts à consommer). Les micro-entreprises ont recours à l'artisanat de prestation de services pour les opérations mécaniques effectuées dans des ateliers de décorticage, mouture, râpe, pressage, etc.

Ces ateliers sont nombreux en milieu urbain. Les produits commercialisés sont souvent d'origine locale et très diversifiés : sorgho, maïs et riz locaux, racines et tubercules, poissons et viandes fumés et/ou séchés, huiles d'arachide ou de palme non raffinées, lait fermenté, beurre, fromage séché, jus de fruit traditionnels, etc. Quelques aliments sont à base de produits importés comme le pain artisanal en milieu rural et les beignets ou encore le lait caillé.

Les micro-entreprises artisanales sont souvent informelles. Elles emploient plusieurs milliers de personnes en milieu urbain, et offrent des activités saisonnières dans les villages. Les produits artisanaux couvrent en fait des marchés beaucoup plus importants que les produits industriels.

Les États et leurs partenaires considèrent souvent leur intervention comme difficile et peu pertinente, du fait du manque de structuration, du grand nombre d'unités, et de la faible rémunération du travail. Les micro-entreprises constituent pourtant une source de revenus et d'auto-emplois pour de nombreuses familles. Leur modernisation est donc essentielle pour s'adapter à de nouvelles formes de commercialisation en ville. Les questions de qualité sanitaire sont cruciales.

## Les moyennes entreprises en difficulté

Les grandes entreprises locales sont peu nombreuses en Afrique de l'Ouest. Elles sont actives dans les filières « boissons » (bières, jus de fruits à base de pulpe importée, boissons gazeuses sucrées à base de préparations importées, eaux minérales), farine, biscuits, pâtes (minoteries, biscuiteries à partir de blé importé), produits laitiers (yaourt, lait à partir de poudre de lait importée), sucre, concentré de tomates, huiles, condiments (mayonnaise, cubes).

Elles se positionnent sur des marchés « de masse » et valorisent peu la production locale hormis pour la production de sucre et d'huile de palme, les plantations appartenant généralement à l'industrie.

On notera aussi, dans la filière lait, l'implantation ou le rachat d'usines de transformation par des grands groupes internationaux. Leur objectif principal est notamment d'y fabriquer des produits laitiers à partir de poudre de lait réengraissée importée et parfois d'une petite part de lait local.

Les moyennes entreprises ne semblent pas se développer. Du fait de leur capacité de production, elles visent généralement des marchés de masse (lait, eau en sachet, condiments, pâte d'arachide) et entrent en compétition avec les grosses industries. Si au Ghana elles se sont développées dans des filières locales avec l'appui de l'État, pour la transformation des céréales (farine de riz et

2 Cécile Broutin, Martine François : [http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/gds75\\_pages16-18\\_entreprises.pdf](http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/gds75_pages16-18_entreprises.pdf)



Illustrations © Yves Dewulf



## Distribution alimentaire digitale en Afrique de l'Ouest

Alors que l'agriculture représente 70 % des emplois en Afrique de l'Ouest, les plateformes numériques permettraient des gains de productivité importants : elles offrent aux agriculteurs des informations météorologiques plus fiables, les tiennent informés de l'état des récoltes, leur proposent un ensemble de services (crédit, assurance, conseil, etc.) et les connectent à de nouveaux marchés.

Mais cette croissance permet-elle un approvisionnement en produits locaux pour le plus grand nombre ? Il faut pour cela mettre en place les réglementations nationales, résoudre les problèmes d'accès à l'internet en milieu rural, où se trouvent la majorité des producteurs, et développer les compétences techniques des producteurs dans la gestion des plateformes numériques.

Actuellement, les plateformes numériques du secteur agroalimentaire en Afrique de l'Ouest servent à mettre en contact une offre et une demande en

produits alimentaires. Qui sont alors les acheteurs qui ont recours à ce type de services ?

Selon Papa Mor Niane, fondateur d'Agromarket au Sénégal, « les clients sont variés, ça peut être des hôtels, des restaurants, des usines de transformation de produits agricoles, des grossistes, voire même des particuliers de la classe moyenne dakaroise... Le Sénégal est un pays qui importe énormément malgré sa forte production locale, et au final le consommateur privilégie les produits étrangers. »

Ces plateformes vont-elles rester l'apanage d'une certaine catégorie de la population ? Des efforts sont menés « avec des campagnes de sensibilisation au consommer local, ça évolue petit à petit », affirme Papa Mor Niane.



## La capacité à valoriser la production est meilleure dans les micro- et petites entreprises agroalimentaires.

de manioc, boulangerie), du manioc (séché, en farine et pâtisseries), des fruits (en jus et confitures), des légumes (concentré de tomates, légumes en conserve), et la production d'alcools locaux, le phénomène est plus rare dans les autres pays.

Ces rares entreprises de taille moyenne ont des difficultés pour collecter des volumes suffisants de matière première, du fait d'une production souvent atomisée et qui a du mal à croître vite pour répondre aux besoins de l'entreprise, notamment dans le cas de la production laitière. Celles qui valorisent la production locale rencontrent des difficultés à répondre à toutes les exigences en matière de législation fiscale et de législation du travail. Elles sont peu compétitives face à des industries qui transforment la matière première importée, souvent moins chère.

La capacité à valoriser la production se situe davantage au niveau des micro- et petites entreprises agroalimentaires. Celles-ci constituent la base réelle d'un secteur privé en mesure d'augmenter la valeur ajoutée des filières, d'approvisionner les marchés et de générer des emplois en zones rurales et urbaines.

## Les enjeux pour les organisations paysannes

Comment les Organisations paysannes (OP) peuvent-elles faire face aux défis de l'aval ? Léopold Lokossou, agriculteur et président de la plateforme béninoise du Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (Roppa) est bien placé pour répondre à cette question : « Au Bénin, depuis les années 1990, l'État s'est désengagé du secteur agricole en demandant aux OP de se prendre en charge. En parallèle, les filières se sont structurées et l'État a voulu que les OP se réunissent pour commercialiser par elles-mêmes. Mais le problème de l'accès aux marchés se posait toujours. Pour les producteurs, la solution résidait dans une structuration en coopératives (...). C'est seulement à partir de 2002 que les industriels ont reconnu les coopératives comme source d'approvisionnement principale pour les matières premières. »

Quelles stratégies les OP doivent-elles mettre en œuvre pour un meilleur accès aux marchés ? « Les OP doivent se positionner sur l'aval de manière à réduire le caractère très atomisé de l'offre. Pour ce faire, elles peuvent regrouper leurs produits et passer par les coopératives pour une mise en marché collective (...) » Les OP défendent la promotion et la protection du marché local et régional par l'adoption de règles claires et prévisibles dans l'espace ouest-africain.

Mais quel est le pouvoir de négociation d'une OP ? « Les producteurs n'ont pas accès aux mêmes informations que les industriels sur les mécanismes de fixation des prix sur le marché international, ou sur l'existence des concurrents (...). Il faut plus de transparence et un renforcement des capacités des membres des coopératives pour être en mesure de mieux négocier les prix. »

Une professionnalisation est-elle dès lors souhaitable ? « En fait, les OP ont les capacités d'être présentes à la fois sur des aspects

## Les producteurs n'ont pas accès aux mêmes informations que les industriels sur la fixation des prix au niveau international.

*techniques de l'aval (en recrutant des techniciens) et sur des aspects plus politiques, de défense « syndicale », gérés par les leaders. Le modèle de l'interprofession se développe de plus en plus pour structurer les filières de production (...) Si les producteurs s'en sentent capables, ils peuvent investir dans la transformation pour accroître la valeur ajoutée du produit qu'ils mettent sur le marché. Beaucoup de coopératives de producteurs suivent cette option de nos jours, notamment pour le riz. »*

Et faut-il envisager une spécialisation par type de filière ? « Bien sûr. Au Bénin, toutes les filières sont organisées, de la base au niveau national. Les spécificités de chaque filière sont ainsi mieux prises en compte. » Les riziculteurs du Bénin ont par exemple mené un plaidoyer pour livrer leurs produits aux structures administratives du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche. « L'opération a bien marché, même si l'État continue de leur devoir de l'argent (...) »

## Des objectifs coopératifs communs

Les coopératives agricoles sont en tout cas des acteurs stratégiques participant à l'évolution des modes de production et de distribution<sup>3</sup>. Des coopératives européennes mobilisent également leurs savoir-faire en Afrique pour créer des partenariats intercontinentaux assurant l'accompagnement technique des agriculteurs, la structuration

<sup>3</sup> Maud Anjuere, Rachel Blumel, François Doligez : [http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/gds75\\_pages28-30\\_cooperatives.pdf](http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/gds75_pages28-30_cooperatives.pdf)

des filières et la valorisation de la production agricole. Ces partenariats peuvent prendre différentes formes (relations commerciales, mécénat, partenariats de recherche ou investissements conjoints).

Les investissements doivent être réalisés par les organisations collectives d'agriculteurs pour garantir une répartition équitable de la création de valeur. La juste répartition de la valeur ajoutée dans les prix payés aux producteurs est un sujet partagé par de nombreux acteurs, en Europe comme en Afrique de l'Ouest.

## L'essor de la grande distribution pourrait peser à terme sur l'emploi des jeunes et des femmes.

Ibrahim Adama Diallo, président de l'Union nationale des minilaiteries et producteurs du lait local au Burkina Faso (UMPL/B) pense lui aussi que l'Afrique et l'Europe rencontrent les mêmes problématiques de commercialisation des produits :

*« Nous avons vu que les producteurs belges, membres de la coopérative FairCoop, avaient créé la marque FairBel pour pallier la suppression des quotas laitiers en Europe, les problèmes de prix et d'écoulement des productions. Nous avons alors souhaité répliquer au Burkina avec la marque FairFaso qui commercialise un lait équitable. L'initiative est donc née de la collaboration entre producteurs laitiers belges et burkinabè dans le but d'accroître leur participation sur les marchés. »*

Pour vendre sous la marque FairFaso, les 52 mini-laiteries (recueillant chacune le lait d'une quarantaine de producteurs) doivent respecter un cahier des charges strict. La marque FairFaso permet aux petits pro-

ducteurs d'être visibles et de vendre suffisamment de lait local pour bénéficier d'un marché sûr et régulier face au lait importé.

## Faire face aux menaces

Si la nécessaire transformation de l'aval des filières vivrières en cours en Afrique de l'Ouest présente des opportunités pour la sous-région, elle n'est pas exempte de menaces, dans ce contexte local où les ressources naturelles sont limitées.

Le marché pourrait certes devenir plus proche des producteurs, géographiquement mais aussi culturellement; et l'approvisionnement alimentaire, moins dépendant des aléas internationaux, ce qui pourrait alors accompagner l'augmentation des revenus des agriculteurs et des éleveurs, au moins pour ceux qui sont en mesure de produire au-delà de leurs besoins familiaux.

Mais l'essor de la grande distribution que l'on constate déjà dans de nombreuses villes pourrait, à terme, peser sur l'emploi des femmes et des jeunes dans les chaînes de valeur alimentaires et renforcer les habitudes de consommation de produits importés, et même de suralimentation.

Il est donc clair que producteurs, organisations paysannes, coopératives et autres groupements d'intérêts économiques doivent intensifier leurs efforts pour imposer méthodes et processus favorisant sécurité et souveraineté dans le système alimentaire en Afrique de l'Ouest. ☰

Résumé par Patrice Debry

## PAROLES AU SUD

Le 28 novembre 2018, l'expert Million Belay a écrit une lettre ouverte au premier ministre éthiopien, avec sept messages essentiels concernant l'agroécologie, le droit des paysans, la biodiversité, l'intelligence artificielle, l'agriculture industrielle, l'urbanisation et la complexité du monde.

# Agroecology **Now** !

Message à l'attention du premier ministre éthiopien

Une lettre ouverte de l'Éthiopien Million Belay, coordinateur de l'Afsa, l'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (Alliance for Food Sovereignty in Africa).

**M**illion Belay est un des membres du panel Ipes-Food<sup>1</sup>. Cet expert éthiopien défend la souveraineté sur les semences et les aliments. Il plaide en faveur de la conservation des forêts et des moyens de subsistance des populations autochtones. Il est le fondateur de Melca-Éthiopie, une ONG travaillant entre autres dans le domaine de l'agroécologie.

Il a également joué un rôle important dans la création du Réseau pour la biodiversité en Afrique (ABN). Aujourd'hui, il coordonne l'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (Afsa).

Son pays vit des changements importants depuis l'arrivée au pouvoir du premier ministre Abiy Ahmed en 2018. Malgré un risque d'instabilité lié à la persistance de conflits internes, les réformes s'enchaînent et le paysage politique est en constante évolution. Des femmes ont été nommées à des postes officiels. Après de longues années de guerre, l'Éthiopie et l'Érythrée ont renoué des relations diplomatiques. L'amnistie a été accordée à des politiciens exilés et à des partis politiques d'opposition qualifiés de terroristes par le gouvernement précédent.

<sup>1</sup> <http://www.ipes-food.org/>



Million Belay  
Illustration © Philippe de Kemmeter

Mais sur le plan économique, les initiatives d'Abiy Ahmed ne vont pas nécessairement dans le sens de l'agroécologie et de l'agriculture familiale. Son gouvernement a notamment ouvert une partie du capital des entreprises étatiques publiques à l'actionariat privé afin d'attirer des investissements supplémentaires.

Le 28 novembre 2018, Million Belay a écrit une lettre publique contenant sept messages essentiels adressés au premier ministre éthiopien.

La lettre, en anglais, dont nous traduisons de larges extraits, a été rédigée depuis l'aéroport d'une ville du nord de l'Éthiopie appelée Bahir Dar. Cette ville universitaire se situe près du lac Tana, où le Nil Bleu prend sa source. Million Belay y avait assisté à une allocution du premier ministre. Et ce discours l'a inspiré au moment de quitter Bahir Dar.

Le coordinateur de l'Afsa ne tarit pas d'éloges : « Je peux vous dire que c'est un excellent orateur. Beaucoup de gens l'apprécient et reconnaissent tous les changements qu'il a amenés.

Il a ramené l'espoir dans ce pays et a réussi à réconcilier, en grande partie, la diaspora et les politiciens locaux. Mes amis, on parle ici d'une avancée immense. En effet, la diaspora éthiopienne a souvent déstabilisé les hommes politiques de ce pays au point que cela devienne toxique par moments. Il a donné la possibilité à beaucoup de gens d'exprimer leur point de vue sans crainte. Il a redonné une place importante aux femmes (...) Cependant, et c'est là où le bât blesse, son discours au sujet de l'environnement, sa passion pour l'agriculture intensive à grande échelle ainsi que sa confiance dans les technologies, me donnent la chair de poule. Il a en effet relégué le Ministère de l'Environnement au rang de simple Commission et ça, ce n'est pas bon signe à mon avis. Si l'environnement n'est pas autour de la table avec les autres ministères – il sera au « menu du jour » pour ainsi dire. Si personne n'est là pour défendre notre environnement lorsque les ministres se réunissent, beaucoup de grands projets qui sont déjà prévus, ne feront qu'une bouchée de notre environnement, de notre avenir. Ce n'est pas que je suis un grand fan du Ministère de l'Environnement, vu qu'ils ont récemment permis la culture des OGM, mais cette institution doit être présente autour de la table avec les autres ministères et devrait rendre des comptes au Parlement directement et non au Premier Ministre. De plus, il parle toujours de l'avantage que les chiffres de notre population représentent – certains disent que l'on parle de 108 millions de personnes actuellement – mais je ne suis pas sûr que cela soit le cas.»

(...)

«Lors de son discours d'hier, il a dit que les deux plus grands défis pour l'avenir de la technologie sont l'agriculture et la nourriture, en effet, la plupart des nouvelles technologies leur seront destinées. En tant que premier ministre d'un pays où plus de 10% de la population a faim et est mal nourrie, je ne lui en veux pas de parler d'augmenter la productivité, mais la question qui se pose est la suivante : comment ? Je pense que pour la majorité des élites éthiopiennes, même pour celles actives dans le secteur de l'agriculture, cela fait partie de leur ADN de penser que ce n'est qu'à travers l'usage de produits chimiques, de semences hybrides, de nouvelles technologies (dont l'ingénierie génétique), d'immenses systèmes d'irrigation, la substitution d'un savoir-faire agricole par de nouvelles techniques ainsi que l'orien-

tation de tout le secteur agricole vers les marchés, que l'on pourra nourrir les gens. Il arrive qu'on entende parler de biodiversité agricole, de santé, de nutrition et de valeurs culturelles, mais la réalité est très différente.

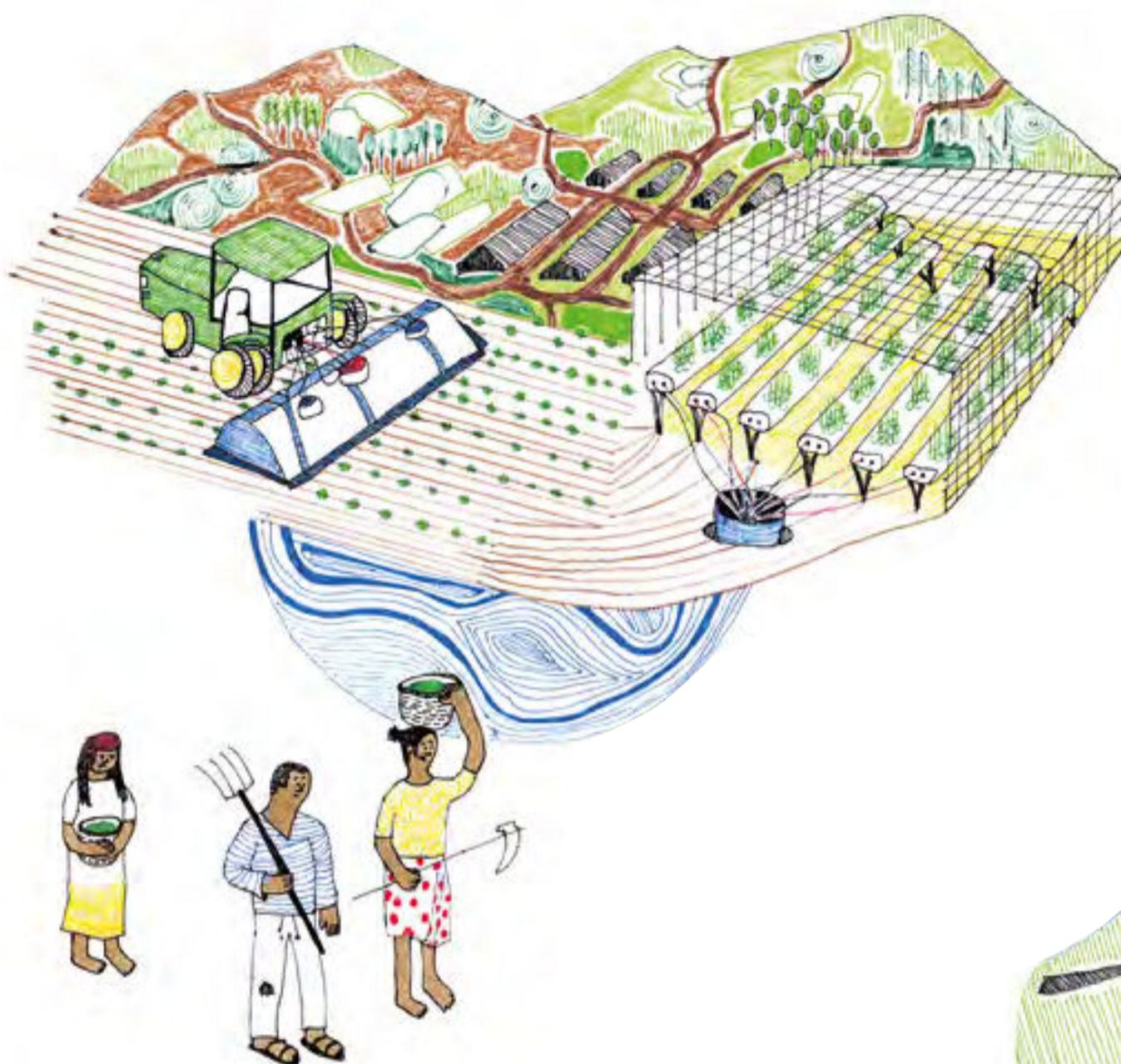
Si j'avais l'opportunité de parler au premier ministre, je lui parlerais des 7 problèmes ci-dessous. »

## 1 L'agroécologie est en marche

«Je lui dirais de promouvoir l'agroécologie. Malgré les nombreux obstacles, je pense que l'agroécologie est en marche. Et même s'il y a encore beaucoup d'incompréhension à ce sujet et de l'incertitude quant à la manière de mesurer son efficacité par rapport aux autres formes d'agriculture, il y a tout de même un consensus général quant au fait que c'est l'agriculture du futur. Si on veut augmenter les rendements sans compromettre la qualité nutritionnelle, la santé, l'environnement et les valeurs culturelles, c'est bien le genre d'agriculture qu'il faut privilégier.

≡ Si les discours laissent place  
≡ à la biodiversité, à la santé et  
≡ à la culture, la réalité est très  
≡ différente...

Heureusement, les producteurs de denrées alimentaires, les consommateurs, les chercheurs et le gouvernement partagent et font régulièrement la promotion de résultats de recherches, d'idées et de bonnes pratiques à ce sujet. En Éthiopie on a beaucoup de preuves que ça fonctionne. De plus en plus d'acteurs importants s'accordent à dire que OUI l'agroécologie peut nourrir le monde et en même temps protéger l'environnement. Preuve en est que même le Comité pour la sécurité alimentaire mondial de la FAO en a récemment approuvé la pratique. Le seul continent où il y a encore une grande résistance à ce sujet, c'est l'Afrique. Ceci dit, la prolifération de réseaux de sociétés civiles dans certains pays, dont l'Éthiopie, est très prometteur. »



## 2 Les paysans ont des droits

«Je l'encouragerais à soutenir l'adoption de la Déclaration des Nations Unies pour la promotion des droits des paysans et des autres personnes travaillant dans des zones rurales. J'ai eu la chance de participer en tant qu'expert aux discussions qui ont eu lieu à Genève où la Déclaration a été ratifiée. La principale raison d'être de ce droit collectif est liée au fait que les paysans sont souvent marginalisés. Ils sont souvent plus pauvres que le reste de la population, leurs terres sont souvent spoliées, et les lois et stratégies politiques de nombreux pays contribuent à leur discrimination. Il y a cependant de nombreux instruments de droit humains qui existent et qui auraient besoin d'être compilés en un seul document. J'ai été stupéfait de voir à quel point cette Déclaration a été soutenue en Afrique du Sud ainsi que dans la plupart des pays d'Amérique Latine. La plupart des pays africains l'ont aussi soutenue. Malheureuse-



ment les pays où l'on hait les droits collectifs et toute mention du peuple, de souveraineté, de communauté, des peuples indigènes, des droits, du consentement éclairé etc. ont tout fait pour la combattre ligne après ligne. Je pense qu'il faut soutenir cette Déclaration car elle englobe toutes les déclarations liées aux paysans en un seul document et donne aux agriculteurs les moyens de défendre leur bien-être. »

### 3 La biodiversité doit être protégée

« Je l'encouragerais à identifier et protéger les zones où l'on trouve une diversité de plantes cultivées associées à des plantes sauvages. J'ai récemment participé à une conférence organisée par l'Alliance mondiale pour l'Avenir de l'Alimentation sur le sujet de la ténacité des graines. Le premier intervenant, le Professeur José Sarukhan, du Mexique, a dit: "la diversité génétique des semences autochtones est le résultat de millions d'années d'évolution à travers la domestication. La diversité des plantes sauvages qui leur sont associées, représente des millions d'années d'évolution à travers la sélection naturelle. Ces deux procédés forment la source la plus précieuse et la plus irremplaçable de solutions d'adaptation aux changements de

l'environnement, et aussi aux changements climatiques. Les banques de germoplasme ne sont que la première trame d'un film sur ce processus millénaire de diversification génétique à travers la domestication. Il est impératif de préserver ces processus in situ et de les étudier attentivement lorsqu'ils existent encore, comme par exemple dans les Milpa<sup>2</sup> mexicaines."

Je suis sûr qu'en Éthiopie et en Afrique il existe aussi des endroits où les diversités de plantes cultivées et de plantes sauvages coexistent. Notre attitude par rapport aux "mauvaises herbes" est un gros problème. Les agriculteurs se sont mis à utiliser le glyphosate pour désherber et, même en mettant de côté les effets dévastateurs que cela a sur la santé, cela représente un énorme risque de destruction de cette diversité génétique que nous devrions plutôt protéger. En ce qui concerne la conservation des semences in situ (dans les champs) et ex situ (dans des banques de semences), Alejandro Argumedo, connu pour son travail sur la conservation des différentes variétés de pommes de terre au Pérou, a eu une très bonne idée, qu'il appelle le trans-situ. Cela consiste à

2 La technique agricole mixte de cultures complémentaires, dite des trois sœurs, ou Milpa, représente les trois principales cultures pratiquées traditionnellement par diverses ethnies amérindiennes d'Amérique du Nord et d'Amérique centrale: la courge, le maïs et le haricot grimpant.





||| Nous devons être critiques  
||| et mesurer les conséquences  
||| d'un recours à l'intelligence  
||| artificielle.

permettre aux banques de semences et aux exploitations agricoles d'interagir afin de maintenir la diversité. Je pense que c'est ce que font les banques de semences communautaires qui permettent aux agriculteurs d'emprunter des semences, de les planter dans leurs exploitations et puis de les rendre à la banque. »

## 4 Attention à l'intelligence artificielle

« Je l'enjoindrais à ne pas encourager des technologies basées sur l'intelligence artificielle (IA) sans qu'il y ait une vraie compréhension et un débat public autour de leur impact futur. Derrière chaque technologie se cache un jeu de pouvoir et de contrôle. Comme vous le savez certainement, depuis l'arrivée de l'IA, le futur est incertain. L'intelligence est la capacité à atteindre des objectifs complexes. Dans beaucoup de pays riches, ainsi qu'en Chine et dans certains pays d'Afrique, la recherche se concentre

sur le moyen de produire des super robots capables d'accomplir une multitude de tâches qui sont pour le moment gérées par des êtres humains ou des machines. Cette fusion ahurissante des technologies de l'information et de la biotechnologie se développe à une vitesse telle que l'intelligence humaine a bien du mal à suivre le rythme. Pour la plupart d'entre nous, être au fait des avancées de la technologie de l'information est très difficile. Il ne me semble pas qu'il y ait un vrai débat à ce propos en Afrique, mais les grands penseurs de ce monde semblent se diviser sur le sujet. Certains voient ça comme une menace alors que d'autres considèrent que c'est une chance (...) Je ne dis pas que l'Afrique devrait se tourner les pouces pendant que le reste du monde développe des technologies capables de nous contrôler mais nous nous devons d'être critiques et de bien mesurer les conséquences potentielles. En tant que pays, quelle est notre position en ce qui concerne les vecteurs viraux ? Selon Pat Mooney, le terme de vecteur viral fait référence à une technique de construction génétique d'une espèce entière qui consiste à délivrer un gène d'intérêt particulier, dit

“égoïste”. Le terme “égoïste” vient de la particularité qu’a ce gène à transmettre un ou plusieurs attributs à la majorité, voire à l’entière de la génération suivante. En temps normal, les descendants ont une chance sur deux d’hériter des gènes de leurs parents. Le but des vecteurs viraux est de faire en sorte que cela devienne une quasi-certitude que le gène sera transmis à toute la descendance en seulement quelques générations. Récemment, certains initiés, placés stratégiquement par les industriels, ont demandé à l’Union africaine d’autoriser l’utilisation des

## Que va-t-on faire de l’importante main-d’œuvre jeune inoccupée ?

vecteurs viraux. Où va-t-on si nous acceptons aveuglément ces technologies ? Par exemple, je pense qu’il est généralement admis que les futures technologies d’IA auront un impact considérable sur l’emploi. Que va-t-on faire du nombre croissant de jeunes si nous décidons de recourir à l’IA ? Je suis d’accord avec le premier ministre pour dire que la rupture la plus importante concernera l’agriculture étant donné que le but est de développer des machines chargées de récolter des données venant des fermes afin de cultiver de façon plus efficace. Cela s’appelle de l’agriculture de précision (...) Où est-ce que ces jeunes peu éduqués et peu intégrés iront si l’IA s’empare de notre agriculture ? Je crains qu’il n’y ait un danger que cette jeunesse en colère ne mette à feu et à sang toutes les institutions de ce pays si nous ne mettons pas suffisamment de mécanismes de protection en place. »

### 5 La tentation de l’agriculture industrielle

« Je le mettrais en garde en ce qui concerne la tentation de l’agriculture industrielle car cela serait très coûteux et difficile de revenir en arrière une fois le processus lancé. L’une des parties les plus intéressantes du

rapport Ipes sur l’alimentation, intitulé : De l’uniformité à la diversité, est l’identification de huit facteurs de blocage. L’un d’entre eux s’appelle la dépendance au circuit. Dans le contexte qui nous intéresse, cela signifie que des agriculteurs vont petit à petit abandonner leurs pratiques agricoles et vont de plus en plus utiliser des produits agrochimiques, des semences hybrides, et vont s’orienter vers une logique de marché. Une fois que ces produits commenceront à être utilisés, le sol et les plantes vont devenir dépendants. Ce cas de figure est déjà présent à travers toute l’Afrique. Les agriculteurs éthiopiens ne cessent de me répéter que leur sol est corrompu, qu’il ne produit que si on utilise des fertilisants artificiels. Les agriculteurs utilisent des pesticides en abondance afin de lutter contre les nuisibles et les mauvaises herbes, qui à leur tour prolifèrent grâce à un déclin dans la résistance des sols et des plantes. Ce qui est très inquiétant, c’est qu’il y a très peu de discussions autour de ce problème et que la stratégie actuelle consiste à amener de plus en plus d’agriculteurs à entrer dans ce schéma. Il y a même une volonté en Éthiopie de faire en sorte que les agriculteurs qui possèdent des terres moyennes, se regroupent pour ne planter qu’une seule variété de plantes mais à grande échelle ; ce qui reviendrait à faire en sorte que des petits agriculteurs se mettent à l’agriculture intensive. Tout ceci va à l’encontre du nombre croissant d’études qui mettent en garde contre cette forme d’agriculture et qui préconisent plutôt la diversité. Même si dans un premier temps, la production augmentera très certainement, cela ne durera pas et les produits agrochimiques utilisés finiront par endommager leur santé et celle de l’environnement. Les agriculteurs seront exposés aux aléas de la fluctuation des prix sur le marché et de façon générale, leur capacité de résilience en sera compromise. »

### 6 Adapter les zones urbaines

« J’insisterais pour qu’il fasse de l’urbanisation l’une des priorités de son agenda politique. Les zones urbaines gagnent du terrain en Afrique, elles colonisent de plus en plus de zones rurales, où l’on voit pousser des bidonvilles. Les jeunes migrent vers les zones urbaines à la recherche d’opportunités. Cela

était à prévoir et peut même être bénéfique jusqu'à un certain point. En effet, plus de jeunes dans les zones rurales pourrait signifier une plus grande fragmentation des terres. La migration des campagnes vers les villes a aussi un impact positif sur le contrôle de la population. Ceux qui sont partis dans les zones urbaines et qui ont réussi, envoient de l'argent à leur famille, ce système a aidé pas mal de familles à faire face à des situations de stress social et environnemental. Cependant, les zones urbaines ne sont pas adaptées pour faire face à cet afflux de jeunes personnes. Où que l'on aille, on est face à une crise sociale, économique et environnementale. Je pense que les problèmes urbains seront le prochain gros problème de développement durable en Afrique dans un avenir proche. Nous avons une opportunité unique de corriger tout ceci au moyen de meilleures stratégies et en apprenant des autres, mais si nous n'agissons pas très vite, nous en paierons le prix à l'avenir. »

## 7 Intégrer la complexité

«Je lui conseillerais de prendre la complexité de notre environnement social et écologique en compte dans son plan gouvernemental. Nous vivons dans un monde où nous n'avons aucune idée de ce qui peut arriver demain. Si quelqu'un me disait qu'il avait prédit ce qui est arrivé en Éthiopie il y a sept mois de cela, je lui dirais qu'il est un menteur. Le pays était au bord de la guerre civile et du délabrement. Je priais pour que le gouvernement actuel trouve une solution pour stabiliser le pays. Aucune autre instance n'aurait pu le faire par manque de contrôle sur l'appareil étatique, dont l'armée, et de soutien de la part du peuple. Comme je l'ai déjà dit, ce que le premier ministre et son parti ont fait, a sauvé le pays. Il ne s'agit que de citer un exemple pour démontrer que nous ne connaissons pas à l'avance la direction que notre pays, notre continent, ou même le monde, va prendre au niveau à la fois social et environnemental. Le changement climatique ne fait qu'accentuer cette incertitude. La question est donc de savoir quel genre de système alimentaire nous voulons pour y faire face. Je pense qu'il devrait être basé sur la diversité. Nous devons trouver un moyen de gérer toute cette connectivité qui se répand avec l'usage de plus en plus important des téléphones mobiles et

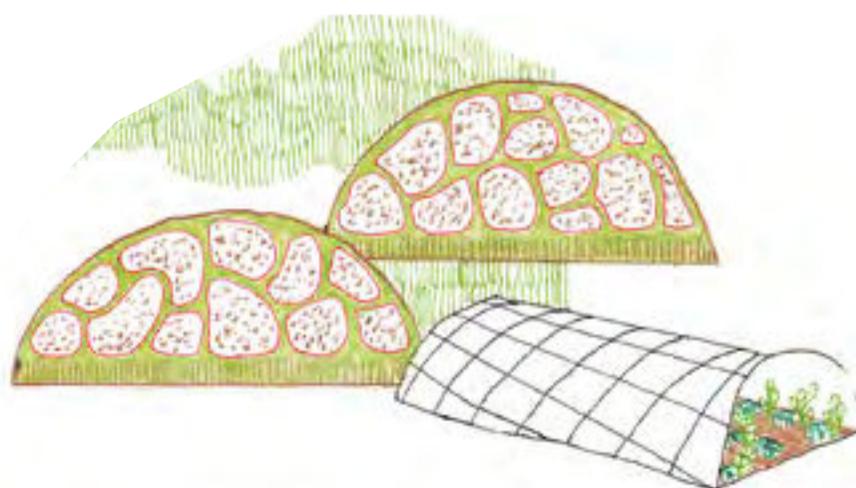
Les zones urbaines, inadaptées pour faire face à l'afflux des jeunes personnes, constitueront le prochain gros problème pour un développement durable en Afrique.

des réseaux sociaux. Nous devons trouver une solution aux blocages que nous nous imposons à nous-mêmes. Nous devons comprendre et prendre une part active dans la gestion des technologies à venir. Nous devons utiliser à la fois le savoir de nos agriculteurs et celui de la science. Oui, nous avons besoin de plus de nourriture pour cette population grandissante mais nous pouvons le faire via l'agroécologie. Un agriculteur togolais m'a récemment confié qu'il produisait deux fois plus dans sa petite ferme que les fermiers ayant de plus grandes exploitations suite à un soutien gouvernemental. Les bonnes techniques existent et ce dont elles ont besoin c'est d'une politique adéquate, d'un soutien à la recherche et d'un accès aux marchés. Nous pouvons nous nourrir tout en protégeant notre santé, nos valeurs culturelles et notre environnement.

Pardonnez cette longue lettre mais elle contient mes bien modestes messages au premier ministre.

Cordialement » ☰

**Million Belay**



En Équateur, les femmes sont actrices des circuits courts de commercialisation. L'expérience des paysannes de la sierra témoigne de leur implication active sur les marchés agroécologiques des zones urbaines.

# Équateur : des paysannes souveraines

Cet article synthétise les travaux de Bérénice Petit, étudiante en Master en Sciences de la population et du développement à l'Université libre de Bruxelles et en Master en Agroécologie à l'Université de Cordoue. Entre juin et septembre 2018, Bérénice Petit a travaillé avec l'Union des associations de producteurs agroécologiques de la province de Tungurahua (Pacat) afin d'analyser les expériences de différentes organisations de producteurs agroécologiques.

**L**e travail des productrices agricoles dans plusieurs zones de la province de Tungurahua permet une offre alimentaire riche et variée. Dans les espaces de vente, les prix établis sont fixés selon les habitudes alimentaires locales, il n'existe pas de concurrence entre les productrices, mais plutôt des liens de solidarité.

Au moins 75% des produits agroécologiques en Équateur sont vendus sur les marchés locaux. C'est un canal de vente qualitativement distinct qui se centre sur les besoins familiaux, et apporte un revenu plus important et stable que la vente aux intermédiaires ou que sur le marché grossiste. Une productrice explique: «Le marché local nous aide économiquement pour nos familles. Tous les produits que nous apportons, nous les vendons à un prix qui nous aide à acheter d'autres produits, parce que les grossistes nous exploitent. Si l'on vient

*vendre ici, les gens nous valorisent du fait que nous venons comme nous sommes, des agricultrices directement du potager à l'assiette (de la mata a la olla).»*

## De meilleurs revenus, stables et hebdomadaires

Ce marché est une alternative au système des intermédiaires qui dominent les marchés conventionnels et qui imposent des bas prix par grands volumes. C'est ce dont témoigne une productrice: «Je vends de tout sur le marché, alors que chez le grossiste, j'apporte plus et j'obtiens moins d'argent.»

De plus, le marché local apporte un revenu hebdomadaire, qui, selon ces femmes, est plus utile que le revenu mensuel de l'époux quand celui-ci a un emploi dans la ville voisine: «il faut attendre un mois pour obtenir un paiement, et cela, ça ne me sert pas.» L'apport économique du marché local leur permet ainsi de réinvestir pour l'exploitation agricole et pour l'alimentation familiale de la semaine. Le marché de vente directe est plus proche de la logique paysanne et des cycles naturels des besoins dans la ferme.

*«Je travaille, donc je gère mes revenus et mon mari les siens. Si je travaille pourquoi dépendre de lui? Je gère mon argent moi-même.»* Plusieurs paysannes affirment que grâce à leur vente elles peuvent gérer elles-mêmes leurs revenus. Traditionnellement, la prise de décision sur la production est



Illustration © Isabelle Busschaert

un rôle attribué à l'homme, et maintenant, grâce aux gains économiques de la vente, cela permet à la femme d'avoir un contrôle sur la production agricole.

La rente familiale augmente de manière continue et hebdomadaire avec des prix stables qui bénéficient principalement aux femmes, lesquelles se retrouvent ainsi avec les possibilités de répondre elles-mêmes aux besoins de la famille, particulièrement pour les enfants et pour l'alimentation. Une femme confie : « *Les revenus de mon époux servent principalement à payer nos déplacements, nos factures et quelques dettes. Il gagne environ 500 dollars mensuels (NDLR :*

Un des principes fondamentaux est de produire pour l'autoconsommation, seuls les excédents étant proposés à la vente.

l'économie étant dollarisée, le dollar américain est de facto la monnaie en Équateur). Avec notre agriculture, nous pouvons manger, et l'argent de ce qui se vend au marché local est consacré aux études de mon fils. »

On note donc une différence dans l'usage des revenus selon le genre. Toutes les femmes affirment que les revenus issus de la vente servent à la reproduction de l'unité domestique et à la pérennisation de la vie familiale. Par ailleurs, les revenus issus de la production agricole sont aussi consacrés au fonctionnement de l'unité de production.

## Vers une autonomie alimentaire

Les témoignages qui précèdent émanent de paysannes membres de l'Union des associations des producteurs agroécologiques de la province Tungurahua (Pacat), mais aussi de la Red Biovida, la Red Agroecológica del Austro et la Red Agroecológica de Loja.

Un des principes fondamentaux de ces organisations de producteurs est de produire

pour l'autoconsommation et seuls les excédents doivent être destinés à la vente. « *De ce que nous produisons, je dis à mes enfants de se servir et qu'ils prennent le meilleur. Avant, nous faisons le contraire, nous vendions le meilleur et nous gardions le moins bon.* » D'autres personnes affirment qu'elles vendaient toute leur production agricole au rabais du fait qu'elles ne cultivaient qu'un seul produit. Pour certaines personnes, intégrer une association a impliqué un changement de pratique, de passer d'une monoculture à une production diversifiée : « *Avant nous n'avions pas tous ces produits, nous n'avions que le maïs, et après nous avons fait des petites parcelles diversifiées.* »

Les productrices se répartissent sur des zones géographiques distinctes qui présentent des agroécosystèmes différents et donc des productions agricoles diversifiées. Ceci combiné à un système associatif de commercialisation permet d'offrir une gamme de produits plus importante. Non seulement cela bénéficie aux consommatrices, mais aussi aux paysannes qui réalisent le troc des produits invendus et non disponibles dans la ferme.

« *Je préfère venir sur le marché local parce qu'ici j'échange avec les produits que je n'ai pas. On échange les fèves ou les mellocos<sup>1</sup> que nous nous n'avons pas et elles veulent des fruits comme les fruits de la passion.* »

## Prise de confiance en soi

Les productrices mentionnent que sans le marché local, elles resteraient dans leur champ, à la maison, sans établir d'autre lien à l'extérieur de la communauté, et qu'elles ne se rendraient pas à la ville. La présence des femmes sur l'espace de vente rompt avec l'isolement du travail dans les champs. Les productrices tissent des liens avec les consommatrices qui deviennent des clientes fidèles : « *Je m'entends bien avec les consommatrices, on se connaît, les samedis je viens me changer les idées, et parler avec les habituées.* » La prise de confiance de certaines femmes passe par le fait qu'elles sont de moins en moins intimidées par le fait d'échanger des conversations lors du marché : « *Le marché m'a permis d'être plus ouverte, de parler plus, d'être avec d'autres*

1 Tubercule des Andes, proche de la pomme de terre.

JE PRÉFÈRE VENIR  
SUR LE MARCHÉ LOCAL  
PARCE QU'ICI  
J'ÉCHANGE AVEC  
LES PRODUITS  
QUE JE N'AI PAS.



personnes, dialoguant avec d'autres camarades, je n'étais pas comme ça avant. »

De plus, elles peuvent participer à d'autres marchés occasionnels organisés par différentes institutions publiques ou privées, mais elles doivent aussi recevoir des formations pour commercialiser les produits et pour les transformer.

« C'est bien d'appartenir à une organisation paysanne, ça m'a donné envie de participer aux formations, aux différentes sorties, partager avec les camarades, ça m'a motivé pour apprendre, pour moi-même, avant, je ne savais même pas parler en réunion, même pas un mot, maintenant oui, je prends la parole. Quand je participe aux activités, je reviens contente, joyeuse, connaissant de nouvelles choses. »

Dans cet espace, sont échangés des biens mais aussi des connaissances sur l'agroéco-

AVEC NOTRE AGRICULTURE,  
NOUS POUVONS MANGER,  
ET L'ARGENT DE CE QUI SE VEND  
AU MARCHÉ LOCAL EST CONSACRÉ AUX  
ÉTUDES DE MON FILS.

## La valorisation sociale et économique contribue aussi à une meilleure auto-estime.

logie. Comme le marché a lieu tous les samedis, les membres apprennent à se connaître, nouant de nouvelles relations en dehors de l'espace familial et communautaire. Une femme explique qu'elle vient « non seulement pour des raisons économiques, mais parce qu'on se sent comme une famille, on apprend à connaître les personnes, entre les membres, entre les autres personnes qui achètent, on crée des amitiés ».

Finalement, c'est un lieu de coexistence, de convivialité, de partage et de dialogue, où s'intensifient les liens de proximité et de solidarité entre les membres mais aussi avec les consommatrices. De la même manière, c'est un espace où se croisent les traditions et s'échangent des liens entre la ville et la campagne. Ce sont en partie ces relations qui contribuent à la durabilité et la stabilité du marché.

La logique de la commercialisation directe répond aux besoins des productrices d'un point de vue culturel, social et matériel, donnant la priorité à la question sociale et à la production agricole. Le fait de passer de la sphère privée (c'est-à-dire la maison ou le champ) à la sphère publique (les espaces de vente, de formations) permet aux femmes de faire valoir leur rôle dans l'activité économique et productive. Ces dernières sont désormais considérées comme participantes actives de ces processus et cela offre une meilleure visibilité de leur travail. Il y a donc une valorisation sociale et économique qui apporte sur le plan individuel une prise de confiance en soi et une meilleure auto-estime.

### Un bémol : la hausse de la charge de travail

La division genrée du travail traditionnel reste par contre inchangée. Dans la plupart

des cas il n'y a pas de redistribution des tâches domestiques. Par conséquent, on observe une hausse de la charge de travail pour les femmes qui s'occupent à la fois de la production et de la commercialisation, en plus des tâches de la maison. En 13 ans d'existence, la Pacat n'a pas eu une seule présidente, bien que des femmes soient parfois présentes dans le bureau de direction.

« Peut-être que nous les femmes nous n'osons pas, parce qu'il n'y a personne qui organise le travail de la ferme, parce que la femme s'occupe plus du foyer et pour être président cela demande plus de temps, il faut organiser les événements, les débats, la gestion, gérer avec les organisations et puis nous avons peur de parler, les hommes ont plus de facultés (...) ».

Être président d'une association implique d'y consacrer au moins 40% de son temps. En plus de la surcharge de travail, le manque de confiance pour parler en public est toujours sous-jacent, du fait que les femmes restent principalement confinées dans l'espace privé. Bien que le marché se présente comme une ouverture pour qu'elles prennent confiance, cela demeure encore limité.

### Gardiennes du marché agroécologique

Dans les différentes expériences d'organisations de producteurs agroécologiques, le marché, en tant qu'espace de commercialisation en circuit court, est un moteur central de l'action collective qui permet non seulement d'améliorer les revenus économiques et matériels disponibles pour les familles membres, mais aussi d'augmenter le bien-être social, personnel et d'auto-estime des femmes. Participer dans un espace public, avoir accès à un revenu, et intégrer un groupe, valorisent et rendent visible le travail des femmes, impulsant ainsi des changements individuels et collectifs d'autonomisation. Le marché active un réseau de solidarité et d'appartenance générant des sources de souveraineté alimentaire locales. De par leurs pratiques, motivations et besoins, ce sont les paysannes qui perpétuent et pérennisent la vie du marché local. ≡

Les objectifs du développement durable (ODD) prévoient une éducation de qualité pour tous à l'horizon 2030. Alors que de plus en plus d'États mettent en place des dynamiques pour favoriser l'accès à l'école, l'exode rural, les migrations et les conflits rebattent les cartes des priorités et des stratégies à privilégier en matière d'éducation.

## Bâtir l'école rurale de demain

**P**arler de l'école rurale en 2019 suppose d'abord de se pencher sur une réalité rurale en mutation depuis une vingtaine d'années. Les zones rurales se dépeuplent dans les pays en développement au même rythme que les villes s'étendent, conséquence d'une migration interne de plus en plus importante. Des zones périurbaines se développent, des liens entre ville et campagne se créent, tandis que dans le même temps certaines communautés, pastorales et nomades restent particulièrement isolées. Les technologies nouvelles sont à la portée de tous et les jeunes des campagnes sont attirés par la ville et le mirage d'une vie meilleure.

Réfléchir à l'éducation en zone rurale pose aussi la question de la formation des jeunes et du risque d'accentuer la tendance à l'urbanisation. Depuis 2009, dans 53 pays, la probabilité de migrer vers les villes a doublé chez ceux qui ont suivi une scolarité primaire, triplé chez ceux qui ont suivi une scolarité secondaire, et quadruplé chez ceux qui ont suivi des études supérieures<sup>1</sup>.

Sur le terrain, ils sont nombreux à parcourir quotidiennement pas moins d'une di-

zaine de kilomètres pour aller à l'école. En Afrique, en Amérique du Sud, en Asie, les écoles des zones rurales restent mal desservies. Les routes pour y accéder sont en mauvais état ou peu sûres. Les élèves s'y rendent en marchant, plusieurs heures par jour. Les établissements scolaires sont sous-équipés, ne prévoient pas d'infrastructures permettant d'y loger les élèves lorsque les écoles sont particulièrement isolées.

Pas de sanitaires non plus, parfois pas d'eau courante, d'électricité, ou simplement de toilettes séparées. Sur 145 pays ayant des données à ce sujet, l'accès à des sanitaires de base était inférieur à 50% dans 28 pays dont 17 d'Afrique subsaharienne<sup>2</sup>. Les élèves s'entassent parfois à plus de 50 dans des locaux exigus. Et puis surtout, les populations rurales n'ont pas les moyens suffisants de payer les frais scolaires. Dès qu'ils sont en âge de travailler, les enfants rejoignent leurs parents aux champs et délaissent l'école. Dans le meilleur des cas, ils y restent deux ou trois ans, le temps d'apprendre les connaissances de base, en calcul, en lecture avant de revenir là où ils sont « plus utiles ». Mais leur connaissance reste hélas superficielle,



<sup>1</sup> <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000367435/PDF/367435fre.pdf.multi>

<sup>2</sup> <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000261655>



et risque d'être perdue, par manque de pratique. Quant aux enseignants diplômés, ils choisissent de migrer vers les villes où ils espèrent de meilleures conditions de vie.

## Privilégier les zones les plus reculées

Les moyens financiers mis en place par les politiques en matière d'enseignement privilégient souvent les villes. L'enseignement en zone rurale coûte cher. Les écarts restent préoccupants : au Burkina Faso, alors que 75% des enfants des villes étaient scolarisés, ils n'étaient que 26% à l'être dans les zones rurales. Selon l'Unicef, ce sont précisément ces zones reculées qui doivent pourtant être visées en priorité par les programmes. Cette priorité commence à être prise en compte par plusieurs pays conscients du défi des ODD. L'Inde a multiplié le nombre d'écoles pour que chaque enfant en ait une à moins d'un kilomètre de chez lui. Un système qui a permis aux écoles rurales de se développer. Mais il est parfois difficile de garantir la qualité de l'enseignement dispensé dans ces écoles. Dans le même ordre d'idées, la Chine a développé une série de mesures pour favoriser l'enseignement en zones rurales : crédits à l'enseignement, augmentation du nombre d'enseignants en zones rurales, technologies pour relier les systèmes scolaires citadins et ruraux et aides aux enfants de familles plus défavorisées.

## Plus de filles à l'école

En 2015, 264 millions d'enfants n'étaient pas scolarisés de par le monde. Elles sont encore aujourd'hui 130 millions de filles à ne pas avoir accès à l'école dans le monde<sup>3</sup>. Et sur les dix pays où le plus grand nombre de filles ne sont pas scolarisées, neuf se situent sur le continent africain. Les raisons de ces inégalités sont à la fois sociales, culturelles et économiques. Culturelles, car dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, une femme sur trois est mariée avant 18 ans. En Ethiopie, près d'une fille sur cinq se marie avant l'âge de 15 ans. En même temps, l'accès aux écoles reste dangereux pour les filles, qui s'exposent aux violences sur la route.

<sup>3</sup> [www.thelancet.com/journal/lancet/article/PIIS0140-6736\(18\)33017-4](http://www.thelancet.com/journal/lancet/article/PIIS0140-6736(18)33017-4)



## Les moyens financiers mis en place par les politiques d'enseignement privilégient souvent les villes.

Pourtant, la présence des filles à l'école est essentielle pour lutter contre la pauvreté et réduire les inégalités. En matière de santé, l'éducation améliore les comportements alimentaires. L'apprentissage des gestes simples d'hygiène quotidienne va permettre aux femmes d'éviter la transmission de certains virus ou de maladies particulièrement contagieuses. C'est cette éducation non formelle que pratique l'Unicef avec le Programme alimentaire scolaire au Mali, en permettant aux jeunes femmes de calculer les calories nécessaires à leur enfant. Car la formation des femmes est aussi un facteur de développement de l'économie locale : dans les campagnes, les femmes représentent souvent la majorité de la main-d'œuvre.

La prise de conscience par les institutions internationales de l'importance de « l'empowerment » (renforcement) en matière de genre a permis de résorber l'écart entre les sexes en ce qui concerne les taux de non-scolarisation ces 15 dernières années. Et 96% des États membres de l'ONU, ont ratifié la

CEDAW (Convention of the Elimination of Forms of Discrimination Against Women). Mais il reste des obstacles: 27 d'entre eux ont formulé des réserves touchant à l'égalité des genres dans l'éducation. Enfin, sept pays n'ont pas ratifié la CEDAW et sur le terrain, de fortes disparités demeurent.



Les législations nationales freinent parfois les initiatives en faveur de l'égalité dans l'enseignement: en RDC l'exclusion de l'école pour les filles enceintes reste fréquente. Plusieurs pays d'Afrique continuent à autoriser le mariage précoce des jeunes filles. Les conditions économiques restent aussi déterminantes: pour certaines familles, il n'est pas possible d'envoyer tous les enfants à l'école, et lorsqu'il faut faire un choix, c'est souvent au détriment des filles.

Enfin, certaines autorités locales restent très influentes, notamment en Afrique où les chefs coutumiers gardent un pouvoir très important sur les populations. Au Malawi,

où 50% des filles se marient avant 18 ans, une action communautaire rassemblant une organisation de la société civile, des parents, des écoles et des responsables locaux essaie de lutter contre les mariages d'enfants (pourtant interdits par la loi). En impliquant les chefs de villages dans le processus et en les sensibilisant à la problématique, les mariages ont enfin reculé et le taux d'abandon scolaire a chuté de 25 à 5%.

## L'épineuse question des migrations

Les migrations sont une menace pour l'accès à l'éducation et pour le lien à la fois social et culturel qu'elle tisse. Les populations déplacées n'ont plus la garantie d'un accès à une éducation de qualité. Plusieurs pays craignent de trop fortes disparités entre villes et campagnes et appliquent des politiques restrictives. La Chine, où les travailleurs migrants venant de la campagne représentent 21% de la population, avait imposé un système de visa, liant l'accès à l'école au lieu de résidence. Supprimé en 2006, ce système avait marginalisé les enfants des migrants, exclus de toute éducation ou se retrouvant dans des écoles clandestines de mauvaise qualité.

En Afrique, les parents qui migrent placent leurs enfants dans des familles d'accueil afin de leur garantir une éducation. Les enfants des populations nomades et pastorales manquent aussi l'école à certaines périodes de l'année et ont du mal à s'adapter. L'Unesco déplore le manque de lien entre les matières de base et les savoirs nomades, qui ne sont guère valorisés dans les programmes scolaires. Mais de façon générale, les populations nomades sont de plus en plus prises en compte dans les systèmes d'éducation. C'est le cas en Somalie, en Afghanistan, en Inde, en Éthiopie ou au Kenya. Un progrès qui ne doit pas occulter la dépendance de ces écoles itinérantes à de nombreux paramètres extérieurs: dès que les ressources en eau ou en nourriture manquent, la fréquentation des écoles diminue.

En 2018, on recensait 87 millions de personnes déplacées dans le monde. Parmi celles-ci, 25 millions de réfugiés, 3 millions de demandeurs d'asile, 40 millions de déplacés internes victimes de conflits et 19 millions de personnes déplacées à cause de catastrophes naturelles. Or plus de la moi-

tié des 25 millions de réfugiés ont moins de 18 ans. Mettre en place des systèmes éducatifs spécifiques aux réfugiés n'est pas forcément souhaitable. Il vaut mieux les intégrer le mieux possible dans les enseignements nationaux. Mais malgré les engagements que prennent les États en faveur de leur inclusion, la question de l'accès à l'éducation pour les réfugiés demeure difficile à résoudre.

## Adapter les contenus de l'enseignement

De trop nombreux programmes scolaires restent obsolètes ou sont inadaptés à la réalité actuelle. Et parmi les inadaptations, il y a la langue. Dans de nombreuses régions rurales, les populations parlent des langues locales. Il est donc essentiel de dispenser les cours dans ces langues et de faire appel à des enseignants locaux. Ainsi, dans les pays andins, on constatait une désaffection des élèves dès la fin de la première année du fondamental. Les cours étaient donnés en espagnol et la plupart des enfants qui ne parlaient pas cette langue finissaient par décrocher.

Aujourd'hui, les cours dans les premières années sont donnés en quechua ou en aymara. Les enfants comprennent la matière, restent à l'école et apprennent l'espagnol petit à petit. Dans plusieurs pays d'Afrique, des formations sont proposées qui mêlent les langues locales à celle utilisée initialement par les colons (principalement le français, l'anglais et le portugais selon les pays). Ainsi, lors de la mise en place de programmes d'éducation au Burkina Faso, huit langues nationales ont été introduites en parallèle au français. Leur apprentissage a été un succès qui pousse désormais à la généralisation de ce genre de programme.

Mais outre la langue, l'école en zone rurale doit-elle envisager une éducation traditionnelle, basée sur la lecture, l'écriture et le calcul, au sens classique, tels que toujours enseignés ? La réponse semble se situer dans un mélange entre une formation de base à l'image de ce que l'école primaire a toujours apporté, et un lien avec les réalités dans lesquelles se trouvent les enfants.

L'interaction entre l'enseignement et la vie rurale permet aussi aux parents des enfants scolarisés de partager des apprentissages. Gérer l'eau, créer un potager, reverdir une région, connaître quelques bonnes pratiques d'hy-

## Mali : l'école menacée par le terrorisme

Au nord du Mali, le Programme alimentaire mondial avait mis au point un programme d'alimentation des jeunes enfants de la région, qui concernait 90 000 enfants et consistait en la distribution d'un repas à midi aux élèves des écoles primaires. Le programme rencontrait un énorme succès. Avant sa mise en place, plusieurs enfants, en effet, devaient rentrer le midi chez eux pour manger et ne reprenaient pas le chemin de l'école l'après-midi.

Mais depuis 2011, dans le centre du pays, trois écoles sur dix sont désormais fermées pour cause de menace terroriste, privant le droit à l'éducation à plus de 149 000 enfants. Si les écoles rouvrent doucement, c'est sous haute surveillance, les enseignants craignant pour leur vie et les parents hésitant à envoyer leurs enfants dans des écoles où la sécurité reste incertaine. Néanmoins, des projets résilients voient le jour : à Gao, zone touchée de plein fouet par les violences, l'Union des groupements maraîchers a permis d'aider 22 associations composées essentiellement de femmes à pratiquer une agriculture agroécologique ainsi que leurs activités d'élevage, grâce à des formations en gestion, en alphabétisation, en gestion et en comptabilité, ce qui a mené à une véritable professionnalisation de la production maraîchère.

||| L'école primaire doit aussi  
||| entretenir un lien avec les  
||| réalités qui sont celles des  
||| enfants en zones rurales.

giène qui évitent la propagation des maladies, apprendre comment réagir en cas de catastrophe naturelle... Tous ces modèles d'écoles deviennent un creuset d'expériences pédagogiques où les enfants sont le maillon d'un enjeu plus large : celui de donner à des communautés entières les outils pour s'adapter au monde de demain, sans pour autant désertier les campagnes. ≡

Rédaction : Sabine Schrader

Un ouvrage collectif paru aux Presses universitaires de Louvain dresse le bilan de plus d'un demi-siècle de développement. Vingt-quatre spécialistes analysent l'évolution des courants de pensée, pointent les échecs d'un mode de développement basé sur la croissance et présentent des projets concrets, des alternatives à un système qui n'en finit pas de montrer ses limites.

# Le développement revisité

Présentation du livre intitulé « Le développement revisité, 60 ans d'études du développement », d'Isabel Yépez, Sophie Charlier, Andreia Lemaître, Emmanuelle Piccoli et Etienne Verhaegen (dir.) Presses Universitaires de Louvain, 2019

**R**evisiter 60 années de développement est intéressant au moment où les conséquences sociales et environnementales du capitalisme mondial et du libéralisme économique sont de plus en plus manifestes. L'ouvrage s'ouvre en rappelant que la société occidentale a été dominée par le paradigme de la modernisation. Au fil des siècles, du commerce, des colonies et des progrès techniques, ce paradigme s'est voulu universaliste et s'est imposé sous l'influence d'un Occident convaincu de la suprématie de sa culture.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis entreprendront d'abord de favoriser la reconstruction des pays qui ont perdu la guerre (Italie, Allemagne, Japon), puis, en pleine guerre froide, étendront leur politique de développement à tous les pays européens de l'Ouest, et enfin à ceux qui venaient d'être décolonisés. Une « reconstruction » qui passera aussi par l'instauration d'un mode d'agriculture intensive : ce sera la mise en place de la Politique agricole commune (PAC) en Europe. Comme le souligne le professeur émérite Jean-Philippe

Peemans (UCL), « à l'époque une société développée est une société industrialisée et urbanisée dans laquelle la paysannerie, qui incarne le poids de la tradition, a disparu. (...) La croissance économique s'est en effet imposée rapidement comme le cœur de la modernisation. On peut donc dire que cette théorie de la modernisation, par son ambition affirmée de définir les voies du développement, avait bien toutes les caractéristiques d'un paradigme fondateur. Il s'agit d'une vision incroyablement forte, multidisciplinaire et intégrée du développement. »<sup>1</sup>

Une conception à laquelle la plupart des élites des pays du Sud furent aussi favorables, ce qui a aidé à son implantation. Dans un modèle de développement largement dominé par la suprématie de la technologie et de la croissance, c'est désormais le capitalisme qui devient le seul moteur du « progrès ».

## L'émergence d'une pensée critique

Dès les années 60, des mouvements d'opposition à cette conception dominante du développement commencent à poindre, notamment sous l'influence des théories marxistes. Selon celles-ci, les « pseudo-bourgeoisies » du Sud sont des instruments de l'Occident (et de son impérialisme). Plusieurs tentatives de politiques de modernisation nationale seront mises en place par certains pays du Sud. Plusieurs États exigeront dans la foulée une réforme des règles

<sup>1</sup> Jean-Philippe Peemans, *Le développement dans une perspective historique*, p.19.

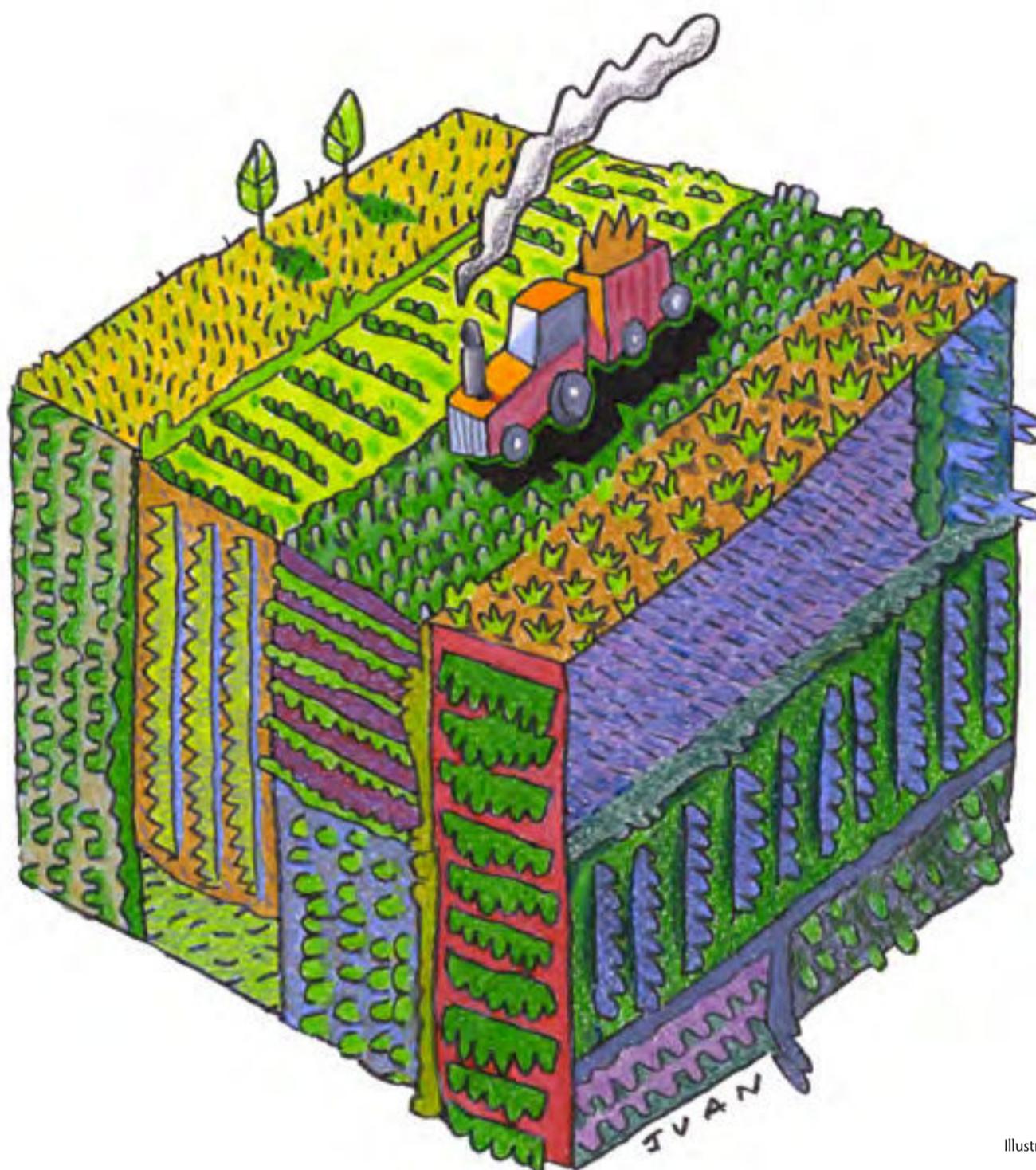


Illustration © Juan Mendez

Le courant de pensée  
post-colonial a permis  
de dénoncer la barbarie  
des points de vue  
occidentaux sur l'Africain.

du commerce international. À cette époque, les théories féministes mettent déjà en évidence l'importance de l'émancipation des femmes pour les sortir du patriarcat et insistent sur leur rôle dans les processus de développement.

Le courant de pensée postcolonial va dénoncer la barbarie des points de vue occidentaux sur l'Africain. Comme le rappelle Aymar Nyenyezi Bisoka, les Africains restent les premières victimes d'un mode de développement capitaliste postcolonial. Des agriculteurs meurent prématurément pour avoir travaillé sur des terres empoisonnées par une extraction minière qui ne profite qu'au Nord. Les paysans du Sud continuent à être victimes d'accaparements de terres et d'investisse-

ments sauvages de sociétés multinationales au mépris de leur ancrage culturel et familial. Ils continuent à être obligés d'adopter des méthodes d'agriculture qui effacent toute tradition et appauvrissent les sols – quand elles ne les empoisonnent pas.

## Résistances au Sud, entre survie et résilience

Au Sud, l'ampleur d'une économie informelle et populaire qui subsiste en marge du marché mondial pose aussi la question de la réussite de la modernisation. Car cette économie informelle fait vivre une majorité de travailleurs du Sud. Il n'est pas question ici

De plus en plus,  
émerge un pouvoir régional  
reconquis qui s'oppose  
au capitalisme sauvage.

de fantasmer un système qui exacerbe hélas souvent les inégalités : les acteurs de ce type d'économie sont vulnérables, en particulier dans un contexte de disparition des mécanismes de solidarité des sociétés du Sud. La réalité de l'économie populaire et le rôle qu'elle joue dans le développement mondial sont désormais à prendre en compte, alors qu'elle a longtemps été « *la face cachée de la modernisation* »<sup>2</sup>.

La question de la place de la paysannerie a d'autant plus d'acuité que la conception de la modernité basée sur le progrès en envisageait la disparition pure et simple. Mais se pose aussi la question du choix du système alimentaire mondial : continue-t-on à privilégier une agriculture intensive où le paysan se mue en « travailleur agricole » et où toute production issue de la terre est désormais « marchandisée » ? Cette réalité vulnérabilise de plus en plus les paysans. Et ignore la complexité des économies familiales, souvent considérées comme archaïques, alors qu'elles se présentent de plus en plus comme une alternative viable.

2 Frédéric Lapeyre, *La grande colère des faits, quelles perspectives de déterritorialisation-reterritorialisation des acteurs de l'économie informelle ?*, p.68.

## Après le capitalisme, quel développement ?

La question des refontes sociétales possibles pour un post-capitalisme est de plus en plus souvent abordée, rappelant combien il est urgent de rendre au politique son pouvoir, alors que les critiques contre le système de la démocratie représentative se multiplient. La disparition de l'État-nation à la faveur de fédérations supranationales voire mondiales met à mal les rapports entre citoyens et institutions. De plus en plus de tentatives de se réappropriier un pouvoir régional émergent, s'opposant à un capitalisme sauvage et à des pratiques néolibérales. Les banques populaires de développement au Brésil, par exemple, qui se basent sur un mode d'économie solidaire, essayent de remplacer le modèle capitaliste actuel. Des mouvements grandissent à très grande échelle, comme les Forums sociaux et la Via Campesina, le syndicat mondial des paysans.

En creux se pose la question d'une crise de la globalisation. L'ouvrage s'achève d'ailleurs par une analyse particulièrement intéressante de Nicolas Van Nuffel sur l'épisode très médiatisé du Ceta.

N'est-il pas temps d'envisager une juridiction permettant un équilibre entre la pratique du commerce international et la protection des droits humains ? En ce sens, l'Europe aurait un rôle particulier à jouer, en mettant en place des normes de produits garantissant ces droits. Ce serait également une façon de limiter le pouvoir de certaines entreprises multinationales.

Mais au-delà de la question de la mise en place d'une telle juridiction, Nicolas Van Nuffel interroge la façon dont sont discutés les accords de commerce international : la plupart du temps loin de tout débat public et démocratique.

Bref, un ouvrage essentiel qui aborde la transversalité des conséquences du développement mais aussi de ses solutions. ≡

## LIVRES

« L'art de la fausse générosité », c'est le titre d'un petit opus percutant qui rappelle quelques vérités sur Bill Gates, sa fortune et sa Fondation. En une centaine de pages, le journaliste français Lionel Astruc dénonce un système qui a créé une nouvelle manière d'envisager l'aide au développement et qui met en péril les principes essentiels de la démocratie.

# L'histoire d'un donateur au-dessus de tout soupçon

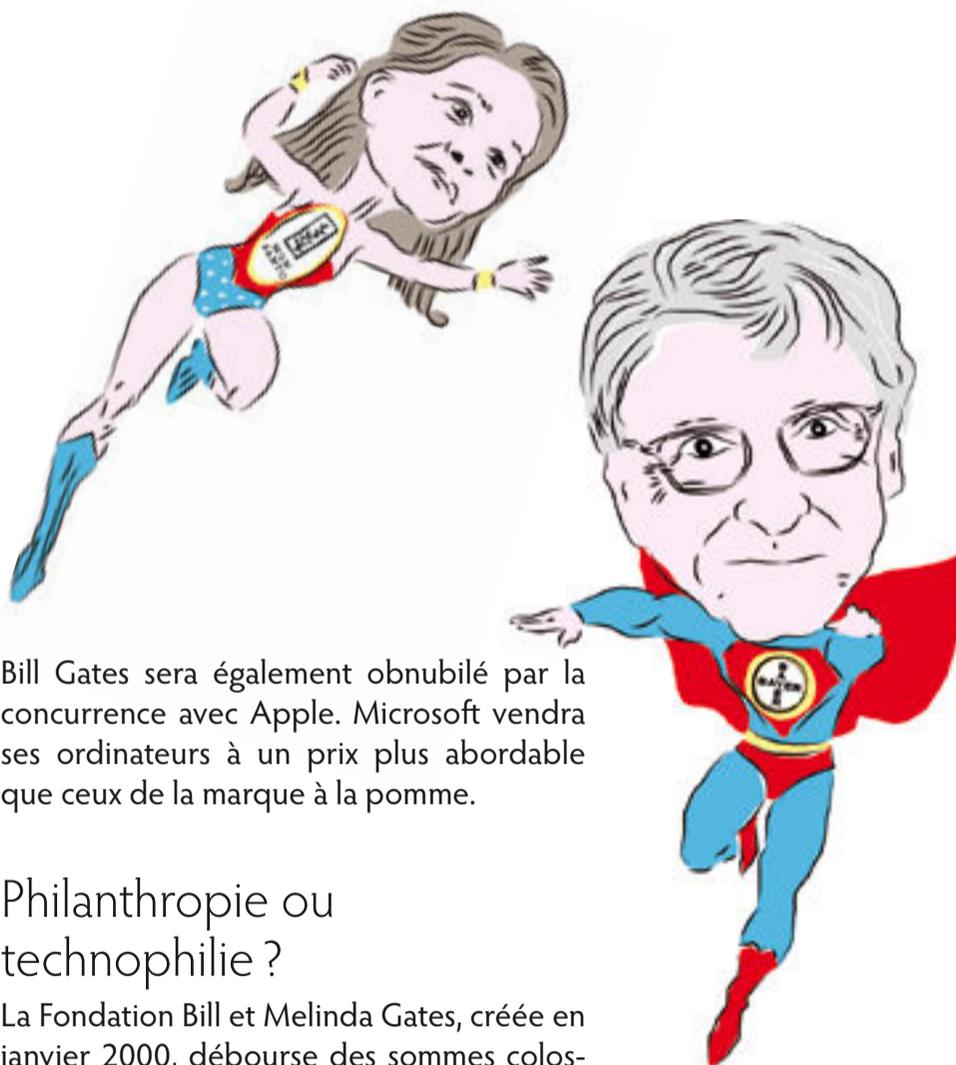
Présentation du livre de Lionel Astruc, « L'art de la fausse générosité, la Fondation Bill et Melinda Gates », Actes Sud, 2019

L'ouvrage s'ouvre sur le parcours de cet étudiant doué qui découvre comment contourner les protections des ordinateurs. À l'université, le jeune Bill Gates ne se contente pas de briller par ses talents d'informaticien, mais fait rapidement preuve de prédispositions commerciales accompagnées d'un état d'esprit sans scrupules.

## Entre génie et supercherie

Dès la création de la société Microsoft, en 1975, il s'oppose au partage gratuit de données informatiques. Il instaure très vite un système de verrouillage des données, qu'il rend payantes. Le système Bill Gates était né. Et avec lui, celui du brevetage qu'il étendra plus tard à tous les domaines de son entreprise. De Bill Gates à Monsanto, il n'y a qu'un pas.

On se souvient d'un des plus gros bluffs de l'histoire de l'informatique : Bill Gates propose alors à IBM un système d'exploitation qu'il n'a pas encore développé. IBM lui fait confiance. C'est le début d'une carrière imparable et rentable.



Bill Gates sera également obnubilé par la concurrence avec Apple. Microsoft vendra ses ordinateurs à un prix plus abordable que ceux de la marque à la pomme.

## Philanthropie ou technophilie ?

La Fondation Bill et Melinda Gates, créée en janvier 2000, débourse des sommes colossales dans de nombreux domaines : l'éducation, la jeunesse, la lutte contre la pauvreté, le développement, etc. Avec toujours le même principe : l'innovation technologique pour résoudre les problèmes. Fin 2017, la dotation de la Fondation s'élevait à 50,7 milliards de dollars.

Lionel Astruc résume parfaitement la philosophie de Bill Gates, qui, sous ses dehors

caritatifs, contribue à perpétuer les inégalités: « *Un homme fortuné qui dépense son argent pour les plus démunis presque exclusivement à l'aide de technologies de haut niveau renforce l'idée que le développement repose sur l'action caritative et sur l'apport de solutions aux pauvres qui reçoivent leurs faveurs des riches sans changement fondamental de la manière dont fonctionne le monde, sans mettre fin aux paradis fiscaux, sans limitation du pouvoir des entreprises et sans évolution des économies néolibérales.* »

## Face au « philanthrocapitalisme », c'est toute la démocratie qui est en danger.

Mais les critiques de l'action caritative de Bill et Melinda Gates restent rares. Et pour cause: La Fondation investit dans une série impressionnante de médias et dans des programmes de formation des journalistes.

Des ONG bénéficient aussi de ses largesses. La Fondation semble être partout. Elle investit dans des domaines aussi variés que la santé ou l'agriculture. Une réalité que Lionel Astruc n'hésite pas à qualifier de « *confusion des genres* », qui serait une façon de « *maquiller en don des investissements* », notamment en Afrique. L'auteur de l'ouvrage rappelle que « *le succès économique de l'entreprise repose sur la conquête d'une position dominante qui a fini par être jugée illégale aux États Unis* ».

### Au-dessus de tout soupçon ?

Bill Gates doit sa fortune à une pratique frauduleuse: celle de l'évitement fiscal. Un rapport du Sénat américain publié en 2012 établissait que Microsoft bénéficiait de crédits d'impôts et qu'une grande partie des droits de propriété intellectuelle que touche la société restaient dans les paradis fiscaux. Au total, ce sont environ 4,5 milliards de dollars que devrait Microsoft au Trésor américain. Un montant supérieur aux dépenses annuelles de la Fondation Gates dans le monde... La Fondation consacre d'énormes sommes d'argent en investissements dans de grosses sociétés telles que Mc Donald's

(2,2 milliards de dollars en 2012). Etrangement, celles-ci font partie du portefeuille du fonds d'investissement de la Fondation. Ce qui revient à dire que Bill Gates utilise ses dons pour appuyer les entreprises qui appartiennent à son fonds d'investissement. La boucle est bouclée...

### La chimie, comme solution rentable

En matière d'agriculture, pas d'ambiguïté: la Fondation impose des méthodes d'agriculture intensive, principalement basées sur la chimie et les biotechnologies (dont bien entendu les OGM). La militante écoféministe Vandana Shiva a dénoncé à de multiples reprises les conséquences environnementales, économiques et sociales de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique.

Au-delà des pratiques, l'auteur pose la question d'un nouveau type d'aide au développement, basé sur le secteur privé, qui s'amplifie dans certains pays d'Afrique, où les entreprises privées imposent leurs produits et leur matériel. On pense aux multinationales subsidiées par la Fondation, soutenant les pesticides ou les OGM: Cargill, Syngenta et Bayer.

Le même raisonnement est appliqué en matière de santé, où les États sont invités à investir largement dans des vaccins et des médicaments, parfois coûteux. Plusieurs programmes scientifiques sont biaisés par des subventions émanant de la Fondation.

L'ouvrage se termine sur le constat de ce qui ressemble de plus en plus à une menace au bon déroulement de la démocratie. Avec en filigrane une question fondamentale: une Fondation invitée aux sommets internationaux, omniprésente à tous les échelons de la société, y compris dans des ONG, des médias, des formations scientifiques et des organismes internationaux comme l'OMS, est-elle encore vraiment bienfaitrice ?

Face au « *philantrocapitalisme* », c'est tout un système démocratique qui est en danger: « *le fait qu'un bailleur de fonds privé occupe des positions aussi influentes est une entrave au système public d'aide internationale et aux gouvernements* », conclut l'auteur. ≡

Rédaction: Sabine Schrader

# Le Scoop-It\* de SOS Faim

Demain l'agriculture familiale passe quotidiennement en revue l'actualité des agricultures dans le monde. Extraits choisis de septembre 2018 à août 2019.

## SEPTEMBRE 2018



Yacouba Sawadogo

© Marmelade

■ **LE NOUVEAU RAPPORT** sur l'État de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le monde, publié le 11 septembre par cinq agences des Nations-Unies, révèle une nouvelle augmentation de la faim, alors que les chiffres s'amélioraient depuis trois ans. Plus de 113 millions de personnes sont toujours en risque de famine dans le monde, dont une grande majorité en Afrique. ([sosfaim.be](http://sosfaim.be))

■ **À 80 ANS**, Yacouba Sawadogo voit son travail récompensé. Pour son combat contre l'avancée du désert, ce cultivateur burkinabè a reçu le Right Livelihood Award 2018, plus connu sous le nom de prix Nobel alternatif. Depuis plusieurs années, Yacouba Sawadogo met en œuvre des techniques pour lutter contre le fléau qui affecte les zones arides du Sahel. Le

principe est simple : il s'agit de préparer le sol en saison sèche en creusant des trous remplis de débris organiques. Ces débris attirent ensuite les termites, naturellement présentes dans cette zone. Ces dernières creusent des galeries, qui permettent la rétention de l'eau dans les sols.

([www.rfi.fr/afrique](http://www.rfi.fr/afrique))

■ **SELON UNE ÉTUDE DE LA FAO** et de l'Union africaine, combler les écarts entre les sexes en Afrique permettrait d'augmenter la production agricole en Afrique de 10%. Les femmes représentent 60% de la force de travail dans certaines exploitations agricoles. L'étude intitulée «Ne laisser personne de côté» a été présentée lors d'un événement organisé en marge de l'Assemblée générale de l'ONU à New York.

([www.fao.org](http://www.fao.org))

## OCTOBRE 2018

■ **LA COMMISSION D'ENQUÊTE** sur les pesticides sous pression. Des eurodéputés chargés d'enquêter sur les procédures d'homologation font face aux assauts de lobbys, subissent du piratage informatique et des intimidations. Depuis qu'il a pris la présidence de la commission d'enquête du Parlement européen sur les procédures d'homologation des pesticides (dite commission « PEST »), l'eurodéputé Eric Andrieu (PS) et son équipe confient n'avoir

jamais connu une telle séquence d'événements troublants ou inhabituels.

([www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr))

■ **LES GÉANTS** de l'agroalimentaire Nestlé et Cargill feront de nouveau face aux tribunaux pour répondre aux accusations de travaux forcés dans les plantations de cacao en Côte d'Ivoire. Les plaignants (six anciens enfants esclaves originaires du Mali) disent avoir été kidnappés et forcés à travailler

jusqu'à 14 heures par jour dans les plantations de cacao sans recevoir aucune rémunération. Une cour d'appel fédérale de San Francisco a rejeté un verdict datant de 2017 qui avait classé l'affaire en raison de l'incapacité des victimes à établir le lien entre les activités des groupes basés aux USA et de présumées pratiques d'esclavage.

([www.agenceecofin.com](http://www.agenceecofin.com))

## NOVEMBRE 2018

■ **LA CHINE** se positionne aux côtés de la FAO en faveur de la coopération agricole Sud-Sud. Dans la foulée, la FAO va créer à Pékin un Centre international d'excellence pour l'innovation agricole et le développement rural.

([www.commodafrica.com](http://www.commodafrica.com))

■ **SELON LE WWF**, c'est l'équivalent de la surface de la Belgique qui aurait disparu ces cinq dernières années à cause de la consommation française de soja, cachée dans la viande.

([www.novethic.fr](http://www.novethic.fr))

■ **VAINQUEUR** des élections présidentielles brésiliennes en octobre, Jair Bolsonaro nommé responsable du lobby de l'agrobusiness, Tereza Cristina da Costa, ministre de l'Agriculture. Elle incarne l'agrobusiness brésilien face à ses ennemis : les écologistes et le mouvement des paysans sans terre.

([www.la-croix.com](http://www.la-croix.com))

## DÉCEMBRE 2018

■ **TANZANIE** : après l'Afrique du Sud qui interdit le maïs génétiquement modifié de Monsanto, le gouvernement tanzanien a décidé l'arrêt et la destruction de tous les essais en champs de plantes transgéniques. ([www.infogm.org](http://www.infogm.org))

■ **DES VILLAGEOIS DE RDC** portent plainte devant le mécanisme de recours de la Banque allemande de développement.

Ils accusent cette banque de financer la société Feronia qui accapare des terres pour exploiter des plantations d'huile de palme dans le nord du Congo. ([www.farmlandgrab.org](http://www.farmlandgrab.org))

■ **MARCHE GÉANTE** des paysans en Inde contre les inégalités extrêmes. Plus de 100 000 d'entre eux se sont rendus à New Delhi puis devant le Parlement pour attirer

l'attention du gouvernement sur la crise agricole et les suicides des paysans. (<https://fr.globalvoices.org>)

■ **DEPUIS LA FUSION DE BAYER ET DE MONSANTO**, la valeur du groupe allemand ne cesse de chuter. Les investisseurs s'inquiètent du risque pour l'environnement que représente le glyphosate. ([www.lemonde.fr/economie](http://www.lemonde.fr/economie))

## JANVIER 2019

■ **LE GÉANT AMÉRICAIN** Microsoft a conclu un accord de partenariat avec le groupe agricole In Vivo pour développer le numérique et l'intelligence artificielle dans l'agriculture. Grâce à leur partenariat, les deux acteurs veulent mettre les bénéfices du Cloud et de l'Intelligence Artificielle au service des grands enjeux de l'agroalimentaire et jouer un rôle moteur dans la transformation du secteur. ([www.invivo-group.com/fr](http://www.invivo-group.com/fr))

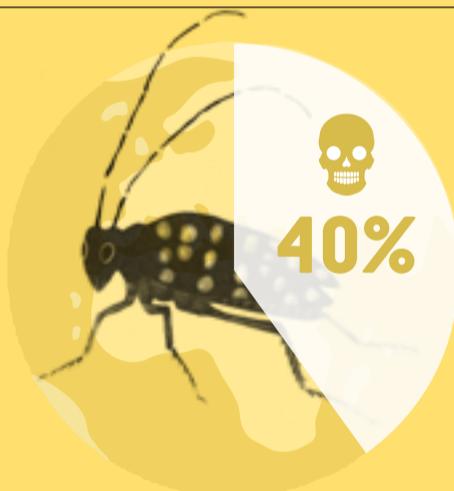
■ **CHRISTOPHE BRUSSET**, ingénieur agronome, publie livre intitulé *Aujourd'hui on mange quoi?* (Éd. Flammarion). Il jette un regard avisé sur l'industrie agroalimentaire et attire l'attention sur la vigilance dont doivent faire preuve les consommateurs. Selon Christophe Brusset, l'industrie agroalimentaire est la première cause de mortalité mondiale. ([www.france24.com/fr/](http://www.france24.com/fr/))

■ **L'ORGANISATION MONDIALE** de la santé (OMS) dénonce l'influence des lobbyistes de l'huile de palme qui tentent d'influencer la recherche sur les effets du produit sur la santé. L'OMS réclame une législation plus stricte de l'industrie de l'huile de palme. ([www.commodafrica.com](http://www.commodafrica.com))

## FÉVRIER 2019

■ **SELON L'INDICE 2019** de l'accès aux semences, les géants mondiaux des semences n'ont touché que 10% des 500 millions de petits exploitants agricoles dans le monde en 2017. Et la majorité des investissements a été réalisée vers les pays d'Asie du Sud et du Sud Est. ([www.agenceecofin.com](http://www.agenceecofin.com))

■ **UN RAPPORT** publié par la revue scientifique *Biological Conservation* indique que 40% des espèces d'insectes pourraient disparaître dans les prochaines décennies. ([www.liberation.fr](http://www.liberation.fr))



© Marmelade

■ **CAREY GILLAM ET KATHRYN FORGIE** sont à la source des « Monsanto Papers », des textes qui révèlent les manœuvres de Monsanto aux États-Unis pour dissimuler les effets sur la santé du glyphosate et pour influencer les agences du gouvernement chargées de la santé. ([www.reporterre.net](http://www.reporterre.net))

■ **ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES** au Sénégal : l'agroécologie n'est pas reprise dans les thèmes des différents candidats. ([www.lavoixdelavallee.wordpress.com](http://www.lavoixdelavallee.wordpress.com))

## MARS 2019

■ **DANS SON RAPPORT 2019** sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, la FAO fait le constat alarmant de la perte de la biodiversité et de sa menace sur les capacités humaines à se nourrir. L'effondrement de la biodiversité met en péril l'alimentation mondiale, alors que le modèle agricole industriel en est le principal responsable. ([www.reporterre.net](http://www.reporterre.net))

■ **NOUVEAU RAPPORT D'IPES-FOOD** : les experts se penchent sur les défis que pose la transition agroécologique. Et in-

sistent sur l'importance des démarches participatives, d'élaboration de cadres institutionnels permettant une plus grande participation des populations locales et la création d'alliances entre consommateurs, agriculteurs et associations de défense de l'environnement. ([www.veilleagri.hautetfort.com](http://www.veilleagri.hautetfort.com))

■ **COÉCRITÉ AVEC LE BUREAU DE CONSEIL ISSALA ET L'ONG SOS FAIM**, une note de mars 2019 d'Inter-réseaux, association regroupant divers acteurs impliqués dans le développement rural afri-

cain, s'intéresse à l'influence croissante du secteur privé dans la formulation des politiques publiques agricoles et alimentaires en Afrique, et à ses conséquences sur l'évolution du secteur. S'appuyant sur des sources documentaires variées et des contributions d'experts (chercheurs, intervenants de terrain), l'analyse se concentre sur les acteurs privés de grande taille, évoluant à l'échelle internationale : fondations philanthropiques, banques, fonds d'investissement, multinationales (engrais, semences, agro-industrie, etc.). ([veilleagri.hautetfort.com](http://veilleagri.hautetfort.com))

## AVRIL 2019

■ **SOS FAIM** participe avec quatre autres organisations au lancement de la campagne « N'exportons pas nos problèmes » dénonçant la surproduction de lait européen. La campagne recommande aux décideurs politiques d'adopter des mesures de gestion de l'offre de la production laitière européenne pour éviter la surproduction structurelle et conjoncturelle, de mettre en place des relations commerciales équitables entre l'Union européenne et l'Afrique et de soutenir les filières locales africaines via une politique de développement cohérente.

<https://www.nexportonspasnosproblemes.org/>

■ **EFFONDREMENT DU PROJET** de parc agro-industriel de Bukkanga Lonzo en RDC pour cause de violations des droits fonciers et humains, de pollution, de gaspillage, de corruption et de détournement de fonds. L'occasion pour l'Oakland Institute d'analyser le phénomène et de rappeler combien ces parcs agro-industriels ne sont pas une solution.

[www.oaklandinstitute.org](http://www.oaklandinstitute.org)



© SOS-Faim

■ **SELON UNE ÉTUDE** publiée le jeudi 4 avril dans *The Lancet*, un décès sur 5 dans le monde est lié à une mauvaise alimentation. En points de mire : l'excès de sucre, de sel, de viande et les apports insuffisants en légumes et en fruits.

[www.sciencesetavenir.fr](http://www.sciencesetavenir.fr)

■ **VICTOIRE POUR L'AGRICULTURE** et la sécurité alimentaire au Sénégal : la Cour suprême annule l'octroi de 10 000 ha à la société anonyme de droit marocain AFRI Partners.

[www.endapronat.org](http://www.endapronat.org)

■ **LANCEMENT D'UN APPEL** des femmes de sept pays d'Afrique de l'Ouest (Mali, Burkina, Ghana, Sénégal, Gambie et Guinée-Bissau) pour une meilleure prise en compte de l'agroécologie dans les pratiques agricoles. Regroupées au sein du mouvement « Nous sommes la solution », elles rappellent l'importance du rôle de la femme dans ce type d'agriculture, seule à garantir la souveraineté alimentaire. La présidente du mouvement, la Sénégalaise Mariama Sonko, plaide pour une meilleure prise en compte de l'agroécologie dans les politiques agricoles des sept pays africains membres de leur structure.

[www.lesoleil.sn](http://www.lesoleil.sn)

## MAI 2019

■ **L'AGRICULTURE INDUSTRIELLE** responsable de la menace de disparition d'un million d'espèces animales : c'est l'avertissement lancé par l'IPBES, La Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques, dans un rapport destiné aux responsables politiques. Les premières causes en sont l'agriculture, la déforestation et la surpêche. Viennent ensuite l'exploitation des organismes, le changement climatique, la pollution et les espèces invasives introduites par l'homme.

[www.nouvelobs.com](http://www.nouvelobs.com)

■ **À L'APPROCHE DES ÉLECTIONS**, le CNCD tire le bilan des cinq années du gouvernement Michel en ce qui concerne la politique belge de coopération dans le domaine de l'agriculture. Conclusions : le gouvernement fédéral a soutenu largement le modèle agro-industriel, délaissant ses promesses de soutien à l'agriculture familiale

[www.cncd.be](http://www.cncd.be)

■ **LE 29 MAI**, la FAO et le Fonds international de développement agricole (Fida) ont lancé la Décennie de l'agriculture familiale et un Plan d'action mondial en vue de mieux soutenir les agriculteurs familiaux, en particulier ceux vivant dans les pays en développement.

[www.commodafrica.com](http://www.commodafrica.com)

## JUIN 2019

■ **AVEC UN POOL** de partenaires techniques et financiers, notamment le Fida, le Royaume du Danemark et le Canada, le gouvernement malien lance un projet inclusif des filières agricoles. L'objectif est d'accroître l'inclusion financière des petits producteurs, des organisations professionnelles agricoles et des agro-PME-PMI, à travers le développement de services et de produits financiers. L'initiative devrait conduire à bancariser « 440 000 petits producteurs et 360 organisations professionnelles agricoles, dont 50%, des femmes et jeunes, ainsi qu'à augmenter les revenus d'au

moins 22 000 petits producteurs et 4500 entreprises de jeunes ruraux dans les filières agricoles ». D'après le FIDA, l'inclusion financière en zone rurale au Mali n'atteint que 20%.

[www.agenceecofin.com](http://www.agenceecofin.com)

■ **DANS SA REVUE ANNUELLE** de l'efficacité du développement (RAED) consacrée à l'intégration de l'Afrique, la Banque africaine de développement (BAD) souligne que malgré quelques réalisations marquantes, le commerce intra-africain reste faible. Les obstacles aux échanges — notamment le coût élevé du commerce

transfrontalier — restent importants (...) La balance commerciale agricole nette de l'Afrique s'est largement améliorée tout en demeurant largement négative, passant de \$ -38,9 milliards en 2015 à -24,8 milliards en 2018. « Au cours des dix dernières années, les exportations agricoles des pays africains ont presque doublé », souligne l'institution qui regrette, toutefois, que « malgré cela, le déficit commercial des pays à faible revenu a légèrement augmenté ».

[www.commodafrica.com](http://www.commodafrica.com)

## JUILLET 2019

■ **BAYER** investira 5,6 milliards de dollars dans la recherche sur les herbicides durant les 10 prochaines années. Dans le but notamment de rétablir une image écornée par les différents scandales liés au Round-up, soupçonné d'être cancérigène. ([www.agenceecofin.com](http://www.agenceecofin.com))

■ **PROGRESSION DU BIO** à l'échelle mondiale. Mais le marché des produits bio reste encore surtout concentré sur l'Europe et les États Unis, avec une légère progression en Chine. ([www.euractiv.fr](http://www.euractiv.fr))

■ **APRÈS 20 ANS** d'après discussions, l'accord entre l'UE et les pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay) doit encore être validé par les États membres pour entrer en vigueur. «Le libre-échange est à l'origine de toutes les problématiques écologiques», a dénoncé l'ancien ministre de la Transition écologique, Nicolas Hulot, dans un entretien au *Monde*. Avant même l'annonce de l'accord, plus de 340 ONG ont critiqué la politique du président brésilien d'extrême droite, Jair Bolsonaro, demandant à l'UE d'interrompre les discussions. Sa politique «est une catastrophe, ça ne fait pas de doute. On est revenu très loin en arrière. Avec un cynisme absolu,

on a redonné le pouvoir aux lobbies de l'agrobusiness», estime Olivier Dabène, président de l'observatoire de Sciences Po Paris sur l'Amérique latine. ([www.sudouest.fr](http://www.sudouest.fr))

■ **CRÉATION AU SÉNÉGAL** d'un réseau de parlementaires pour le développement agricole et le consommateur local. Ce réseau est soutenu par le Conseil national de concertation et de coopération des ruraux. Son but: accompagner le Sénégal dans la mise en œuvre de sa vision du développement agricole et rural. ([www.senejournal.com](http://www.senejournal.com))



Photo © SOS-faim

## AOÛT 2019

■ **AU BRÉSIL**, la menace pèse sur le Mouvement des sans-terres, qui lutte depuis les années 70 pour une redistribution équitable des terres aux paysans. Le gouvernement Bolsonaro qualifie ces militants de «terroristes» et ceux-ci vivent sous la menace de violences. ([www.rfi.fr](http://www.rfi.fr))

■ **INCENDIES EN AMAZONIE**: le Brésil ne cesse d'augmenter ses exportations agricoles, ce qui fait craindre un recul de la frontière agricole brésilienne au détriment de la forêt. Les monocultures de soja et l'élevage sont encouragés, avec les conséquences que l'on sait sur l'environnement. ([www.farmlandgrab.org](http://www.farmlandgrab.org))

■ **L'UNION EUROPÉENNE** autorise les États-Unis à augmenter ses exportations de bœuf. Une autorisation qui risque de faire chuter les prix et de mettre à mal la filière bovine, déjà mal en point. ([www.bilaterals.org](http://www.bilaterals.org))

■ **SELON LE NOUVEAU RAPPORT** du GIEC, l'homme épuise les terres. Le rapport insiste également sur l'urgence d'adopter à l'échelle mondiale une gestion plus durable des terres, car celle-ci n'impacte pas seulement le climat mais aussi notre capacité à nourrir la population. ([www.positivr.fr](http://www.positivr.fr))

■ **CENTRE DU MALI**: les villages sont pillés ou incendiés et les agriculteurs n'ont plus accès à leurs terres, au moment de l'hivernage. Le risque de famine augmente, les villageois étant dans l'impossibilité de préparer leurs champs avant la saison des pluies. ([www.benbere.org](http://www.benbere.org))

■ **L'AUTRICHE** vote l'interdiction totale du glyphosate. C'est le premier pays d'Europe à bannir l'herbicide accusé d'être cancérigène. ([www.france24.com](http://www.france24.com))

■ **MALGRÉ LA DISPARITION** des trois quarts de la population des insectes, liée à l'introduction des insecticides néonicotinoïdes il y a trente ans, l'Union européenne renonce à leur protection et adopte au cœur de l'été un règlement qui fait l'impasse sur l'essentiels des recommandations de l'EFSA (European Food Safety Authority). ([www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr))



